

RAPPORT ANNUEL

31.12.21

CRELAN FUND

SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable
publique de droit belge à compartiments multiples
Société Anonyme

OPC ayant opté pour des placements
répondant aux conditions prévues par la directive 2009/65/CE

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT	5
1.1. ORGANISATION DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT	5
1.2. RAPPORT DE GESTION	7
1.2.1. Informations aux actionnaires	7
1.2.2. Vue d'ensemble des marchés	12
1.3. RAPPORT DU COMMISSAIRE AU 31.12.21	15
1.4. BILAN GLOBALISE	20
1.5. COMPTE DE RESULTATS GLOBALISE	21
1.6. RESUME DES REGLES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION	22
1.6.1. Résumé des règles	22
1.6.2. Taux de change	23
2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOFUTURE	24
2.1. RAPPORT DE GESTION	24
2.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	24
2.1.2. Cotation en bourse	24
2.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement	24
2.1.4. Gestion financière du portefeuille	26
2.1.5. Distributeurs	26
2.1.6. Indice et benchmark	26
2.1.7. Politique suivie pendant l'exercice	26
2.1.8. Politique future	27
2.1.9. Indicateur synthétique de risque et de rendement	28
2.2. BILAN	29
2.3. COMPTE DE RESULTATS	30
2.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	31
2.4.1. Composition des actifs au 31.12.21	31
2.4.2. Répartition des actifs (en % du portefeuille)	35
2.4.3. Changement dans la composition des actifs (en EUR)	37
2.4.4. Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire	37
2.4.5. Performances	38
2.4.6. Frais	39
2.4.7. Notes aux états financiers et autres informations	39
3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONONEXT	41
3.1. RAPPORT DE GESTION	41
3.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	41
3.1.2. Cotation en bourse	41
3.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement	41
3.1.4. Gestion financière du portefeuille	43
3.1.5. Distributeurs	43
3.1.6. Indice et benchmark	43
3.1.7. Politique suivie pendant l'exercice	43
3.1.8. Politique future	45
3.1.9. Indicateur synthétique de risque et de rendement	45

3.2. BILAN	46
3.3. COMPTE DE RESULTATS	47
3.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	48
3.4.1. <i>Composition des actifs au 31.12.21</i>	48
3.4.2. <i>Répartition des actifs (en % du portefeuille)</i>	51
3.4.3. <i>Changement dans la composition des actifs (en EUR)</i>	52
3.4.4. <i>Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire</i>	53
3.4.5. <i>Performances</i>	53
3.4.6. <i>Frais</i>	54
3.4.7. <i>Notes aux états financiers et autres informations</i>	54
4. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOSTOCKS	56
4.1. RAPPORT DE GESTION	56
4.1.1. <i>Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts</i>	56
4.1.2. <i>Cotation en bourse</i>	56
4.1.3. <i>Objectif et lignes de force de la politique de placement</i>	56
4.1.4. <i>Gestion financière du portefeuille</i>	57
4.1.5. <i>Distributeurs</i>	57
4.1.6. <i>Indice et benchmark</i>	57
4.1.7. <i>Politique suivie pendant l'exercice</i>	58
4.1.8. <i>Politique future</i>	59
4.1.9. <i>Indicateur synthétique de risque et de rendement</i>	59
4.1.10. <i>Affectation des résultats</i>	59
4.2. BILAN	60
4.3. COMPTE DE RESULTATS	61
4.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	62
4.4.1. <i>Composition des actifs au 31.12.21</i>	62
4.4.2. <i>Répartition des actifs (en % du portefeuille)</i>	63
4.4.3. <i>Changement dans la composition des actifs (en EUR)</i>	64
4.4.4. <i>Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire</i>	64
4.4.5. <i>Performances</i>	65
4.4.6. <i>Frais</i>	66
4.4.7. <i>Notes aux états financiers et autres informations</i>	66
5. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT SUSTAINABLE	67
5.1. RAPPORT DE GESTION	67
5.1.1. <i>Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts</i>	67
5.1.2. <i>Cotation en bourse</i>	67
5.1.3. <i>Objectif et lignes de force de la politique de placement</i>	67
5.1.4. <i>Gestion financière du portefeuille</i>	68
5.1.5. <i>Distributeurs</i>	68
5.1.6. <i>Indice et benchmark</i>	68
5.1.7. <i>Politique suivie pendant l'exercice</i>	68
5.1.8. <i>Politique future</i>	69
5.1.9. <i>Indicateur synthétique de risque et de rendement</i>	70
5.1.10. <i>Affectation des résultats</i>	70
5.1.11. <i>Informations particulières en cas de structure master feeder</i>	70
5.2. BILAN	72

5.3. COMPTE DE RESULTATS	73
5.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	74
5.4.1. <i>Composition des actifs au 31.12.21</i>	74
5.4.2. <i>Répartition des actifs (en % du portefeuille)</i>	74
5.4.3. <i>Changement dans la composition des actifs (en EUR)</i>	74
5.4.4. <i>Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire</i>	75
5.4.5. <i>Performances</i>	75
5.4.6. <i>Frais</i>	76
5.4.7. <i>Notes aux états financiers et autres informations</i>	76
6. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT GLOBAL EQUITY DBI-RDT	77
6.1. RAPPORT DE GESTION	77
6.1.1. <i>Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts</i>	77
6.1.2. <i>Cotation en bourse</i>	77
6.1.3. <i>Objectif et lignes de force de la politique de placement</i>	77
6.1.4. <i>Gestion financière du portefeuille</i>	78
6.1.5. <i>Distributeurs</i>	78
6.1.6. <i>Indice et benchmark</i>	78
6.1.7. <i>Politique suivie pendant l'exercice</i>	79
6.1.8. <i>Politique future</i>	80
6.1.9. <i>Indicateur synthétique de risque et de rendement</i>	80
6.1.10. <i>Affectation des résultats</i>	80
6.2. BILAN	81
6.3. COMPTE DE RESULTATS	82
6.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	83
6.4.1. <i>Composition des actifs au 31.12.21</i>	83
6.4.2. <i>Répartition des actifs (en % du portefeuille)</i>	84
6.4.3. <i>Changement dans la composition des actifs (en EUR)</i>	85
6.4.4. <i>Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire</i>	85
6.4.5. <i>Performances</i>	86
6.4.6. <i>Frais</i>	88
6.4.7. <i>Notes aux états financiers et autres informations</i>	88

1. INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

1.1. ORGANISATION DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

Siège de la SICAV

Avenue du Port 86C bte 320 - 1000 Bruxelles

Date de constitution de la SICAV

7 octobre 2010

Conseil d'administration de la SICAV

- Philippe Voisin, Président du Comité de Direction de CRELAN SA, Président
- Geert Noels, Administrateur de ECONOPOLIS WEALTH MANAGEMENT NV, Administrateur
- Joris Cnockaert, Administrateur-Directeur de CRELAN SA, Administrateur
- Christian Steeno, Directeur Politique Commerciale et Marketing de CRELAN SA, Administrateur
- Danny Deceuninck, Responsable de la Section *Management produits placements, flux et crédits*, CRELAN SA, Administrateur
- Steven De Landsheer, Responsable *Controle & Reporting Operations*, CRELAN SA, Administrateur
- Jan Annaert, Professeur de Finance, Département Accounting & Finance, Université d'Anvers, Administrateur Indépendant (jusqu'au 27.12.2021)
- Bruno Tuybens, Conseiller indépendant, Administrateur indépendant

Personnes physiques chargées de la direction effective

- Gregory Cabanetos, Managing Director, Luxcellence Management Company
- Jean-Luc Jacquemin, Conducting Director, Luxcellence Management Company

Type de gestion

La Sicav a désigné une société de gestion d'organismes de placement collectif aux fins d'exercer l'ensemble des fonctions de gestion énumérées à l'article 3, 22° de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances: Luxcellence Management Company SA.

Luxcellence Management Company SA est une société de gestion d'organismes de placement Collectif (OPC), agréée au Grand-Duché de Luxembourg en qualité de société de gestion conformément à la directive 2009/65/CE.

Luxcellence Management Company est entièrement détenue par CACEIS SA, la maison-mère du Groupe CACEIS et fait partie du même groupe que CACEIS Bank et CACEIS Belgium SA.

Nom : Luxcellence Management Company SA

Forme juridique : Société anonyme

Siège : 2, Rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg

Constitution : 31 janvier 1994

Conseil d'administration :

- Guillaume Fromont, administrateur, Président du Conseil
- Gregory Cabanetos, administrateur-délégué à la gestion journalière
- Lucien Euler, administrateur indépendant
- Aurélien Veil, administrateur.

Comité de direction :

- Gregory Cabanetos, administrateur-délégué à la gestion journalière
- Jean-Luc Jacquemin, délégué à la gestion journalière
- Pascal Pira, délégué à la gestion journalière

Commissaire :

Ernst & Young Luxembourg, 35E Avenue John F. Kennedy, L- 1855 Luxembourg, représenté par Monsieur Pierre-Marie Boul.

Capital souscrit et capital libéré :

EUR 1.000.000,00 entièrement libéré.

Commissaire

DELOITTE Réviseurs d'Entreprises SRL, représenté par Tom Renders, Gateway Building – Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, 1930 Zaventem

Promoteur

CRELAN SA, Boulevard Sylvain Dupuis 251 - 1070 Bruxelles

Dépositaire

CACEIS Bank est une société anonyme de droit français au capital social de 1.273.376.994,56 euros, dont le siège est sis 1-3, place Valhubert, 75013 Paris, France, immatriculée sous le numéro RCS Paris 692 024 722. CACEIS Bank agit en Belgique par l'intermédiaire de sa succursale belge, CACEIS BANK, Belgium Branch, située Avenue du Port 86C b315 à 1000 Bruxelles et inscrite au Registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro d'entreprise BE0539.791.736. CACEIS BANK, Belgium Branch a été désignée par l'OPCVM comme dépositaire aux termes d'un contrat de dépositaire daté du 27 février 2015, tel que modifié au fur et à mesure (le « Contrat de dépositaire » ou « Depositary Agreement ») conformément aux règles relatives aux OPCVM et autres dispositions légales applicables.

Gestion financière du portefeuille

ECONOPOLIS WEALTH MANAGEMENT NV, Sneeuwbeslaan 20 bus 12 - 2610 Wilrijk

Gestion administrative et comptable

CACEIS Belgium SA, Avenue du Port 86C bte 320 - 1000 Bruxelles

Service financier

CACEIS Belgium SA, Avenue du Port 86C bte 320 - 1000 Bruxelles

Distributeur

CRELAN SA, Boulevard Sylvain Dupuis 251 - 1070 Bruxelles

Liste des compartiments et des classe(s) d'action

EconoFuture (Classe R)

EconoNext (Classe R)

EconoStocks (Classe R)

Sustainable (Classe R)

Global Equity DBI-RDT (Classe E - R)

La description des différentes classes est mentionnée au prospectus.

1.2. RAPPORT DE GESTION

1.2.1. Informations aux actionnaires

CRELAN FUND, ci-après dénommé, « la SICAV », est une Sicav publique à compartiments multiples qui répond aux conditions de la directive 2009/65/CE et régie, en ce qui concerne son fonctionnement et ses placements, par la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

La SICAV est inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0830.158.563.

Ses statuts sont déposés au Greffe du Tribunal de l'entreprise de Bruxelles.

Sur demande, les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus, gratuitement, avant ou après la souscription des parts, au siège de la société, auprès des agences de CRELAN SA.

Les frais courants (qui remplacent depuis le 10 juin 2012 le total des frais sur encours) et les taux de rotation du portefeuille pour les périodes antérieures peuvent être obtenus à l'endroit suivant: CACEIS Belgium SA, Avenue du Port 86C bte 320 - 1000 Bruxelles.

Les documents suivants et les informations suivantes peuvent être consultés sur le site internet www.crelan.be : le prospectus, les documents d'informations clés pour l'investisseur, les statuts, les rapports annuels et semestriels.

Les informations concernant la SICAV sont tenues gratuitement à la disposition du public auprès de l'organisme assurant le service financier.

L'Assemblée Générale annuelle se tient le deuxième mardi de mai, à 10 heures, ou le premier jour bancaire ouvrable suivant, au siège de la SICAV ou en tout autre endroit en Belgique désigné dans l'avis de convocation.

Informations requises en vertu de l'article 3:6 du Code des sociétés et des associations

Description des principaux risques auxquels est exposée la société

Un investissement dans la SICAV est soumis aux fluctuations inhérentes des marchés. En outre, la SICAV est sujette à certains risques particuliers. Une description générale des risques jugés significatifs et pertinents pour les compartiments sont présentés ci-dessous:

Risque de marché

Il s'agit du risque lié aux investissements effectués par le compartiment conformément à sa politique d'investissement. Ces positions détenues en portefeuille sont soumises au risque de perte ou de dévaluation. Ces pertes ou dévaluations sont la conséquence des variations de prix (cours, taux) de ces investissements.

Risque de change

La Sicav investit dans des marchés étrangers et pourrait être impactée par des variations des cours de change donnant lieu à une augmentation ou une diminution de la valeur des investissements.

Risque de performance

Il s'agit du risque lié à la volatilité de la performance du compartiment. Cette performance est directement liée aux investissements effectués par ce compartiment, conformément à sa politique d'investissement par rapport au marché visé par cette politique.

Risque de concentration

Dans la mesure où le compartiment concentre ses investissements dans un pays, un marché, une industrie ou une classe d'actif, il pourrait subir une perte en capital suite à des événements défavorables affectant spécifiquement ce pays, ce marché, cette industrie ou cette classe d'actif.

Risque d'inflation

Au fil du temps, l'inflation érode le pouvoir d'achat lié à la détention des investissements.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est lié au degré de difficulté à acheter ou à vendre certains investissements spécifiques. Ceci pourrait réduire les rendements du compartiment en cas d'incapacité de conclure des transactions à des conditions favorables.

Risque de crédit et de taux d'intérêt

Le compartiment investit dans des obligations, des espèces et autres instruments du marché monétaire. Le risque existe que l'émetteur fasse défaut. La probabilité d'un défaut de l'émetteur dépend de sa qualité de crédit. Le risque de défaut est généralement le plus élevé pour les obligations assorties d'une notation inférieure à « investment grade ». Une hausse des taux d'intérêt peut entraîner une chute de la valeur des titres à taux fixe du compartiment. Les cours et les rendements des obligations sont négativement corrélés : la baisse du cours d'une obligation entraîne la hausse de son rendement.

Dérivés à des fins de couverture

L'utilisation d'instruments dérivés à des fins de couverture dans un marché en hausse pourrait réduire le potentiel de profit.

Risque lié aux investissements dans des marchés émergents

L'investissement sur ces marchés tendent à être plus volatiles que les marchés matures et dont la valeur peut évoluer brusquement à la hausse ou à la baisse. Dans certaines circonstances, les investissements sous-jacents peuvent devenir illiquides, ce qui peut réduire la capacité du gestionnaire du compartiment à réaliser tout ou partie des actifs du portefeuille. Il se peut que les systèmes d'enregistrement et de règlement sur les marchés émergents soient moins développés que sur les marchés plus matures, ce qui implique de plus grands risques opérationnels liés à l'investissement. Des risques politiques et des circonstances économiques défavorables sont davantage susceptibles de survenir.

Risques liés aux investissements dans des marchés frontières

Il s'agit du risque lié à l'investissement sur des marchés frontières où l'infrastructure juridique, judiciaire et réglementaire est en cours de développement et suscite beaucoup d'incertitude juridique tant pour les participants sur le marché local que pour leurs homologues à l'étranger. Les marchés frontières se différencient des marchés émergents en ce qu'ils sont considérés comme étant un peu moins développés sur le plan économique que les marchés émergents. Certains marchés comportent des risques importants pour les investisseurs, qui doivent donc s'assurer, avant d'investir, de comprendre les risques pertinents et s'assurer que l'investissement est approprié.

Risque en matière de durabilité

Il s'agit d'un événement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance (ESG) qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur d'un ou plusieurs investissements détenus par le compartiment. En conséquence de l'intégration des critères ESG dans les décisions d'investissement, le compartiment peut (i) sous-performer le marché dans son ensemble si ses investissements sous-performent le marché et/ou (ii) sous-performer par rapport à d'autres fonds qui n'utilisent pas les critères ESG lors de la sélection des investissements et/ou pourraient faire en sorte que le compartiment vende pour des raisons liées à l'ESG des investissements pourtant performants.

Les facteurs de risque peuvent être décrits comme suit :

Type de risque	ECONOFUTURE	ECONONEXT	ECONOSTOCKS	GLOBAL EQUITY DBI-RDT
Risque de marché	Moyen	Elevé	Moyen	Moyen
Risque de change	N/A	Elevé	Elevé	Elevé
Risque de concentration	N/A	Faible	N/A	N/A
Risque de crédit	N/A	Moyen	N/A	N/A
Risque lié aux investissements dans des marchés émergents	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
Risques liés aux investissements dans des marchés frontières	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
Risque en matière de durabilité	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen

Profil de risque du compartiment Sustainable

Le profil de risque du Feeder est identique à celui du Master parce que le Feeder investit pour au minimum 95% de ses actifs dans le Master. Par conséquent, les risques jugés significatifs et pertinents dans le chef du Master et indiqués dans le prospectus du Master, ont également une influence sur la valeur des droits de participation du Feeder. Les différents risques à prendre en considération sont:

- Risque de change

Le risque de change est moyen. Le Master investit dans des titres qui peuvent subir des fluctuations importantes de la valeur en raison de changements dans la situation financière de l'émetteur, mais aussi sur les développements politiques et économiques dans les pays où les émetteurs sont établis ou en raison d'une activité importante. La volatilité est influencée par les fluctuations des prix ou les fluctuations des devises et des taux d'intérêt, qui peuvent être affectés de manière imprévisible par divers facteurs, y compris les événements politiques et économiques.

- Risque de liquidité

Le risque de liquidité est faible. Les marchés de certains titres et instruments ont une liquidité limitée. Cette liquidité limitée pourrait être préjudiciable au Master, à la fois pour la réalisation au taux indiqué et pour l'exécution des ordres à des prix souhaités.

- Risque de crédit

Le risque de crédit est moyen. Le Master peut subir des pertes si une contrepartie est incapable de remplir ses obligations contractuelles.

- Risque de marché

Le risque de marché est moyen en raison des investissements effectués par le Master essentiellement en actions et obligations, conformément à sa politique d'investissement. Ces positions détenues en portefeuille sont soumises au risque de perte ou de dévaluation.

- Risque lié aux investissements dans des marchés émergents

Ce risque est moyen. Il s'agit du risque lié à l'investissement sur des marchés émergents qui tendent à être plus volatiles que les marchés matures et dont la valeur peut évoluer brusquement à la hausse ou à la baisse. Dans certaines circonstances, les investissements sous-jacents peuvent devenir illiquides, ce qui peut réduire la capacité du gestionnaire du compartiment à réaliser tout ou partie des actifs du portefeuille. Il se peut que les systèmes d'enregistrement et de règlement sur les marchés émergents soient moins développés que sur les marchés plus matures, ce qui implique de plus grands risques opérationnels liés à l'investissement. Des risques politiques et des circonstances économiques défavorables sont davantage susceptibles de survenir.

- Risques liés aux investissements dans des marchés frontières

Ce risque est moyen. Il s'agit du risque lié à l'investissement sur des marchés frontières où l'infrastructure juridique, judiciaire et réglementaire est en cours de développement et suscite beaucoup d'incertitude juridique tant pour les participants sur le marché local que pour leurs homologues à l'étranger. Les marchés frontières se différencient des marchés émergents en ce qu'ils sont considérés comme étant un peu moins développés sur le plan économique que les marchés émergents. Certains marchés comportent des risques importants pour les investisseurs, qui doivent donc s'assurer, avant d'investir, de comprendre les risques pertinents et s'assurer que l'investissement est approprié.

- Risque en matière de durabilité

Risque moyen. Il s'agit d'un événement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance (ESG) qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur d'un ou plusieurs investissements détenus par le compartiment. En conséquence de l'intégration des critères ESG dans les décisions d'investissement, le compartiment peut (i) sous-performer le marché dans son ensemble si ses investissements sous-performent le marché et/ou (ii) sous-performer par rapport à d'autres fonds qui n'utilisent pas les critères ESG lors de la sélection des investissements et/ou pourraient faire en sorte que le compartiment vende pour des raisons liées à l'ESG des investissements pourtant performants.

Événements importants survenus après la clôture de l'exercice

Suite à une fusion, CACEIS BELGIUM SA (chargée de l'administration et du service financier de la SICAV) a été absorbée le 1er janvier 2022 par CACEIS BANK, une société anonyme de droit français agissant par le biais de sa succursale belge, située Avenue du Port 86C b315 à 1000 Bruxelles.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en date du 24 Février 2022 a provoqué des turbulences sur les marchés financiers internationaux provoquant un impact négatif sur la croissance, et un impact certain sur l'inflation. L'incertitude entourant cette crise déclenchera inévitablement une volatilité des marchés à court terme. A cet effet on constate déjà que la plupart des marchés boursiers aux États-Unis et en Europe sont en baisse. Les valeurs les plus touchées sont celles qui sont le plus exposées au marché russe.

Le Conseil d'Administration du 24 Septembre 2021 a approuvé la fusion par absorption de l'intégralité du patrimoine, activement et passivement, sans exception ni condition, du compartiment Sustainable (à absorber), par le compartiment EconoFuture (absorbant).

En supplément de ceci il a été également demandé de créer une classe supplémentaire « R » dans le compartiment EconoFuture. La fusion sera soumise à la validation de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui sera tenue le 5 avril 2022 pour une prise d'effet au 13 avril 2022.

Circonstances susceptibles d'influencer significativement le développement de la société

Non applicable.

Politique de rémunération

En conformité avec les articles 213/1 et suivants de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, Luxcellence Management Company SA a élaboré et applique une politique et des pratiques de rémunération qui sont compatibles avec une gestion saine et efficace des risques et qui n'encouragent pas une prise de risque qui serait incompatible avec le profil de risque et les statuts de la Sicav.

La politique de rémunération de Luxcellence Management Company SA est en ligne avec la stratégie économique, les objectifs, les valeurs et les intérêts de la Société de gestion, de la Sicav et de ses investisseurs et comprend des mesures pour éviter les conflits d'intérêt.

Un équilibre approprié est établi entre les composantes fixe et variable de la rémunération globale, la composante fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale pour qu'une politique pleinement souple puisse être exercée en matière de composantes variables de la rémunération, notamment la possibilité de ne payer aucune composante variable.

Dans la mesure où, et uniquement si, ceci est applicable, l'évaluation des performances s'inscrit dans un cadre pluriannuel adapté à la période de détention recommandée aux investisseurs de la Sicav gérée par la Société de Gestion, afin de garantir qu'elle porte bien sur les performances à long terme de la Sicav et sur ses risques d'investissement et que le paiement effectif des composantes de la rémunération qui dépendent des performances s'échelonne sur la même période.

Les détails de la politique de rémunération, applicables au sein de Luxcellence Management Company S.A. (à tout type de rémunération versée par celle-ci en faveur de son personnel¹) sont disponibles sur le site internet suivant : https://www.luxcellence.com/files/Remuneration-policy_FR.pdf. Une copie papier de la politique de rémunération sera mise gratuitement à disposition des investisseurs de la Sicav sur simple demande à Luxcellence Management Company S.A.

Règlement EU 2015/2365 du Parlement Européen et du conseil du 25 novembre 2015 : transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation

Non applicable.

Droit de vote

Lorsque les actions sont de valeur égale, chacune donne droit à une voix. Lorsque les actions sont de valeur inégale, chacune d'elles confère de plein droit un nombre de voix proportionnel à la partie du capital qu'elle représente, en comptant pour une voix l'action représentant la quotité la plus faible; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Redemption Gates

Dans le cas d'application de ce mécanisme pour la période sous revue, l'information sera reprise dans chaque compartiment concerné sous le point « Notes aux états financiers et autres informations ».

Règlement SFDR

Le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (ci-après « le règlement SFDR ») vise l'obligation pour les acteurs des marchés financiers et les conseillers financiers de publier des informations spécifiques concernant leurs approches relatives à l'intégration des risques en matière de durabilité et à la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité.

Ce règlement s'articule autour de la volonté de l'Union et de ses Etats membres de mettre en oeuvre le programme de développement durable à l'horizon 2030 de manière complète, cohérente, globale, intégrée et effective et en étroite coopération avec les partenaires et les autres acteurs concernés (extrait du règlement SFDR, point (I)).

CRELAN FUND

Ainsi, le règlement SFDR vise l'uniformisation des informations publiées par les acteurs des marchés financiers et les conseillers financiers dans le cadre de l'intégration des risques en matière de durabilité, de la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité, de la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales et des investissements durables.

Le risque en matière de durabilité est un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance (ESG) qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur d'un ou plusieurs investissements détenus par le compartiment.

On distingue dans les risques en matière de durabilité, les risques à court terme et les risques à long terme. Les risques à court terme sont des risques qui résultent d'un événement, soudain par nature, comme par exemple des incidents/accidents (comme des catastrophes naturelles), procédures judiciaires, amendes, etc. Les risques à long terme sont liés à des problèmes qui se développent à plus long terme au fil du temps, comme par exemple, l'impact sur la valeur d'une entreprise de certains problèmes liés à une mauvaise gouvernance, aux impacts du changement climatique, à la diminution de la biodiversité, etc.

La Sicav intègre les risques en matière de durabilité en tenant compte de caractéristiques ESG dans sa stratégie d'investissement mais le degré d'intégration de ces caractéristiques ESG est propre à chacun des compartiments de la Sicav. Chaque compartiment ne promeut pas nécessairement les caractéristiques ESG ou n'a pas d'objectif d'investissement durable, en conséquence les investisseurs sont invités à se référer à la fiche propre à chaque compartiment pour avoir le détail des caractéristiques ESG applicables.

Les investissements réalisés par la Sicav en tenant compte des caractéristiques ESG peuvent entraîner une réduction de l'univers d'investissement, ce qui peut augmenter le risque de concentration du portefeuille. En raison de l'application des caractéristiques ESG, la Sicav ne répondra pas à chaque opportunité d'investissement qui se présente.

Les compartiments comprenant le terme "Sustainable" dans leur dénomination, ainsi que les compartiments EconoStocks, Global Equity DBI-RDT et EconoFuture, promeuvent certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'ont pas pour objectif un investissement durable. Ils donneront, dans les limites de la politique de durabilité applicable, priorité aux critères ESG sur les critères financiers dans le processus d'investissement.

1.2.2. Vue d'ensemble des marchés

Les marchés des actions occidentaux ont connu une année favorable. La confiance des consommateurs et des entreprises a considérablement rebondi au cours du premier semestre, ce qui s'est traduit par une relance importante des dépenses et des investissements. La reprise économique rapide et la perspective d'une forte reprise du chiffre d'affaires et des bénéfices des entreprises ont fortement alimenté l'enthousiasme des investisseurs. L'avalanche de résultats d'entreprises a surtout apporté des surprises positives, malgré les attentes élevées. La base de comparaison était cependant très facile, car le creux de la crise du coronavirus se situait au premier semestre 2020.

La volatilité sur les marchés des actions occidentaux était limitée le premier semestre de l'année. La hausse des taux d'intérêt à long terme a exercé une légère pression sur les marchés des actions pendant un petit temps seulement. La hausse des taux d'intérêt est toutefois restée limitée, et ce principalement grâce aux paroles apaisantes des banquiers centraux. Les investisseurs ont dès lors très vite repris confiance et encore fait grimper les marchés. De même, les livraisons saccadées de vaccins par Pfizer et AstraZeneca n'ont provoqué qu'une courte période d'agitation sur les marchés financiers.

En solde, fin juin l'indice boursier européen de référence (Stocks Europe 600) affichait un petit 16% (dividendes compris) de plus que fin 2020. Aux États-Unis, l'indice boursier largement diversifié S&P 500 avait augmenté de près de 19% en euro. Le Nasdaq a même pu se targuer d'un bénéfice de 16,5% en euro. Malgré la forte augmentation des bénéfices de la plupart des entreprises, les valorisations boursières ont continué d'augmenter parce que les cours ont encore grimpé plus haut.

Au second semestre, les marchés des actions ont poursuivi sur leur lancée. La volatilité a cependant augmenté. Ce qui ressortait également, c'est qu'au fur et à mesure que l'année avançait, le gain de l'indice aux États-Unis était de moins en moins généralisé. Quelques entreprises, dont principalement certaines grandes entreprises technologiques, étaient devenues responsables de la plus grande partie de la performance des indices.

En septembre et à la mi-novembre, les marchés ont corrigé. Les investisseurs se sont inquiétés à juste titre des conséquences du choc inflationniste. Les prix de presque tous les coûts des intrants - matières premières, transport et logistique, énergie et, avec un décalage dans le temps, les salaires aussi - ont fortement augmenté au cours des derniers mois. Cela s'est traduit en fin de compte par une hausse des prix pour pratiquement tous les produits. Cette forte inflation a fait grimper les taux d'intérêt à long terme à des niveaux certes toujours très bas, mais elle a alimenté la crainte des investisseurs que les banques centrales ne doivent modifier rapidement et radicalement leur politique accommodante. L'effondrement imminent du géant immobilier chinois Evergrande a aussi brièvement provoqué la panique sur les marchés. Après tout, l'immobilier et tout ce qui s'y rapporte est un pilier important de l'économie chinoise. Les excellents résultats des entreprises au troisième trimestre, le commentaire rassurant des banquiers centraux et la conviction que le gouvernement chinois ne laisserait pas l'ensemble du secteur immobilier chinois s'effondrer, ont tué dans l'œuf la crainte des investisseurs et ont permis aux marchés de se redresser au cours du mois d'octobre.

La correction du marché en novembre était due aux craintes concernant la nouvelle variante omicron du coronavirus, combinées à la publication de nouveaux chiffres inquiétants sur l'inflation. En décembre, les investisseurs ont de nouveau mis de côté la plupart de leurs inquiétudes, lorsqu'il s'est avéré que la variante omicron était certes très contagieuse, mais beaucoup moins pathogène. Par ailleurs, la peur d'une hausse des taux d'intérêt a une fois de plus été reléguée au second plan.

En solde, le marché des actions européen largement diversifié (Stoxx Europe 600) a clôturé 2021 par un beau bénéfice annuel de près de 26%, les actions bancaires ayant surtout réalisé une performance remarquable après une année 2019 difficile. Aux États-Unis, le marché au sens large (S&P 500) a augmenté d'environ 28% (\pm 38% en euros) et la bourse de la technologie Nasdaq d'environ 22% (\pm 31% en euros).

Pays émergents

Les bourses des marchés émergents ont connu un premier semestre correct, mais ont été quelque peu décevantes en comparaison avec les marchés des actions occidentaux. Fin juin, le MSCI Emerging Markets – l'indice du marché largement diversifié pour les pays émergents – notait un bénéfice semestriel de près de 3% en dollar (environ 6.6% en euro). Un résultat qui semble relativement bon, mais qui cache une baisse d'environ 5% depuis le top de février dernier.

L'année 2021 a commencé de la même façon que l'année 2020 s'est clôturée, avec des cours des actions très performants. Les performances positives des cours étaient soutenues par deux facteurs : la persistance de chiffres macro-économiques solides dans les pays auxquels nous étions le plus exposés, à savoir la Chine, la Corée du Sud et Taïwan. D'autre part, les premières indications concernant la nouvelle saison des résultats étaient bonnes à très bonnes.

Après des mois de mouvement haussier considérable sans correction significative, une première période de refroidissement a commencé à la fin du mois de février. Cette correction était principalement due à la hausse des taux d'intérêt, un facteur auquel les actions des pays émergents sont toujours sensibles. Les données macro-économiques publiées par les pays émergents sont toutefois restées bonnes à très bonnes, les chiffres de l'exportation de la Corée du Sud et de Taïwan continuant, entre autres, à augmenter.

La période de refroidissement qui avait commencé en février s'est prolongée, mais la correction au mois de mars fut minime. Sur le plan macro-économique, la Chine a annoncé ses objectifs de croissance et la barre a été placée à "plus de 6%" pour

2021. Il est cependant important de noter que l'accent y est déplacé vers une croissance plus qualitative, dans laquelle l'innovation, l'économie verte et la nouvelle urbanisation sont les mots-clés. Si la Chine s'y attelle effectivement, elle s'engage dans la bonne voie. Pour l'instant, les chiffres économiques de cette année sont en tout cas positifs, tout comme en Corée du Sud où le gouvernement a déployé un programme de relance supplémentaire représentant 1% du PIB. Les banques centrales du Brésil, de la Russie et de la Turquie ont décidé d'augmenter leurs taux d'intérêt une première fois. Ce faisant, elles étaient clairement en avance sur les régions plus développées, où il ne semble pas que cela sera le cas de si tôt.

Le mois d'avril fut un mois de consolidation, les cours des actions faisant tout compte fait plus ou moins du surplace. Sur le plan macro-économique, les chiffres provenant de Chine sont restés positifs et il est apparu clairement qu'il s'agit de l'un des pays qui sort le plus fort de la crise du coronavirus. Dans d'autres pays, comme l'Inde, la situation corona n'était toujours pas sous contrôle. Alibaba a dû payer une amende de 2,8 milliards de dollars aux autorités chinoises de la concurrence. Cette décision a semblé mettre fin à beaucoup d'incertitudes.

En mai, les marchés des actions se sont consolidés davantage. L'actualité macro-économique a continué à être dominée par l'évolution de la crise du Covid-19 dans les différents pays. Les pays qui étaient considérés comme des exemples à suivre l'année dernière, tels que Taïwan et la Corée du Sud, ont un peu plus de mal cette année. Il est frappant que certains pays qui avaient obtenu de bons résultats l'année dernière, évoluent relativement lentement en termes de taux de vaccination. À l'inverse, les indices des actions de l'Inde ou du Brésil - qui excellaient jusqu'il y a peu dans la mauvaise gestion de la crise sanitaire - ont affiché une forte hausse du cours des actions, supposant que le pire y était enfin passé. De plus, le Brésil a annoncé qu'il souhaitait être neutre en CO2 d'ici 2050 et mettre fin à la déforestation d'ici 2030. Le taux d'intérêt y a d'ailleurs à nouveau été augmenté.

La plupart des marchés des actions des pays émergents n'ont pas connu un mois de juin spectaculairement positif ou négatif. En solde, les évolutions positives des devises nous ont quand même permis d'enregistrer un beau bénéfice mensuel. Au niveau macro-économique, la crise du Covid-19 a continué de se répercuter. Des pays comme le Mexique, la Russie, la Hongrie et la République tchèque ont augmenté leurs taux d'intérêt afin de restreindre la hausse de l'inflation et de contrer le risque de fuite des capitaux, si la banque centrale américaine commençait à relever ses taux d'intérêt.

La plupart des marchés financiers des pays émergents ont connu un mois de juillet difficile et ont, en solde, fait un pas en arrière. D'une manière générale, le Covid-19 a continué de sévir dans presque tous les pays du monde, avec de nouvelles variantes du virus ou non, et il n'en va évidemment pas autrement dans les pays émergents. Il est également apparu que les pays qui ont initialement fait preuve d'une bonne approche (Chine, Corée du Sud, Taïwan) sont restés devant les moins bons élèves de la classe (comme l'Inde, l'Indonésie, etc.). De nombreux pays ont tenté de trouver un équilibre entre l'ouverture de l'économie - en fonction de la couverture vaccinale atteinte - et la réapparition du virus. En outre, la partie d'échecs géopolitique entre les États-Unis et la Chine s'est tout simplement poursuivie entre-temps. Pour la Chine, c'est clair : il n'y a plus de retour en arrière possible. Le pays met dès lors tout en œuvre pour devenir de moins en moins dépendant de l'Occident et cela se répercutera tôt ou tard sur l'Europe et les États-Unis. Un bloc asiatique plus grand et plus fort est en train de se former, qui connaîtra par ailleurs une croissance plus rapide que le reste du monde, ce qui risque d'exacerber encore les tensions géopolitiques dans les années à venir. Du point de vue des investissements, nous nous focalisons bien entendu sur les entreprises qui devraient profiter de cette situation et évitons celles qui seront de plus en plus touchées par ce phénomène à long terme.

Le mois d'août a encore fait le yo-yo, la pression à la baisse sur les prix étant principalement due à quelques annonces du gouvernement chinois qui auront un impact sur certains secteurs et entreprises. Vers la fin du mois, une nouvelle impulsion a été donnée pour pousser les prix à la hausse, après les déclarations du président de la banque centrale américaine, Powell, qui s'est montré plus 'dovish' (accommodant) que ce que le marché n'avait prévu. Le mois s'est dès lors clôturé en un mode risk-on, que les pays émergents devraient soutenir en principe au cours de la période à venir. Mais arrêtons-nous un instant sur les récentes actions du gouvernement chinois qui ont fait couler beaucoup d'encre. À l'exception de ce qui se passe dans le secteur de l'éducation - auquel nous ne sommes pas exposés - la plupart des mesures ne sont pas vraiment surprenantes. Elles sont effectivement conformes aux objectifs politiques tels qu'annoncés lors du 19^e congrès du parti en 2017. De même, le Plan 2035 que la Chine vise à réaliser, s'y conforme également. Cela signifie, entre autres, qu'après avoir fait accéder 300 à 400 millions de personnes à la classe moyenne au cours des dernières décennies, on va essayer de répéter cela pour une partie restante semblable de la population au cours des prochaines décennies. Cependant, la croissance doit maintenant être plus durable (plus de qualité que de quantité), avec une plus grande attention portée au climat, à l'augmentation des inégalités (également à la protection des consommateurs) et en se focalisant sur une plus grande dépendance de l'Occident. Dans le même temps, nous devons admettre que le renforcement de la réglementation dans le secteur technologique, entre autres, est en fait exactement ce que nous essayons de réaliser depuis de nombreuses années en Occident, mais que nous n'avons toujours pas réussi à faire (gigantisme). En Chine, un seul parti décide et cela peut donc aller beaucoup plus vite. Il est important de noter que l'impact final sur la croissance des bénéfices des entreprises que nous détenons ne sera probablement pas si grand à long terme. Ainsi, NetEase et Tencent ont signalé que les heures de gaming limitées pour les enfants de moins de 18 ans, ne représentent chez eux respectivement que 1% du chiffre d'affaires et 6% du chiffre d'affaires dans le segment du gaming en Chine.

Le mois de septembre n'a pas été très bon sur les bourses du monde entier, et il n'en a pas été autrement dans les pays émergents. Les marchés n'avaient même pas digéré les nouvelles concernant les annonces les plus récentes du gouvernement chinois, qu'un tas de nouveaux risques pour l'économie mondiale faisaient déjà la une des journaux. Il y avait par exemple l'acteur immobilier chinois Evergrande qui allait ou non faire faillite et bon nombre y voyaient un risque systémique pour le monde entier. Nous étions moins pessimistes, présumant que le gouvernement chinois viendra en aide si cela s'avérait

réellement nécessaire. En outre, les pénuries de puces ont persisté et l'approvisionnement en énergie était également menacé, ce qui accroît la probabilité que la Chine ouvrira le robinet des liquidités si elle constate que les risques deviennent trop importants. Ajoutez-y un mode risk-off général dans le reste du monde, où les marchés des actions étaient également sous pression, et le dollar américain a pu remonter en tant qu'ultime valeur refuge. Et comme nous le savons, les pays émergents se portent généralement beaucoup mieux lorsque la devise américaine est sous pression et vice versa. Pour assister à un renversement définitif de la performance relative entre les pays émergents et le reste du monde, il semble qu'il faille donc toujours attendre une rupture de la tendance du dollar américain. Une fois que le dollar américain aura atteint son pic et entamé une baisse plus structurelle, les marchés des actions des pays émergents devraient, en principe, à nouveau se voir pousser des ailes.

Octobre a permis de respirer un peu, mais novembre fut à nouveau un mois en deux parties clairement distinctes. Au début, les choses semblaient encore aller bien pour les pays émergents, mais dans la seconde moitié du mois, presque tous les bénéfices se sont envolés. C'était surtout dû aux annonces de la banque centrale américaine concernant son intention de diminuer son programme de rachat d'actifs. Cette situation, qui s'ajoute aux tensions déjà existantes concernant la hausse de l'inflation, la lenteur de la reprise des chaînes d'approvisionnement et les menaces géopolitiques, n'a pas été favorable au sentiment des investisseurs. À cela s'est ajoutée de plus une certaine panique concernant la nouvelle variante Omicron du Covid-19, au sujet de laquelle il y a encore beaucoup d'incertitudes. Comme prévu après cette annonce de la Fed et le mode risk-off apparenté dans lequel les marchés ont été replongés, le dollar américain s'est encore renforcé, ce qui, historiquement parlant, constitue en général une contrariété pour l'univers des pays émergents.

Le dernier mois de l'année, nous n'avons plus assisté à des mouvements des cours spectaculaires dans les pays émergents. Tout compte fait, il n'y a donc plus eu beaucoup de mouvement au niveau de l'indice, malgré une volatilité considérable au niveau des valeurs individuelles. Le mois a été dominé par la nouvelle variante Omicron, qui était initialement fort redoutée, et par la hausse de l'inflation dans de nombreuses régions du monde. La banque centrale américaine a dès lors annoncé son intention de relever le taux d'intérêt par étapes l'année prochaine. En Chine, nous avons plutôt assisté au mouvement inverse. L'année écoulée a été largement caractérisée par un renforcement de la réglementation, qui a eu un impact négatif sur de nombreux secteurs, d'une part, et par une politique monétaire stricte, d'autre part. En décembre la Chine a annoncé un assouplissement de 50 points de base du RRR (Reserve Requirement Ratio), en combinaison avec un certain nombre d'autres mesures dont l'objectif est de augmenter la liquidité. Voilà qui peut indiquer un tournant dans la politique chinoise, surtout compte tenu du prochain Congrès du Parti plus tard en 2022, où la stabilité pendant la période qui précède celui-ci sera certainement un point important de l'ordre du jour. Un nouvel assouplissement progressif de la politique macro-économique, en plus d'autres mesures visant à stabiliser la croissance, semble donc probable pour le moment pour le reste de l'année.



Crelan Fund SA

Rapport du commissaire à l'assemblée générale pour l'exercice clos le
31 décembre 2021 - Comptes annuels

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Crelan Fund SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 - Comptes annuels

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Crelan Fund SA (la « société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 14 mai 2019, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de Crelan Fund SA durant 12 exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la société, comprenant le bilan au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 743 441 781,17 EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 65 730 383,11 EUR.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2021, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Un aperçu des fonds propres et du résultat par compartiment est mentionné dans le tableau ci-dessous.

Nom du compartiment	Devise	Fonds Propres	Résultats
Sustainable	EUR	34 193 740,98	2 204 852,42
Global Equity DBI-RDT	EUR	55 207 143,20	6 057 590,66
Econostocks	EUR	238 704 581,03	29 953 947,15
Econofuture	EUR	381 220 511,72	27 775 616,05
Econonext	EUR	34 115 804,24	-261 623,17

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA), telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la société ni quant à l'efficacité ou l'efficience avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les observations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations, à l'exception du fait que :
 - Le remplacement du représentant permanent de Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL n'a pas été publié comme requis par l'article 2:14 du Code des sociétés et des associations.

Signé à Zaventem.

Le commissaire



Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL

Représentée par Tom Renders

Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL
Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem
VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE86 5523 2431 0050 - BIC GKCCBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

1.4. BILAN GLOBALISE

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	743.441.781,17	520.357.299,39
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	694.020.889,80	503.256.471,84
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	210.798.057,46	185.332.142,93
b. Autres titres de créance		1.990.784,10
b.1. Avec instruments financiers dérivés « embedded »		
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	439.361.423,89	283.102.488,92
E. OPC à nombre variable de parts	43.861.408,45	33.114.267,54
F. Instruments financiers dérivés		
m. Sur indices financiers		
ii. Contrats à terme (+/-)		-283.211,65
IV. Créances et dettes à un an au plus	-7.366.059,54	-9.691.780,42
A. Créances		
a. Montants à recevoir	749.801,89	690.090,49
b. Avoirs fiscaux	467.746,31	206.585,39
c. Collatéral		292.510,56
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-380.662,51	-2.209.494,62
c. Emprunts (-)	-8.202.945,23	-8.662.173,33
d. Collateral (-)		-9.298,91
V. Dépôts et liquidités	58.320.882,04	27.390.174,45
A. Avoirs bancaires à vue	58.320.882,04	26.302.547,95
C. Autres		1.087.626,50
VI. Comptes de régularisation	-1.533.931,13	-597.566,48
B. Produits acquis	1.886.784,95	1.785.685,55
C. Charges à imputer (-)	-3.420.716,08	-2.383.252,03
TOTAL CAPITAUX PROPRES	743.441.781,17	520.357.299,39
A. Capital	661.010.759,40	497.727.241,30
B. Participations au résultat	11.533.627,95	329.268,39
C. Résultat reporté	5.167.010,71	2.616.672,83
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	65.730.383,11	19.684.116,87
SECTION 2: POSTES HORS BILAN		
I. Sûretés réelles (+/-)		245.681,84
A. Collatéral (+/-)		
b. Liquidités/dépôts		245.681,84
III. Montants notionnels des contrats à terme (+)		14.579.320,21
B. Contrats à terme vendus		14.579.320,21

1.5. COMPTE DE RESULTATS GLOBALISE

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	66.692.017,15	19.778.508,08
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	-2.782.910,34	-112.139,57
b. Autres titres de créance		
b.1. Avec instruments financiers dérivés « embedded »	183.250,00	174.034,10
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	51.111.238,15	35.715.259,37
E. OPC à nombre variable de parts	2.637.613,85	2.371.542,59
F. Instruments financiers dérivés		
I. Sur indices financiers		
ii. Contrats à terme	-81.353,64	-3.769.091,82
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	15.624.179,13	-14.601.096,59
II. Produits et charges des placements	9.800.741,68	7.324.123,69
A. Dividendes	6.379.725,28	3.391.301,27
B. Intérêts		
a. Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire	4.348.697,28	4.694.702,84
b. Dépôts et liquidités	4.287,03	8.556,93
C. Intérêts d'emprunts (-)	-232.035,69	-241.151,82
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-699.932,22	-529.285,53
III. Autres produits	1.398,48	5.381,73
B. Autres	1.398,48	5.381,73
IV. Coûts d'exploitation	-10.763.774,20	-7.423.896,63
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-375.505,95	-241.609,08
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-202.031,33	-140.168,02
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière	-3.766.446,64	-2.522.594,88
R	-3.735.560,22	-2.500.028,98
E	-30.886,42	-22.565,90
b. Gestion administrative et comptable	-154.254,77	-118.984,26
c. Rémunération commerciale	-5.311.075,58	-3.750.043,48
R	-5.311.075,58	-3.750.043,48
E. Frais administratifs (-)	-66.485,34	-42.647,15
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-9.888,60	-6.723,48
G. Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-9.083,36	-9.090,09
H. Services et biens divers (-)	-105.321,35	-92.438,53
J. Taxes	-650.704,77	-437.526,64
K. Autres charges (-)	-112.976,51	-62.071,02
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	-961.634,04	-94.391,21
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	65.730.383,11	19.684.116,87
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	65.730.383,11	19.684.116,87
SECTION 4: AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS		
I. Bénéfice (Perte) à affecter	82.431.021,77	22.630.058,09
a. Bénéfice reporté (Perte reportée) de l'exercice précédent	5.167.010,71	2.616.672,83
b. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	65.730.383,11	19.684.116,87
c. Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	11.533.627,95	329.268,39
II. (Affectations au) Prélèvements sur le capital	-62.964.396,54	-15.799.146,67
III. (Bénéfice à reporter) Perte à reporter	-16.496.531,99	-5.167.010,71
IV. (Distribution des dividendes)	-2.970.093,24	-1.663.900,71

1.6. RESUME DES REGLES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION

1.6.1. Résumé des règles

Les règles d'évaluation ci-dessous ont été rédigées sur base de l'AR du 10 novembre 2006 relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et aux rapports périodiques de certains organismes de placement collectif publics à nombre variable de parts. Plus particulièrement, les dispositions des articles 7 à 19 sont d'application.

Frais

Afin d'éviter des variations importantes de la valeur nette d'inventaire au moment de leur paiement, les charges à caractère récurrent sont provisionnées prorata temporis. Ce sont principalement les commissions et frais récurrents tels que mentionnés dans le prospectus (par exemple, la rémunération pour la gestion du portefeuille d'investissement, l'administration, le dépositaire, le commissaire, ...).

Les frais de constitution sont amortis sur une ou plusieurs années avec un maximum de 5 ans, selon la méthode linéaire.

Comptabilisation des achats et des ventes

Les valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, parts d'organismes de placement collectif et instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur, sont, au moment de leur acquisition et de leur aliénation, enregistrés dans les comptes respectivement à leur prix d'achat et à leur prix de vente. Les frais accessoires, tels que les frais de transaction et de livraison, sont immédiatement mis à charge du compte de résultats.

Créances et dettes

Les créances et dettes à court terme ainsi que les placements à terme sont portés au bilan à leur valeur nominale.

Lorsque la politique d'investissement du compartiment est principalement axée sur le placement de ses actifs dans des dépôts, des liquidités ou des instruments du marché monétaire, les placements sont évalués à leur juste valeur.

Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire et instruments financiers dérivés

Les valeurs mobilières, les instruments du marché monétaire et les instruments financiers dérivés (contrats d'option, contrats à terme et contrats de swap) sont évalués à leur juste valeur en respectant la hiérarchie suivante:

- S'il s'agit d'éléments du patrimoine pour lesquels il existe un marché actif fonctionnant à l'intervention d'établissements financiers tiers, ce sont le cours acheteur et le cours vendeur actuels formés sur ce marché qui sont retenus. Dans des cas exceptionnels, ces cours peuvent être indisponibles pour les obligations et pour d'autres titres de créance; le cours moyen sera alors utilisé et cette procédure sera mentionnée dans le rapport (semi-)annuel.
- S'il s'agit d'éléments du patrimoine qui sont négociés sur un marché actif en dehors de toute intervention d'établissements financiers tiers, c'est le cours de clôture qui est retenu.
- Utilisation du prix de la transaction la plus récente, à condition que les circonstances économiques n'aient pas fondamentalement changé depuis cette transaction.
- Utilisation d'autres techniques de valorisation qui doivent utiliser au maximum les données du marché, être conformes aux méthodes économiques habituellement utilisées et être régulièrement calibrées et testées quant à leur validité.

L'évaluation des parts d'organismes de placement collectif à nombre variable de parts non cotés est faite sur la base de la valeur nette d'inventaire de ces parts.

Les réductions de valeur, moins-values et plus-values, qui proviennent des règles ci-dessus, sont imputées au compte de résultats dans le sous-poste concerné de la rubrique «I. réductions de valeur, moins-values et plus-values».

Des variations de valeur relatives à des obligations et autres titres de créance qui résultent de la comptabilisation prorata temporis des intérêts courus, sont imputées au compte de résultats comme éléments constitutifs du poste «II. Produits et charges des placements - B. Intérêts».

La juste valeur des instruments financiers dérivés (contrats d'option, contrats à terme et contrats de swap) est portée dans les différents postes du bilan et hors bilan en fonction de l'instrument sous-jacent.

Les valeurs sous-jacentes (des contrats d'option et des warrants) et les montants notionnels (des contrats à terme et des contrats de swap) sont portés dans les postes hors bilan sous les rubriques concernées.

En cas d'exercice des contrats d'option et des warrants, les primes sont portées en majoration ou en réduction du prix d'achat ou de vente des éléments du patrimoine sous-jacents. Les paiements et recettes intermédiaires résultant de contrats de swap sont portés au compte de résultats dans le sous-poste «II. Produits et charges des placements - D. Contrats de swap».

Opérations en devises

Les éléments du patrimoine libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la devise du compartiment sur base du cours moyen du marché et le solde des écarts positifs et négatifs résultant de la conversion est imputé au compte de résultats dans la rubrique «I.H. Positions et opérations de change».

1.6.2. Taux de change

	31.12.21	31.12.20
1 EUR	1,5642 AUD	1,5896 AUD
	6,3342 BRL	6,3735 BRL
	1,4365 CAD	1,5633 CAD
	1,0362 CHF	1,0802 CHF
	7,2315 CNH	7,9750 CNH
	4.628,4045 COP	4.196,5000 COP
	24,8500 CZK	26,2420 CZK
	7,4376 DKK	7,4409 DKK
	0,8396 GBP	0,8990 GBP
	8,8660 HKD	9,5142 HKD
	368,5650 HUF	363,8900 HUF
	16.207,9433 IDR	17.240,7600 IDR
	84,5345 INR	89,6605 INR
	130,9543 JPY	126,4900 JPY
	1.351,8466 KRW	1.336,0000 KRW
	23,2728 MXN	24,4160 MXN
	4,7376 MYR	4,9340 MYR
	10,0282 NOK	10,4703 NOK
	4,5383 PEN	4,4498 PEN
	57,9887 PHP	59,1250 PHP
	4,5834 PLN	4,5597 PLN
	85,2971 RUB	91,4671 RUB
	10,2960 SEK	10,0343 SEK
	1,5331 SGD	1,6218 SGD
	31,4630 TWD	34,4922 TWD
	1,1372 USD	1,2271 USD
	18,1498 ZAR	18,0219 ZAR

2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOFUTURE

2.1. RAPPORT DE GESTION

2.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 06/12/2010 au prix de 100,00 EUR par part.

2.1.2. Cotation en bourse

Non applicable.

2.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

L'objectif du compartiment est de faire bénéficier ses actionnaires d'une croissance intéressante à long terme associée à un risque modéré.

Par essence, l'allocation des actifs ainsi que la sélection des valeurs se font par le gestionnaire sur la base d'une vision à long terme tant au niveau macro-économique qu'au point de vue des techniques d'investissement. Une diversification efficace occupe une place significative dans la politique d'investissement.

La politique d'investissement tient compte, en outre, d'une forme de perception des risques actuelle sur l'ensemble des classes d'actifs. Par conséquent, l'allocation d'actif, dans le cadre de la gestion, peut être adaptée régulièrement en fonction des différents paramètres de risque.

Le maintien de rendements stables est également un des objectifs visés par le compartiment.

Aucune garantie formelle n'a été octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence: Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Pour atteindre son objectif, le compartiment investit essentiellement dans un portefeuille diversifié d'actions (min 0% et max 60% du portefeuille) et d'obligations sans privilégier ni une zone géographique, ni un secteur d'activités.

À titre accessoire, le compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire, et 20% en parts d'organismes de placement collectif.

La politique de placement respecte les règles définies à l'Arrêté Royal de 2012.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collateral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Limites de la politique d'investissement

Le compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). Outre celles déjà précisées, la politique de placement du compartiment est conforme à celle définie par l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/EC.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances

Les obligations et titres de créance dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs: gouvernements, entreprises publiques, entreprises privées et/ou institutions supranationales. Les émissions et/ou les émetteurs auront généralement un rating « investment grade » (minimum BBB- et/ou Baa3). Le compartiment n'investira pas plus de 50% de son portefeuille en obligations dites « High Yield » (à haut rendement) et en obligations qui n'ont pas de « credit rating » (note de crédit). Le compartiment n'investira pas plus de 10% de son portefeuille en obligations de marchés émergents et frontières qui auront un rating inférieur à BB- et/ou Ba3. La note retenue sera celle de l'une des agences de notation principales donnant la note la plus élevée. Les obligations et titres de créance d'une durée d'au moins 398 jours au moment de leur émission, restent qualifiés comme des obligations et titres de créance pendant toute la durée de l'instrument.

Caractéristiques des actions

Le compartiment n'investira pas plus de 5% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas couvert de manière systématique. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir tout ou en partie le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Le compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante.

De plus, le compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies" (UNGC) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du compartiment sont disponibles dans la rubrique "Politique d'investissement durable" sur le site www.crelan.be ou dans le prospectus.

2.1.4. Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

2.1.5. Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

2.1.6. Indice et benchmark

Non applicable.

2.1.7. Politique suivie pendant l'exercice

Actions

Au cours du premier semestre de l'année, la pondération des actions était d'environ 35%, ce qui était historiquement élevé. En juillet, nous avons consciemment diminué la pondération des actions de quelques pourcents en raison de la crainte d'une hausse de l'inflation et des taux, et aussi parce que les investisseurs étaient trop enthousiastes à notre avis. Nous avons clôturé l'année par une pondération des actions d'environ 33%.

Au cours du premier semestre, nous avons légèrement diminué la position dans Mondelez (snacks) et racheté des actions PepsiCo (boissons, snacks et céréales) dans le secteur de la Consommation de Base. Nous avons acheté des actions du brasseur AB Inbev pour profiter de la réouverture de l'horeca. Par la suite, nous avons vendu la position par crainte que l'inflation des coûts à la hausse ne fasse pression sur les marges. Nous avons augmenté la participation dans Henkel, qui est active dans le domaine des adhésifs, des produits ménagers et des soins personnels. Nous avons également pris une position dans Lerøy Seafood, un des plus grands acteurs dans le domaine de l'élevage de saumons et de la capture de poissons blancs.

Dans le secteur des Biens de Consommation Durables nous avons vendu l'intérêt dans Prosus, parce que nous préférons une participation directe dans Tencent. Nous avons vendu la position dans Alibaba à cause de la réglementation de plus en plus sévère en Chine. Nous avons acheté des actions de l'entreprise de commerce électronique Amazon, sur lesquelles nous avons pris notre bénéfice plus tard dans l'année. Le second semestre, nous avons pris des positions dans Daimler et Stellantis. Daimler est un producteur important de voitures premium et de luxe. Dans les prochaines années, ce marché continuera à croître plus vite que le marché automobile au sens large. Depuis peu, Daimler se focalise sur la rentabilité, plutôt que sur les volumes, et mise pleinement sur l'électrification de ses modèles. En décembre, le groupe a rendu sa division camions et bus autonome via une cotation en bourse séparée. Stellantis, le quatrième plus grand fabricant automobile, est le résultat de la fusion de PSA Citroën Peugeot avec Fiat Chrysler Automobiles. Les marques du groupe ne sont pas les plus sensationnelles, mais ces dernières années les deux partenaires de la fusion ont accompli un beau parcours financier. Le groupe investit 30 milliards d'euros dans l'électrification d'ici 2025. Nous avons aussi pris une première position dans le groupe de luxe Kering, le numéro deux du secteur du luxe avec des marques telles que YSL, Bottega Veneta et Balenciaga. La marque phare du groupe est toutefois Gucci, qui représente environ 60% du chiffre d'affaires et 80% du bénéfice du groupe. Le marché des produits de luxe devrait poursuivre son expansion au cours des années à venir, grâce à la prospérité croissante (en Asie).

Dans le secteur des Soins de Santé, nous avons pris le bénéfice sur Eli Lilly après l'impressionnante performance du cours de l'action. Nous avons augmenté nos positions dans Boston Scientific, Johnson & Johnson et Roche. Boston Scientific devrait bénéficier d'une reprise du secteur des équipements médicaux à mesure que le fonctionnement des hôpitaux se normalise. Roche se relève peu à peu de son *patent cliff* (expiration de brevets) et se prépare à connaître une nouvelle croissance plus rapide. Johnson & Johnson possède un très large portefeuille tant de médicaments, que d'équipements médicaux. L'entreprise a l'intention de se scinder en deux. Nous avons vendu la position dans Becton Dickinson et Alcon, l'entreprise de soins oculaires. Nous avons racheté des actions Philips, mais les avons ensuite vendues à perte, car l'entreprise continue à éprouver des problèmes avec un appareil pour le traitement de l'apnée du sommeil. Le règlement de cette problématique prendra du temps et peut engendrer des dédommagements considérables. Nous avons vendu UCB au sein du compartiment et nous nous sommes également défaits de l'exploitant de maisons de repos Orpea.

Nous avons acheté des actions d'Akzo Nobel dans le secteur des Matériaux. Cette entreprise a vendu sa branche chimique il y a quelques années et est devenue depuis un acteur pur dans le secteur des peintures et des laques. Cette activité est très rentable et ne nécessite pas d'investissements tellement élevés. Nous avons racheté des actions d'Arkema, qui est active dans les adhésifs, les composants pour les revêtements et les matériaux avancés. Le spécialiste de l'emballage finlandais Huhtamäki a fait son come-back dans le portefeuille. Cette entreprise devrait bénéficier de la réouverture de l'économie, tandis que la hausse des prix des matières premières ne devrait peser que temporairement sur les marges. Nous avons acheté des actions de la société irlandaise Smurfit Kappa, un acteur européen de premier plan dans le secteur des emballages en carton ondulé. L'entreprise est fortement intégrée verticalement et donc moins vulnérable aux fluctuations du prix des déchets de papier utilisés comme matière première. La demande de carton augmente en raison de l'importance croissante du commerce électronique et parce que le carton gagne en importance au détriment des emballages en plastique. Nous avons pris le bénéfice sur l'entreprise d'ingrédients alimentaires DSM (potentiel du cours limité) et sur le groupe de matériaux Solvay. Nous avons racheté des actions du groupe de mines d'or Newmont Mining.

Dans le secteur de l'Industrie nous avons pris notre bénéfice sur le constructeur de turbines éoliennes Vestas, en raison de la valorisation élevée et des faibles perspectives à court terme (peu de nouvelles commandes, inflation des coûts). Le groupe de matériaux de construction Saint-Gobain a fait son come-back dans le portefeuille. Cette société a sous-performé au cours de la dernière décennie, alors qu'elle a un potentiel intrinsèque. L'entreprise devrait pouvoir profiter de la reprise conjoncturelle et elle devrait également bénéficier des initiatives gouvernementales visant à rendre les bâtiments plus durables. Finalement, Saint-Gobain doit aussi pouvoir recueillir le fruit des initiatives de la nouvelle direction pour augmenter structurellement la rentabilité de l'entreprise. Nous avons pris notre bénéfice sur Bureau Veritas, Deutsche Post DHL Group et Kion, car le futur potentiel à la hausse du cours nous semblait limité pour ces actions.

Dans le secteur de la Technologie de l'Information, nous avons acheté des actions supplémentaires d'Infineon et pris une position dans NXP Semiconductors. Les deux sociétés sont des leaders dans le développement de semi-conducteurs entre autres pour des voitures, des applications industrielles et à des fins de communication. Le premier semestre nous avons légèrement réduit la position dans le producteur de batteries Samsung SDI, avant de racheter à nouveau des actions de cette entreprise le second semestre. La demande de voitures électriques devrait monter en flèche au cours des prochaines années, en raison des normes d'émission de plus en plus sévères, des stimuli fiscaux et de la baisse de l'écart de prix entre les voitures électriques et thermiques. Visa, un des principaux émetteurs de cartes de crédit et de débit, était un nouveau venu dans le portefeuille. La société a fait ses preuves question croissance et rentabilité. Visa et ses concurrents profitent de l'expansion du commerce électronique et de la numérisation des paiements. Nous avons pris notre bénéfice sur Micron, un spécialiste des puces mémoires.

Dans le secteur des Médias, nous avons liquidé la position dans la société de gaming Activision Blizzard, en raison de la dégradation du score de durabilité de cette entreprise.

Dans le secteur de l'Immobilier nous avons pris une participation dans Vonovia, un grand acteur européen de l'immobilier résidentiel. Nous avons pris part à l'augmentation de capital qui a servi à reprendre le concurrent Deutsche Wohnen.

Pour ce qui concerne les Entreprises d'Utilité Publique, nous avons racheté des actions de la société espagnole Iberdrola, un acteur de référence sur le plan de l'énergie durable. La société réalise également une grande partie de ses revenus en exploitant des réseaux d'électricité, une activité stable et très prévisible.

Obligations

2021 fut une année de rendements clairement négatifs sur les obligations d'État en euro sûres. Le volet obligataire d'EconoFuture a néanmoins pu consigner un rendement positif, grâce aux choix thématiques et au choix de durées courtes. Le positionnement vers des obligations indexées sur l'inflation, qui ont réalisé un rendement d'environ 7% (avant frais) en 2021, a apporté une contribution importante. Les obligations indexées sur l'inflation ont profité pleinement des prévisions inflationnistes à la hausse, en particulier parce que les prévisions inflationnistes ont augmenté nettement plus que la hausse du taux nominal, de sorte que le taux réel a donc baissé. Malgré que nous ayons en général une durée courte, ce n'est pas le cas pour ce type d'obligations, ce qui a permis de bénéficier pleinement de l'effet positif. Le choix pour des obligations locales (belges) a également porté ses fruits (4% de rendement avant frais). De même, les positions en devises étrangères, comme le dollar américain et la couronne norvégienne, ont connu une excellente année.

Le poids en obligations d'État à long terme a encore été réduit davantage au cours de l'année.

2.1.8. Politique future

Actions

Diverses modifications ont été apportées au sein du compartiment dans le courant de l'année. Dans le portefeuille d'actions, nous avons prêté une attention particulière à la diversification, et ce tant sur le plan des régions, que des secteurs et des entreprises. Le portefeuille constitue un mix d'entreprises qui sont de toute évidence en croissance et d'autres entreprises caractérisées par une croissance inférieure, mais surtout par un flux de revenus stable. Dans les mois à venir, nous souhaitons continuer à contrôler la diversification, en tant que moyen de limiter d'une part la volatilité prévue – en conséquence du changement de politique des banques centrales, de l'inflation des coûts élevée et du pic éventuel de la croissance économique – mais aussi en tant que moyen de générer des rendements, d'autre part.

Obligations

Pour ce qui concerne les obligations, la protection contre une hausse des taux demeure une des priorités absolues. Par ailleurs, un bon équilibre entre liquidité et risque (tant risque devise, que risque de crédit et risque sur intérêts) est crucial.

Nous prévoyons une hausse des taux d'intérêt sur les obligations d'État sûres, mais ne nous attendons pas à un krach dans les obligations.

Pour les prochains mois, nous continuons à nous focaliser sur les mêmes thèmes, plus spécifiquement : les obligations (belges) non notées, les obligations indexées sur l'inflation et les obligations de marchés émergents. La couronne norvégienne est notre devise étrangère préférée. Considérons ces 4 accents de plus près :

- Les obligations (belges) non notées rapportent souvent des bonifications d'intérêts relativement attrayantes en euro, en échange d'un risque acceptable.
- Les obligations indexées sur l'inflation demeurent le moyen de protéger une partie du volet obligataire contre l'inflation.
- Obligations de marchés émergents. L'endroit où l'on trouve encore des bonifications d'intérêts (réelles) attrayantes, certainement après les fortes hausses des taux que nous avons constatées sur différents marchés émergents en 2021.
- Couronne norvégienne : intéressante grâce à la combinaison d'un prix du pétrole fort, d'une valorisation attrayante et d'une politique monétaire de soutien.

Les obligations d'État à long terme ne figurent plus parmi nos favoris.

2.1.9. Indicateur synthétique de risque et de rendement

Le compartiment ECONOFUTURE présente actuellement un profil de risque et de rendement de niveau 3 sur une échelle de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La classe de risque au moment de la création du compartiment était de 3.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 (CESR). Cet indicateur représente la volatilité historique annuelle du compartiment sur une période de 5 ans. Le but est d'aider l'investisseur à comprendre quelles incertitudes quant aux pertes et bénéfices peuvent influencer son investissement.

La catégorie de risque 3 correspond à un potentiel limité de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son exposition diversifiée aux marchés des actions et des obligations, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt, de crédit et de change.

Les données historiques utilisées pour le calcul de cet indicateur pourraient ne pas constituer une indication fiable pour le futur profil de risque du compartiment. La catégorie de risque liée à ce compartiment n'est pas garantie et peut changer au fil du temps.

2.2. BILAN

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	381.220.511,72	294.494.146,73
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	345.015.374,58	287.527.656,84
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	202.373.695,53	167.449.700,03
b. Autres titres de créance		1.990.784,10
b.1. Avec instruments financiers dérivés « embedded »		
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	133.864.173,05	111.053.624,36
E. OPC à nombre variable de parts	8.777.506,00	7.316.760,00
F. Instruments financiers dérivés		
m. Sur indices financiers		
ii. Contrats à terme (+/-)		-283.211,65
IV. Créances et dettes à un an au plus	196.973,24	-3.274.052,85
A. Créances		
a. Montants à recevoir	50.835,42	40.689,98
b. Avoirs fiscaux	146.137,82	59.537,02
c. Collatéral		292.510,56
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)		-485.341,12
c. Emprunts (-)		-3.172.150,38
d. Collateral (-)		-9.298,91
V. Dépôts et liquidités	35.871.492,44	9.960.249,92
A. Avoirs bancaires à vue	35.871.492,44	8.872.623,42
C. Autres		1.087.626,50
VI. Comptes de régularisation	136.671,46	280.292,82
B. Produits acquis	1.744.808,84	1.542.975,77
C. Charges à imputer (-)	-1.608.137,38	-1.262.682,95
TOTAL CAPITAUX PROPRES	381.220.511,72	294.494.146,73
A. Capital	350.544.479,16	290.008.714,15
B. Participations au résultat	2.900.416,51	242.158,01
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	27.775.616,05	4.243.274,57
SECTION 2: POSTES HORS BILAN		
I. Sûretés réelles (+/-)		245.681,84
A. Collatéral (+/-)		
b. Liquidités/dépôts		245.681,84
III. Montants notionnels des contrats à terme (+)		14.579.320,21
B. Contrats à terme vendus		14.579.320,21

2.3. COMPTE DE RESULTATS

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	27.218.127,76	3.560.246,89
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	-2.067.699,62	-33.406,86
b. Autres titres de créance		
b.1. Avec instruments financiers dérivés « embedded »	183.250,00	174.034,10
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	21.355.358,64	13.576.347,99
E. OPC à nombre variable de parts	75.502,00	1.133.978,90
F. Instruments financiers dérivés		
I. Sur indices financiers		
ii. Contrats à terme	-81.353,64	-3.867.682,93
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	7.753.070,38	-7.423.024,31
II. Produits et charges des placements	5.569.716,74	4.668.369,36
A. Dividendes	2.141.194,59	1.176.387,01
B. Intérêts		
a. Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire	3.753.693,42	3.832.743,50
b. Dépôts et liquidités	641,68	4.155,59
C. Intérêts d'emprunts (-)	-82.856,38	-144.713,16
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-242.956,57	-200.203,58
III. Autres produits	684,98	2.018,27
B. Autres	684,98	2.018,27
IV. Coûts d'exploitation	-5.012.913,43	-3.987.359,95
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-115.333,59	-99.393,38
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-105.659,04	-82.042,71
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière		
R	-1.785.152,30	-1.376.242,44
b. Gestion administrative et comptable	-61.168,07	-53.789,78
c. Rémunération commerciale		
R	-2.522.861,62	-2.064.363,68
E. Frais administratifs (-)	-21.323,27	-10.885,28
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-2.807,09	-2.406,41
G. Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-4.745,07	-5.429,91
H. Services et biens divers (-)	-18.017,44	-18.592,42
J. Taxes	-342.021,71	-253.732,16
K. Autres charges (-)	-33.824,23	-20.481,78
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	557.488,29	683.027,68
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	27.775.616,05	4.243.274,57
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	27.775.616,05	4.243.274,57
SECTION 4: AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS		
I. Bénéfice (Perte) à affecter	30.676.032,56	4.485.432,58
b. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	27.775.616,05	4.243.274,57
c. Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	2.900.416,51	242.158,01
II. (Affectations au) Prélèvements sur le capital	-30.676.032,56	-4.485.432,58

2.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

2.4.1. Composition des actifs au 31.12.21

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
<u>VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE</u>							
ALPHABET INC -A-	2.100	USD	2.897,04	5.349.792,47		1,55%	1,40%
ARISTA NETWORKS INC	24.000	USD	143,75	3.033.767,15		0,88%	0,80%
BOSTON SCIENTIF CORP	100.000	USD	42,48	3.735.490,68		1,08%	0,98%
JOHNSON & JOHNSON	17.000	USD	171,07	2.557.325,01		0,74%	0,67%
MARVELL TECH --- REGISTERED SHS	38.000	USD	87,49	2.923.513,89		0,85%	0,77%
MICROSOFT CORP	17.200	USD	336,32	5.086.795,64		1,47%	1,33%
MONDELEZ INTERNATIONAL INC	65.700	USD	66,31	3.830.959,37		1,11%	1,00%
NEWMONT CORPORATION	144.000	USD	62,02	7.853.394,30		2,29%	2,07%
NIKE INC	16.000	USD	166,67	2.344.987,69		0,68%	0,62%
NVIDIA CORP	14.200	USD	294,11	3.672.495,60		1,06%	0,96%
PEPSICO INC	20.800	USD	173,71	3.177.249,38		0,92%	0,83%
VISA INC -A-	18.000	USD	216,71	3.430.161,80		0,99%	0,90%
Etats-Unis				46.995.932,98		13,62%	12,33%
ARKEMA SA	25.000	EUR	123,85	3.096.250,00		0,90%	0,81%
CIE DE SAINT-GOBAIN	54.000	EUR	61,87	3.340.980,00		0,97%	0,88%
KERING	4.000	EUR	706,90	2.827.600,00		0,82%	0,74%
SCHNEIDER ELECTRIC SE	15.000	EUR	172,46	2.586.900,00		0,75%	0,68%
VINCI SA	39.500	EUR	92,91	3.669.945,00		1,06%	0,96%
France				15.521.675,00		4,50%	4,07%
ABB LTD REG SHS	146.000	CHF	34,90	4.917.627,76		1,43%	1,29%
NESTLE SA REG SHS	25.050	CHF	127,44	3.080.994,06		0,89%	0,81%
ROCHE HOLDING LTD	9.000	CHF	379,10	3.292.863,00		0,95%	0,86%
Suisse				11.291.484,82		3,27%	2,96%
DAIMLER AG NAMEN-AKT	34.000	EUR	67,59	2.298.060,00		0,67%	0,60%
DAIMLER TRUCK HOLDING AG	42.000	EUR	32,29	1.356.180,00		0,39%	0,36%
HENKEL AG & CO KGAA	23.400	EUR	71,14	1.664.676,00		0,48%	0,44%
INFINEON TECHNOLOGIES REG SHS	83.000	EUR	40,76	3.383.080,00		0,98%	0,89%
VONOVIA SE	53.020	EUR	48,50	2.571.470,00		0,75%	0,67%
Allemagne				11.273.466,00		3,27%	2,96%
AKZO NOBEL NV	31.500	EUR	96,50	3.039.750,00		0,89%	0,79%
NN GROUP NV	52.863	EUR	47,61	2.516.807,43		0,73%	0,66%
NXP SEMICONDUCTORS	15.000	USD	227,78	3.004.484,70		0,87%	0,79%
STELLANTIS N.V.-BEARER & REGISTERED SHS	125.000	EUR	16,69	2.085.750,00		0,60%	0,55%
Pays-Bas				10.646.792,13		3,09%	2,79%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	2.150	USD	1.649,00	3.117.613,44		0,90%	0,82%
SAMSUNG SDI CO LTD	7.400	KRW	655.000,00	3.585.466,12		1,04%	0,94%
Corée du Sud				6.703.079,56		1,94%	1,76%
AGNICO EAGLE MINES LTD	114.118	USD	53,14	5.332.598,07		1,55%	1,40%
Canada				5.332.598,07		1,55%	1,40%
HUHTAMAKI OYJ	50.200	EUR	38,89	1.952.278,00		0,57%	0,51%
METSO OUTOTEC OYJ	255.000	EUR	9,35	2.383.740,00		0,69%	0,63%
Finlande				4.336.018,00		1,26%	1,14%
NOVO NORDISK	32.000	DKK	735,00	3.162.310,42		0,91%	0,83%
ORSTED	3.000	DKK	835,20	336.882,87		0,10%	0,09%
Danemark				3.499.193,29		1,01%	0,92%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS)	33.000	USD	120,31	3.491.232,85		1,01%	0,92%
Taiwan				3.491.232,85		1,01%	0,92%
SMURFIT KAPPA PLC	72.000	EUR	48,44	3.487.680,00		1,01%	0,91%
Irlande				3.487.680,00		1,01%	0,91%

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
ASTRAZENECA PLC Royaume-Uni	26.960	GBP	86,78	2.786.551,69 2.786.551,69		0,81% 0,81%	0,73% 0,73%
ASSA ABLOY -B- NEW I Suède	100.000	SEK	276,20	2.682.595,18 2.682.595,18		0,78% 0,78%	0,70% 0,70%
IBERDROLA SA Espagne	256.000	EUR	10,41	2.664.960,00 2.664.960,00		0,77% 0,77%	0,70% 0,70%
LEROY SEAFOOD GROUP ASA Norvège	160.000	NOK	68,96	1.100.262,76 1.100.262,76		0,32% 0,32%	0,29% 0,29%
ACTIONS				131.813.522,33		38,21%	34,58%
ADLER GROUP S.A. 3.25 20-25 05/08A	3.000.000	EUR	87,31%	2.619.375,00		0,76%	0,69%
ADLER REAL ESTATE AG 1.50 19-22 17/04A	3.000.000	EUR	98,40%	2.951.910,00		0,86%	0,77%
ADLER REAL ESTATE AG 1.875 18-23 27/04A	1.500.000	EUR	94,61%	1.419.082,50		0,41%	0,37%
AKZO NOBEL NV 2.625 12-22 27/07A	1.500.000	EUR	101,76%	1.526.452,50		0,44%	0,40%
ALIAxis FINANCE 0.8750 21-28 08/11A	1.500.000	EUR	98,46%	1.476.915,00		0,43%	0,39%
ARGAN 3.25 17-23 04/07A	3.900.000	EUR	102,58%	4.000.698,00		1,16%	1,05%
AT&T INC FL.R 18-23 05/09Q	700.000	EUR	101,04%	707.273,00		0,20%	0,19%
AT&T INC 2.875 20-XX 01/05A	1.500.000	EUR	100,42%	1.506.345,00		0,44%	0,40%
BEFIMMO FL.R 15-22 21/04Q	1.600.000	EUR	99,77%	1.596.315,61		0,46%	0,42%
BELGIUM 1.7 19-50 05/02A	700.000	EUR	119,43%	836.038,00		0,24%	0,22%
BELGIUM 4.00 12-32 28/03A	250.000	EUR	139,63%	349.066,25		0,10%	0,09%
BRUSSELS AIRPORT C 1.00 17-24 03/05A	300.000	EUR	101,73%	305.179,50		0,09%	0,08%
CIE IMMOBILIERE DE FL.R 17-22 01/06A	1.400.000	EUR	100,64%	1.409.009,00		0,41%	0,37%
COFINIMMO 2.00 16-24 09/12A	3.000.000	EUR	103,92%	3.117.600,00		0,90%	0,82%
COFINIMMO SA 1.929 15-22 25/03A	200.000	EUR	100,38%	200.769,00		0,06%	0,05%
COMMUNAUTE FLAMANDE 0.375 16-26 13/10A	300.000	EUR	102,46%	307.369,50		0,09%	0,08%
COMPAGNIE IMMOBILIERE DE 3 21-28 12/05A	1.500.000	EUR	103,64%	1.554.635,62		0,45%	0,41%
CTP NV 2.125 20-25 01/10A	1.000.000	EUR	104,98%	1.049.815,00		0,30%	0,28%
DAIMLER INTL FI 0.625 19-23 27/02A	2.500.000	EUR	101,16%	2.528.987,50		0,73%	0,66%
DAIMLER INTL FIN FL.R 18-23 11/01Q	500.000	EUR	100,41%	502.067,50		0,15%	0,13%
DS SMITH PLC 1.375 17-24 26/07A	100.000	EUR	102,92%	102.915,00		0,03%	0,03%
EANDIS SYST OPERATOR 2.00 17-25 23/06A	4.980.500	EUR	106,43%	5.300.771,06		1,54%	1,38%
FRANCE ZCP 250522	300.000	EUR	100,29%	300.876,00		0,09%	0,08%
FRESENIUS FIN IRL 3.00 17-32 30/01A	1.450.000	EUR	117,59%	1.704.989,75		0,49%	0,45%
FRESENIUS FINANCE IR 0 21-25 01/04A	1.000.000	EUR	98,90%	988.955,00		0,29%	0,26%
GAS NAT FENOSA FL.R 15-49 29/12A	1.000.000	EUR	104,87%	1.048.695,00		0,30%	0,28%
GERMANY 0.10 12-23 15/04A	5.750.000	EUR	103,57%	6.710.669,24		1,95%	1,75%
GERMANY 0.10 15-26 15/04A	3.750.000	EUR	110,78%	4.556.400,31		1,32%	1,19%
GERMANY 0.10 15-46 15/04A	500.000	EUR	164,07%	906.478,46		0,26%	0,24%
GERMANY 0.50 14-30 15/04A	1.200.000	EUR	123,79%	1.633.550,99		0,47%	0,43%
GERMANY 1.50 13-23 15/02A	750.000	EUR	102,52%	768.918,75		0,22%	0,20%
GIMV NV 3.50 19-31 05/07A	3.015.000	EUR	105,51%	3.180.975,75		0,92%	0,83%
GIMV NV 2.2500 21-29 15/03A	500.000	EUR	103,94%	519.705,00		0,15%	0,14%
HJ HEINZ CO 2.00 15-23 30/06A	500.000	EUR	102,42%	512.082,50		0,15%	0,13%
IBERDROLA INTL BV FL.R 17-XX 22/02A	1.700.000	EUR	102,18%	1.737.136,50		0,50%	0,46%
IBERDROLA INTL BV FL.R 49 31/12A	3.500.000	EUR	107,52%	3.763.130,00		1,09%	0,99%
INDONESIA 2.625 16-23 14/06A	700.000	EUR	103,73%	726.103,00		0,21%	0,19%
IRELAND 1.50 19-50 15/05A	700.000	EUR	115,47%	808.255,00		0,23%	0,21%
KINEPOLIS GROUP SA 2.75 19-26 18/12A	1.800.000	EUR	95,82%	1.724.778,00		0,50%	0,45%
KINEPOLIS GROUP SA 2.4 17-25 15/12A	1.000.000	EUR	93,52%	935.247,67		0,27%	0,25%
KRAFT HEINZ FOODS CO 1.50 16-24 24/05A	1.000.000	EUR	102,70%	1.027.000,00		0,30%	0,27%
LA LORRAINE BAK 3.0000 20-27 15/12A	2.275.000	EUR	102,66%	2.335.424,00		0,68%	0,61%
LITHUANIAN REPUBLIC 0.10 19-22 20/03A	1.800.000	EUR	100,11%	1.801.890,00		0,52%	0,47%
MACEDONIA REGS 5.625 16-23 26/07A	200.000	EUR	106,83%	213.669,00		0,06%	0,06%
MOLNLYCKE HLDG 1.75 15-24 28/02A	300.000	EUR	103,65%	310.963,50		0,09%	0,08%
NATURGY FINANCE BV FL.R 14-XX 30/11A	400.000	EUR	103,54%	414.174,00		0,12%	0,11%
NETHERLANDS 0.00 16-22 15/01U	4.000.000	EUR	100,04%	4.001.480,00		1,16%	1,05%
NETHERLANDS 1.75 13-23 15/07A	1.250.000	EUR	103,83%	1.297.843,75		0,38%	0,34%
NEXTNSA 1.9500 19-26 28/11A	800.000	EUR	96,17%	769.332,00		0,22%	0,20%
NN GROUP NV FL.R 14-XX 15/07A	1.000.000	EUR	113,03%	1.130.295,00		0,33%	0,30%
NN GROUP NV 4.375 14-XX 13/06A	3.000.000	EUR	108,86%	3.265.800,00		0,95%	0,86%
NV BEKAERT SA 2.75 19-26 25/10A	825.000	EUR	106,26%	876.682,13		0,25%	0,23%
NV BEKAERT SA 2.75 20-27 23/10A	1.953.000	EUR	105,57%	2.061.791,87		0,60%	0,54%
OEEB INFRA 3.00 13-33 24/10A	350.000	EUR	129,51%	453.299,00		0,13%	0,12%
ORPEA SA 2.625 18-25 10/03A	200.000	EUR	104,42%	208.842,00		0,06%	0,05%
POLAND 3.375 12-24 09/07A	1.100.000	EUR	108,94%	1.198.373,00		0,35%	0,31%

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
ROMANIA REGS 2.875 14-24 28/10A	1.000.000	EUR	106,72%	1.067.195,00		0,31%	0,28%
ROMANIA 3.875 15-35 29/10A	500.000	EUR	108,59%	542.967,50		0,16%	0,14%
ROYAL PHILIPS NV 0.50 17-23 06/09A	250.000	EUR	101,04%	252.590,00		0,07%	0,07%
SKY REGS 2.25 15-25 17/11A	500.000	EUR	108,12%	540.592,50		0,16%	0,14%
SLOVAKIA ZCP 16-23 13/11U	1.000.000	EUR	101,34%	1.013.400,00		0,29%	0,27%
SMURFIT KAPPA T 0.5000 21-29 22/09A	500.000	EUR	98,43%	492.160,00		0,14%	0,13%
SMURFIT KAPPA T 1.0000 21-33 22/09A	500.000	EUR	98,48%	492.397,50		0,14%	0,13%
SOFINA SA 1.0000 21-28 23/09A	3.700.000	EUR	98,01%	3.626.481,00		1,05%	0,95%
SOLVAY FINANCE FL.R 15-XX 03/06A	1.000.000	EUR	110,35%	1.103.540,00		0,32%	0,29%
SOLVAY SA FL.R 18-XX 04/03A	1.000.000	EUR	105,43%	1.054.260,00		0,31%	0,28%
SPAIN 0.15 17-23 30/11A	6.500.000	EUR	105,82%	7.351.288,02		2,14%	1,92%
SPAIN INDEXED 0.65 17-27 30/11A	250.000	EUR	114,84%	311.403,33		0,09%	0,08%
SPAIN 1.80 13-24 30/11A	3.200.000	EUR	113,39%	3.954.258,13		1,15%	1,04%
TESSENDERLO CHEMIE 3.375 15-25 15/07A	2.000.000	EUR	104,79%	2.095.730,00		0,61%	0,55%
TESSENDERLO CHEMIE 2.875 15-22 15/07A	765.000	EUR	101,52%	776.601,22		0,23%	0,20%
UCB 5.125 13-23 02/10A	600.000	EUR	108,80%	652.815,00		0,19%	0,17%
VGP 1.5 21-29 08/04A	2.800.000	EUR	97,96%	2.742.852,00		0,79%	0,72%
VGP 3.50 18-26 19/03A	1.812.000	EUR	105,99%	1.920.620,34		0,56%	0,50%
VGP NV 2.7500 19-23 02/04A	2.955.000	EUR	102,72%	3.035.464,65		0,88%	0,80%
VGP NV 3.90 16-23 21/09A	2.557.000	EUR	105,41%	2.695.205,85		0,78%	0,71%
VGP SA 3.25 17-24 06/07A	281.000	EUR	104,15%	292.650,26		0,08%	0,08%
VRANKEN-POMMERY 3.45 19-24 19/06A	294.000	EUR	103,24%	303.519,72		0,09%	0,08%
EUR				125.580.387,73		36,40%	32,94%
APPLE INC 3.85 13-43 04/05S	1.000.000	USD	118,28%	1.040.054,52		0,30%	0,27%
APPLE INC 0.7500 20-23 11/05S	2.000.000	USD	100,32%	1.764.386,21		0,52%	0,46%
AT&T INC 3.65 21-59 15/09S	633.000	USD	101,44%	564.640,23		0,16%	0,15%
BARRY CALLEBAUT SV 5.50 13-23 15/06S	1.000.000	USD	106,05%	932.570,04		0,27%	0,24%
DEV BANK OF JAPAN 2.625 17-27 01/09S	300.000	USD	105,37%	277.978,81		0,08%	0,07%
DEVELOPMENT BK OF 2.125 17-22 01/09S	500.000	USD	101,06%	444.321,58		0,13%	0,12%
EUROP.INVEST.BK 4.875 06-36 15/02S	500.000	USD	137,26%	603.484,43		0,17%	0,16%
GILEAD SCIENCES INC 3.50 14-25 01/02S	1.500.000	USD	105,85%	1.396.172,61		0,40%	0,37%
KOREA DEV BANK 3.00 12-22 14/09S	1.600.000	USD	101,56%	1.428.849,81		0,41%	0,37%
LENOVO GROUP LTD 5.875 20-25 24/04S	500.000	USD	110,34%	485.119,16		0,14%	0,13%
LEVI STRAUSS CO 3.5 21-31 19/02S	1.000.000	USD	102,55%	901.745,51		0,26%	0,24%
MEXIQUE BONOS 4.00 13-23 02/10S	354.000	USD	105,50%	328.397,88		0,10%	0,09%
MICROSOFT CORP 2.525 20-50 01/06S	1.000.000	USD	98,26%	864.047,66		0,25%	0,23%
PEPSICO INC 0.7500 20-23 01/05S	2.000.000	USD	100,27%	1.763.445,30		0,51%	0,46%
POLOGNE 3.00 12-23 17/03S	1.000.000	USD	102,76%	903.640,52		0,26%	0,24%
PROSUS NV 3.6800 20-30 21/01S	1.000.000	USD	103,23%	907.716,32		0,26%	0,24%
QUALCOMM INC 4.65 15-35 20/05S	700.000	USD	124,28%	764.977,14		0,22%	0,20%
RECKITT BENCKISER TR S 2.75 17-24 26/06S	1.000.000	USD	103,41%	909.307,94		0,26%	0,24%
SHERWIN-WILLIAMS CO 3.45 17-27 01/06S	1.000.000	USD	108,28%	952.132,43		0,28%	0,25%
SOUTH AFRICA 4.665 12-24 17/01A	500.000	USD	105,38%	463.337,58		0,13%	0,12%
S&P GLOBAL 4.00 15-25 15/06S	1.000.000	USD	108,39%	953.152,48		0,28%	0,25%
UNITED STATES 2.25 16-46 15/08S	1.450.000	USD	105,86%	1.349.772,18		0,39%	0,35%
UNITED STATES 0.25 20-50 15/02S	1.000.000	USD	120,88%	1.143.954,07		0,33%	0,30%
UNITED STATES 0.25 15-25 15/01S	3.000.000	USD	107,17%	3.302.603,30		0,97%	0,86%
UNITED STATES 0.375 13-23 15/07S	1.250.000	USD	105,18%	1.374.557,28		0,40%	0,36%
UNITED STATES 1.50 16-26 15/08S	500.000	USD	101,19%	444.897,56		0,13%	0,12%
USA T NOTES INDEX 0.125 16-26 15/07S	500.000	USD	108,70%	551.669,32		0,16%	0,14%
USD				26.816.931,87		7,77%	7,03%
DAIMLER INTL FIN BV 1.75 17-22 24/05A	35.000.000	NOK	100,15%	3.495.550,03		1,01%	0,92%
NORWAY 2.00 12-23 24/05A	35.000.000	NOK	101,22%	3.532.912,35		1,02%	0,93%
NORWAY 3.00 14-24 14/03A	70.000.000	NOK	103,48%	7.223.406,11		2,10%	1,89%
NOK				14.251.868,49		4,13%	3,74%
CZECH REPUBLIC 0.45 15-23 25/10A	130.000.000	CZK	94,65%	4.951.692,15		1,44%	1,29%
CZECH REPUBLIC 1.00 15-26 26/06A	13.500.000	CZK	90,83%	493.461,67		0,14%	0,13%
CZECH REPUBLIC 1.50 20-40 24/04A	25.000.000	CZK	81,78%	822.776,66		0,24%	0,22%
TCHQUE REPUBLIQUE GOV 0.00 21-24 12/12U	3.000.000	CZK	90,95%	109.792,76		0,03%	0,03%
CZK				6.377.723,24		1,85%	1,67%
TESCO CORP TREASURY 2.5 19-25 02/05A	1.400.000	GBP	102,85%	1.715.050,03		0,50%	0,45%
UNITED KINGDOM 0.125 20-23 31/01S	2.200.000	GBP	99,59%	2.609.643,88		0,76%	0,68%
3I GROUP PLC EMTN 6.875 98-23 09/03A	800.000	GBP	106,58%	1.015.574,09		0,29%	0,27%
GBP				5.340.268,00		1,55%	1,40%
CANADA 0.25 20-22 01/08S	4.000.000	CAD	99,87%	2.780.995,47		0,80%	0,73%

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
CANADA 0.50 20-25 01/09S CAD	950.000	CAD	97,61%	645.494,08 3.426.489,55		0,19% 0,99%	0,17% 0,90%
POLAND 2.25 16-22 25/04A	8.000.000	PLN	100,08%	1.746.879,47		0,51%	0,46%
POLAND 4.00 12-23 25/10A PLN	6.000.000	PLN	101,09%	1.323.335,55 3.070.215,02		0,38% 0,89%	0,35% 0,81%
AUSTRALIA 0.25 19-24 21/11S AUD	3.700.000	AUD	98,12%	2.321.125,22 2.321.125,22		0,67% 0,67%	0,61% 0,61%
ASIAN DEVELOPMENT BAN2.375 20-23 29/04A	4.000.000	CNH	99,39%	549.761,46		0,16%	0,14%
KREDITANSTALT FUER 2.7 21-24 25/03A CNH	4.000.000	CNH	99,94%	552.809,24 1.102.570,70		0,16% 0,32%	0,15% 0,29%
MEXICO 5.75 15-26 05/03S MXN	200.000	MXN	94,34	810.697,46 810.697,46		0,23% 0,23%	0,21% 0,21%
OBLIGATIONS				189.098.277,28		54,80%	49,60%
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>							
TENCENT HOLDINGS LTD UNSPON ADR REP 1 SH Iles Caïmans	40.000	USD	58,30	2.050.650,72 2.050.650,72		0,59% 0,59%	0,54% 0,54%
ACTIONS				2.050.650,72		0,59%	0,54%
COFINIMMO FL.R 20-28 21/02Q	1.700.000	EUR	98,60%	1.676.154,29		0,49%	0,44%
DUVEL MOORTGAT 2.15 18-26 05/06A	1.500.000	EUR	107,10%	1.606.536,58		0,47%	0,42%
KINEPOLIS GROUP 2.9 17-27 15/12A	4.300.000	EUR	94,09%	4.045.690,95		1,18%	1,06%
MATEXI 3.750 16-23 22/06A	1.800.000	EUR	96,29%	1.733.265,00		0,50%	0,45%
ORPEA 2.20 17-24 12/12A	800.000	EUR	102,64%	821.101,41		0,24%	0,22%
ORPEA 2.5640 20-27 30/11A	2.500.000	EUR	99,82%	2.495.422,52		0,72%	0,65%
UNI BRUSSEL 1.653 15-35 30/10A EUR	875.000	EUR	102,54%	897.247,50 13.275.418,25		0,26% 3,86%	0,24% 3,48%
OBLIGATIONS				13.275.418,25		3,86%	3,48%
ECONOPOLIS EM GOV BONDS O EUR CAP Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA	40.000	EUR	105,70	4.228.000,00 4.228.000,00	24,27%	1,23% 1,23%	1,11% 1,11%
OPC-OBLIGATIONS				4.228.000,00		1,23%	1,11%
ECONOPOLIS EMERGING MARKET EQUITIES O Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA	39.950	EUR	113,88	4.549.506,00 4.549.506,00	24,66%	1,31% 1,31%	1,19% 1,19%
OPC-ACTIONS				4.549.506,00		1,31%	1,19%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				8.777.506,00		2,54%	2,30%
TOTAL PORTEFEUILLE				345.015.374,58		100,00%	90,50%
CACEIS		EUR		15.117.288,19			3,98%
CACEIS		USD		9.647.714,54			2,53%
CACEIS		DKK		4.543.501,76			1,19%
CACEIS		JPY		4.314.483,88			1,13%
CACEIS		CHF		1.874.142,37			0,49%
CACEIS		CAD		171.885,65			0,05%
CACEIS		AUD		72.842,12			0,02%
CACEIS		GBP		55.858,30			0,01%
CACEIS		SEK		44.955,80			0,01%
CACEIS		CZK		16.142,70			0,00%
CACEIS		PLN		5.833,02			0,00%
CACEIS		NOK		4.702,82			0,00%
CACEIS		MXN		1.461,34			0,00%
CACEIS		CNH		679,95			0,00%
Avoirs bancaires à vue				35.871.492,44			9,41%
DEPOTS ET LIQUIDITES				35.871.492,44			9,41%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				196.973,24			0,05%
AUTRES				136.671,46			0,04%

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
TOTAL DE L'ACTIF NET				381.220.511,72			100,00%

2.4.2. Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays	
Afrique du Sud	0,13%
Allemagne	8,92%
Australie	0,67%
Autriche	0,13%
Belgique	17,00%
Canada	2,54%
Corée du Sud	2,36%
Danemark	1,01%
Espagne	4,14%
Etats-Unis	20,40%
Finlande	1,26%
France	7,18%
Hong-Kong	0,14%
Iles Caïmans	0,59%
Indonésie	0,21%
Irlande	2,31%
Japon	0,21%
Lithuanie	0,52%
Luxembourg	3,48%
Macédoine	0,06%
Mexique	0,33%
Norvège	3,44%
Pays-Bas	10,74%
Philippines	0,16%
Pologne	1,50%
Roumanie	0,47%
Royaume-Uni	2,81%
Slovaquie	0,29%
Suède	0,87%
Suisse	3,27%
Taiïwan	1,01%
Tchèque	1,85%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Art graphique et maisons d'édition	0,28%
Articles de bureau et ordinateurs	0,95%
Assurances	2,00%
Banques et institutions financières	0,78%
Biens de consommation divers	1,31%
Biotechnologie	0,40%
Canton, Etat Fédéral, Province	0,09%
Chimie	3,36%
Construction de machines et appareils	0,78%
Construction et matériaux de construction	2,31%
Distribution et commerce de détail	0,82%
Electronique et semi-conducteurs	5,95%
Electrotechnique et électronique	3,77%
Energie et eau	2,41%
Fonds de Placement	2,54%
Holdings et sociétés financières	7,78%
Industrie agro-alimentaire	5,15%
Industrie automobile	1,66%
Industrie d'emballage	0,03%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	4,78%
Internet et services d' Internet	5,01%
Métaux et pierres précieuses	3,82%
Métaux non ferreux	1,54%
Obligations des administrations publiques	0,13%
Papier et bois	1,01%
Pays et gouvernement central	23,08%
Restauration et industrie hôtelière	1,94%
Secteurs divers	0,43%
Services de santé publique et service social	1,28%
Services divers	1,08%
Sociétés immobilières	10,53%
Supranational	0,33%
Tabac et alcool	0,55%
Télécommunications	1,18%
Textile et habillement	0,94%
TOTAL	100,00%

2.4.3. Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE	2ème SEMESTRE	EXERCICE COMPLET
Achats	60.639.146,09	99.973.343,99	160.612.490,08
Ventes	52.233.366,29	78.487.117,85	130.720.484,14
Total 1	112.872.512,38	178.460.461,84	291.332.974,22
Souscriptions	37.625.051,71	48.564.562,19	86.189.613,90
Remboursements	12.598.284,51	14.640.580,45	27.238.864,96
Total 2	50.223.336,22	63.205.142,64	113.428.478,86
Moyenne de référence de l'actif net total	317.654.251,60	356.163.666,02	336.908.958,81
Taux de rotation	19,72%	32,36%	52,80%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Belgium SA, Avenue du Port, 86C boîte 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

2.4.4. Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

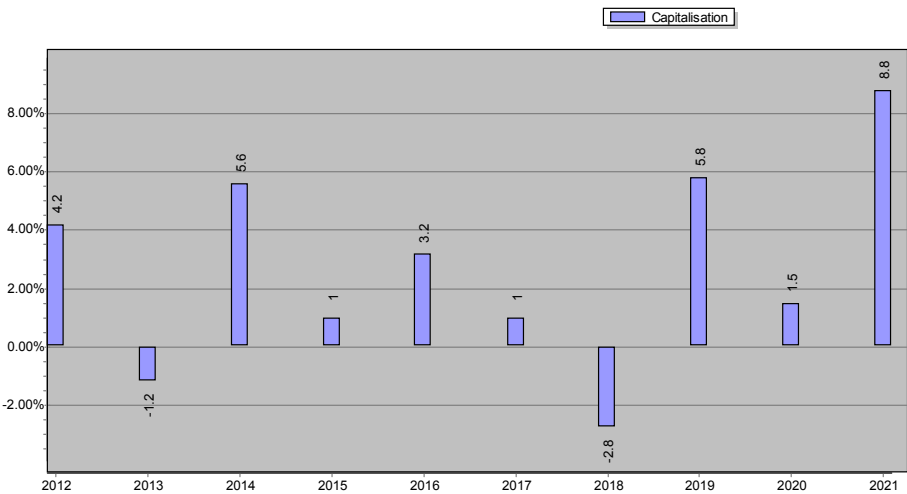
Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)		Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	du compartiment	d'une action
	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.		Cap.
2019	298.313,69	161.439,88	2.262.550,41	35.019.894,13	18.913.235,89	269.784.661,73	119,24
2020	473.831,44	304.222,33	2.432.159,52	56.015.980,19	35.549.769,76	294.494.146,73	121,08
2021	677.767,14	214.860,31	2.895.066,35	86.189.613,90	27.238.864,96	381.220.511,72	131,68

2.4.5. Performances

- * Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.
- * Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable.
- * Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.
- * Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR):

R

Rendement annuel



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Capitalisation

1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Part	Part	Part	Part
8,75% (en EUR)	5,32% (en EUR)	2,77% (en EUR)	2,65% (en EUR)

- * Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.
- * Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

P (t; t+n) = ((VNI t+n) / (VNI t)) ^ (1/n) - 1

avec

P (t; t+n)

la performance de t à t+n

VNI t+n

la valeur nette d'inventaire par part en t+n

VNI t

la valeur nette d'inventaire par part en t

n

la période sous revue

2.4.6. Frais

Frais courants

- Part de capitalisation : 1,46%

* Les frais courants sont calculés sur les 12 derniers mois.

* Les frais suivants ne sont pas repris dans le total des frais courants :

- les frais de transaction;
- les commissions de performances.

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Pas d'application.

Existence de fee-sharing agreements

Néant.

2.4.7. Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés

Le poste « II. A. a. Obligations » du bilan contient non seulement des obligations à long terme, mais aussi des obligations à court terme dont la date d'échéance est inférieure à 397 jours :

Code ISIN	Dénomination	Date d'échéance
XS1843441491	ADLER REAL ESTATE AG 1.50 19-22 17/04A	17.04.22
XS0809847667	AKZO NOBEL NV 2.625 12-22 27/07A	27.07.22
BE0002226927	BEFIMMO FL.R 15-22 21/04Q	21.04.22
CA135087L286	CANADA 0.25 20-22 01/08S	01.08.22
BE0002282516	CIE IMMOBILIERE DE FL.R 17-22 01/06A	01.06.22
BE0002224906	COFINIMMO SA 1.929 15-22 25/03A	25.03.22
DE000A19UNN9	DAIMLER INTL FIN FL.R 18-23 11/01Q	11.01.23
XS1617830648	DAIMLER INTL FIN BV 1.75 17-22 24/05A	24.05.22
XS1668898981	DEVELOPMENT BK OF 2.125 17-22 01/09S	01.09.22
FR0013219177	FRANCE ZCP 250522	25.05.22
US500630BX56	KOREA DEV BANK 3.00 12-22 14/09S	14.09.22
LT0000630063	LITHUANIAN REPUBLIC 0.10 19-22 20/03A	20.03.22
NL0011896857	NETHERLANDS 0.00 16-22 15/01U	15.01.22
PL0000109492	POLAND 2.25 16-22 25/04A	25.04.22
BE0002232016	TESSENDERLO CHEMIE NV 2.875 15-22 15/07A	15.07.22
GB00BL68HG94	UNITED KINGDOM 0.125 20-23 31/01S	31.01.23

NOTE 2 - Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats est composé du remboursement de la FSMA (2019).

NOTE 3 - Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé de contributions payées à la FSMA pour ses frais de fonctionnement.

NOTE 4 - Emoluments du commissaire

Conformément à l'article 3:65, § 2 et 4 du Code des sociétés et des associations, nous portons à votre connaissance que le commissaire et les personnes avec lesquelles il a des liens de collaboration sur le plan professionnel, ont facturé des honoraires comme mentionné ci-dessous:

Emoluments du (des) commissaire(s): 4.050,00 EUR HTVA.

Il n'existe pas d'émolument pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le

commissaire ou par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié.

NOTE 5 - SFDR

Les compartiments favorisent, entre autres caractéristiques, les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (appelées « ESG ») et sont soumis à l'Article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (la « Réglementation SFDR »). Le prospectus en date du 03 septembre 2021 a été publié afin de décrire la manière dont les risques en matière de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement dans le respect des objectifs et politiques d'investissement des Compartiments, en particulier, les informations sur la manière dont les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance sont respectées ; ainsi que les résultats de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement des compartiments.

3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONONEXT

3.1. RAPPORT DE GESTION

3.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 31/08/2012 au prix de 100,00 EUR par part.

3.1.2. Cotation en bourse

Non applicable.

3.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Ce compartiment vise un rendement à long terme en investissant principalement dans des instruments financiers (surtout des actions et des obligations, des certificats de trésorerie ou autres titres de créance) dans des pays en expansion. L'allocation des actifs est essentiellement effectuée par le gestionnaire sur base d'une vision à long terme, tant sur le plan macro-économique qu'au niveau technique d'investissement. De plus, la politique d'investissement tient compte d'une forme actuelle de perception du risque sur l'ensemble des catégories d'actifs. De la sorte, l'allocation des actifs peut régulièrement être adaptée, en fonction des différents paramètres de risque, afin de maintenir des rendements stables.

Aucune garantie formelle n'est octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence : Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Une gestion dynamique, supportée par une sélection basée sur l'analyse financière des émetteurs des instruments financiers visés, sera appliquée. Bien que le compartiment a pour objectif principal d'investir dans des titres de pays en expansion (y compris marchés émergents et frontières) et d'entreprises qui y sont établies, il peut également le faire dans des entreprises qui n'y ont pas leur siège statutaire mais qui y réalisent une partie substantielle de leur chiffre d'affaires ou activité, ou alors, y connaissent une augmentation rapide de leur chiffre d'affaires ou activité.

La performance du compartiment ne sera pas comparée à celle d'un indicateur de référence. Le compartiment visera un rendement absolu sur l'horizon d'investissement retenu pour lequel la préservation du capital restera un critère d'importance (sans toutefois donner de garantie formelle). Le poids de chacune des deux principales catégories d'actifs (obligations et actions) peut varier individuellement de 0 à 100%. À titre accessoire, le compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire, et 20% en parts d'organismes de placement collectif. Il n'y a pas de limitations quant au choix des devises. Le portefeuille d'actions occupera une position dynamique grâce à une sélection d'entreprises offrant des perspectives de bénéfice et de croissance à long terme. La sélection sera effectuée sur base d'une analyse financière, d'une analyse du marché ainsi que de la position que l'entreprise y occupe, des perspectives d'avenir, etc. Les choix géographiques et sectoriels seront effectués de manière similaire.

Limites de la politique d'investissement

Le compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions prévues par la Directive 2009/65/CE.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Transactions sur instruments financiers dérivés autorisées

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collateral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Stratégie déterminée

Le compartiment investit dans une large mesure (soit directement, soit indirectement) dans les nouvelles économies émergentes en Orient (comme l'Inde, la Chine et certains pays ASEAN), mais aussi dans d'autres pôles d'expansion comme le Brésil ou des opportunités en Turquie, en Afrique du Sud et au Mexique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances

Le compartiment investit dans des obligations et des titres de créance émis par toutes sortes d'émetteurs (gouvernements, entreprises publiques, sociétés privées et/ou institutions internationales). En général, les émissions et/ou les émetteurs se sont vu attribuer un « investment grade » rating (minimum BBB et/ou Baa3). Le compartiment n'investira pas plus de 50% de son portefeuille en obligations dites « High Yield » (à haut rendement) et en obligations qui n'ont pas de « credit rating » (note de crédit). La note retenue sera celle de l'une des agences de notation principales donnant la note la plus élevée. Les obligations et titres de créance d'une durée d'au moins 398 jours au moment de leur émission, restent qualifiés comme des obligations et titres de créance pendant toute la durée de l'instrument.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas couvert systématiquement. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir entièrement ou partiellement le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

La volatilité de la valeur d'inventaire nette peut être élevée en conséquence de la composition du portefeuille.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

La prise en compte des risques ESG passe par :

L'application d'une liste d'exclusions

Le compartiment ne promeut pas de caractéristiques environnementales et/ou sociales (ni a pour objectif l'investissement durable). Cependant, le compartiment prend en compte les risques ESG en utilisant une stratégie d'exclusion minimale pour filtrer les activités et entreprises:

Liste d'activités inadmissibles

- Conformément à la loi du 8 juin 2006, dénommée loi sur les armes, telle que modifiée pour la dernière fois par la loi du 16 juillet 2009, le compartiment n'investit pas dans des titres émis par des entreprises de droit belge ou de droit étranger dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou

l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnel, de sous-munitions et/ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel au sens de la loi, en vue de leur propagation.

Liste d'exclusion du fonds de pension de l'Etat norvégiens

- Le compartiment n'investira pas dans des actions de sociétés qui, sur base des directives d'investissement éthiques du fonds de pension du gouvernement Norvégien (Government Pension Fund Norway), sont exclues de l'univers de l'investissement (« liste d'exclusion »), comme cela est publié sur le site web de la Banque Centrale de Norvège (<https://www.nbim.no/en/responsibility/exclusion-of-companies/>).

3.1.4. Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

3.1.5. Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

3.1.6. Indice et benchmark

Non applicable.

3.1.7. Politique suivie pendant l'exercice

Actions

En janvier, l'action trip.com (anciennement Ctrip) a fait son come-back dans le portefeuille. En tant qu'agence de voyages en ligne, la société devrait bénéficier de la reprise progressive des activités touristiques en Chine.

En février, la société indienne Infosys - l'une des participations dans EconoNext - a annoncé d'excellents résultats. Infosys profite de la tendance séculaire à poursuivre la numérisation que de nombreuses entreprises, sinon toutes, doivent subir pour rester compétitives. À la fin du mois de février, plusieurs actions ont enregistré une augmentation de plus de 20% depuis le début de l'année. Dans le segment du climat, il s'agissait de Samsung SDI et LG Chem, dans celui du gaming la société sud-coréenne Pearl Abyss s'est distinguée, mais les acteurs chinois Tencent et NetEase ont également excellé. Dans le secteur de la technologie, Sunny Optical et Chroma Ate ont réalisé des performances exceptionnelles.

Au mois de mars, des entreprises telles que SK Hynix, Alibaba, Infosys et Mediatek – toutes des participations au sein du compartiment – ont consigné des résultats meilleurs que prévu. Dans de nombreux cas, la direction de ces entreprises a augmenté les attentes pour l'ensemble de l'exercice. Nous avons pris un peu de bénéfice dans des entreprises qui avaient réalisé une performance boursière particulièrement forte. C'était le cas pour Mediatek et Pearl Abyss. Nous avons également pris une première position dans deux nouvelles actions. La société chinoise Xinyi Glass, un producteur de verre pour les bâtiments, les voitures et - par l'intermédiaire de sa filiale Xinyi Solar - également pour les panneaux solaires. Cette dernière est leader du marché de la production de verre pour panneaux solaires. Ceux-ci sont fortement encouragés en Chine, car ils contribuent à la réalisation des objectifs climatiques du pays. Par ailleurs, nous avons pris une participation dans Hansol Chemical, un acteur sud-coréen dans le domaine des produits chimiques de spécialité. Cette société fournit ses produits à trois marchés présentant des perspectives très attrayantes, à savoir l'industrie des semi-conducteurs, les écrans de télévision LCD et les batteries pour voitures électriques.

Les résultats d'exploitation publiés en avril étaient à nouveau majoritairement positifs. La société russe mail.ru ou encore des acteurs chinois, comme Sunny Optical, Tencent et Shenzhou, en sont des exemples. De même, des noms moins accrocheurs, comme Hengan et Sinopharm, ont vu leurs marges s'améliorer. Il s'agit de toute façon d'exemples de sociétés offrant de beaux rendements de dividendes (4 à 6 %), alors que leur valorisation est restée très attrayante (ratio cours/bénéfices de respectivement 13 et 6). Lors de l'audioconférence du producteur laitier Mengniu Dairy, nous avons appris que le management prévoit un doublement du bénéfice net dans les années à venir, en raison de l'augmentation de la consommation de produits laitiers par habitant.

En mai, nous avons augmenté la position dans l'entreprise en croissance chinoise Alibaba, sur base des prévisions et de la valorisation attrayante. L'entreprise chimique et de batteries LG Chem a surpris positivement, grâce à un accord favorable avec son concurrent SK Innovation concernant un litige au sujet d'un brevet, ainsi qu'à de bons résultats d'exploitation. De même, les acteurs taiwanais Mediatek et Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) ont consigné d'excellents chiffres. Nous avons pris de nouvelles positions dans Sinopharm, Anta Sports, Ambev, YumChina et CK Hutchison. Nous nous sommes défaits de China Mobile.

Plus tard dans le courant du semestre, nous avons participé au CLSA Regional Electric Vehicle Access Day, qui nous a permis de rencontrer virtuellement des entreprises telles que Chroma Ate et LG Chem (toutes deux font partie du compartiment), mais aussi d'autres entreprises telles que Nio et Niu Technologies.

Dans les mois qui ont suivi, une nouvelle réglementation applicable aux entreprises du secteur de l'éducation a provoqué une grande agitation sur les bourses en Chine. Nous n'avons jamais détenu aucune de ces actions du secteur éducatif fortement pénalisées dans notre portefeuille. Suite à des rumeurs dans la presse, des noms comme Alibaba et Tencent ont également subi une nouvelle pression, mais nous l'avons plutôt considéré comme des opportunités d'achat pour l'investisseur à long terme patient. Nous avons profité des corrections sur les marchés des actions pour augmenter encore le poids des actions. Nous avons racheté dans nos positions Xinyi Glass, CK Hutchison, LG Chem, Mediatek, Ambev, Sinopharm, Telekom Indonesia, NCSOFT, SK Hynix, Chroma Ate, Tencent, Localiza, Naspers, Anta Sports, Yum China, Infosys et Yandex. D'autre part, nous nous sommes défaits de Hengan International. À la fin du mois, le poids en actions avait augmenté à près de 60%. Nous prévoyons toujours de l'augmenter encore davantage au cours de la période à venir, pendant des périodes de faiblesse des cours. Enfin, la saison des résultats a bien démarré et nous sommes heureux d'annoncer des résultats meilleurs que prévus de noms tels que TSMC, Mediatek, Samsung Electronics, SK Hynix et Samsung SDI, pour n'en citer que quelques-uns.

Le changement le plus important dans la période suivante était le fait que la pondération des actions a été systématiquement augmentée davantage, pour atteindre environ 70% du fonds. Cela s'est fait progressivement et en plusieurs étapes. Comme nous souhaitons actuellement garder l'accent du fonds sur l'Asie, c'est là que nous avons surtout racheté des actions. Ce fut entre autres le cas dans Anta Sports, Alibaba, Pearl Abyss, Suzuki Motor, Telkom Indonesia, Sinopharm, Naver, Infosys, LG Household & Healthcare, TSMC, Shenzhou International, Chroma Ate et China Mengniu Dairy. En Amérique latine, nous avons augmenté les positions dans Mercadolibre, Odontoprev et Femsa. Pour finir, nous avons racheté un peu en Russie, dans Yandex. D'autre part, les positions dans SK Hynix et Autohome ont été vendues.

Les résultats d'exploitation sont restés plutôt mitigés, mais Alibaba, en particulier, s'est une fois de plus distinguée de façon négative. Bien que la société ait revu ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'année prochaine à la baisse (en raison de la nouvelle réglementation et de l'intensification de la concurrence), elle a continué à afficher des performances relativement solides par rapport à ses pairs. Le cours de l'action a cependant fait l'inverse et a continué à baisser. Alibaba a également annoncé des changements au niveau de l'organisation et de la direction, dont Toby Xu qui succédera à Maggie We en tant que CFO. Alibaba a également mis en place une structure organisationnelle plus flexible pour accélérer la croissance nationale et internationale. Elle cherche à créer des synergies entre les plateformes pour consommateurs et pour vente en gros et elle se concentre sur deux piliers stratégiques de consommation intérieure et de mondialisation. Une unité commerciale nouvellement créée, International Digital Commerce, comprend AliExpress, Alibaba.com et Lazada, les unités commerciales centrales qui sont le moteur de la stratégie de mondialisation d'Alibaba. Dans ses derniers résultats trimestriels, la société a annoncé que le nombre de consommateurs étrangers actifs était de 285 millions par an et elle a réitéré son objectif ambitieux de servir 2 milliards de consommateurs dans le monde. Nous avons dès lors gardé l'action en portefeuille. Du côté des actions, l'autre géant chinois, Tencent, a également annoncé plus tard dans l'année qu'il diminue son intérêt dans JD.com de 17% à 2,3% et distribuera la différence aux actionnaires sous forme d'un dividende spécial.

Obligations

2021 fut une année relativement favorable pour les obligations de pays émergents. La reprise entamée au cours des derniers mois de 2020, s'est poursuivie cette année. En 2021, le volet obligataire de Crellan Fund EconoNext a augmenté d'environ +2,6% avant frais, et ce malgré de fortes hausses de taux dans la plupart des pays émergents. Contrairement au monde occidental, la plupart des pays émergents ont déjà augmenté (considérablement) le taux d'intérêt pour contrer la hausse de l'inflation. Les banques centrales du Brésil, du Mexique, de la Colombie et de l'Afrique du Sud, entre autres, ont augmenté le taux d'intérêt. En Europe de l'Est également, nous avons vu les banques centrales de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne relever considérablement le taux d'intérêt, souvent à des niveaux très attrayants. La Chine était l'exception. Là-bas, la banque centrale est plus susceptible de relever le taux d'intérêt pour soutenir la croissance qui crachote, même si le taux y reste toujours clairement positif.

Le rendement dans le volet obligataire a été soutenu par de bons rendements en roupie indonésienne, en roupie indienne, mais certainement aussi en renminbi chinois. Ce dernier était un nouveau venu dans le volet obligataire début 2021 et il a augmenté d'environ 10% depuis son incorporation, et ce grâce à un taux réel clairement positif (taux moins inflation) et des fondements économiques solides. Nous ne serions pas étonnés si le renminbi chinois était considéré à terme comme une devise étrangère standard dans des portefeuilles d'obligations internationaux. Nous avons également constaté des rendements positifs entre autres en peso mexicain, ringgit malaisien et rouble russe. Le volet obligataire a également bénéficié de la hausse du dollar américain, cette devise constituant toujours la plus grande position en devise étrangère du portefeuille. En raison de la hausse des taux d'intérêt, les positions (limitées) en obligations à très long terme ont connu une période plus difficile en 2021, tout comme nos très petites positions en sol péruvien et peso chilien. Ces derniers ont souffert tous les deux de perturbations politiques.

En termes relatifs, le volet obligataire a profité de l'accent mis sur des durées plutôt courtes (ce qui l'a protégé de la hausse des taux d'intérêt), de la position considérable en dollar américain et du fait que nous n'investissons pas en lire turque. La valeur de cette devise a environ diminué de moitié en 2021. Nous estimons que la lire turque est trop risquée en raison des idées économiques peu orthodoxes du président Erdogan. Par ailleurs, nous n'étions pas non plus exposés directement au mastodonte immobilier chinois Evergrande en 2021. Nous investissons par contre de façon très limitée dans un fonds spécialisé en obligations d'entreprises asiatiques. Ce fonds avait une position dans Evergrande au début de l'année, mais l'a vendue bien avant que la société ne connaisse des difficultés. Le fonds a subi quelques dommages collatéraux sur le reste de l'univers, mais a réussi à limiter les dégâts. Sur une base nette, cette position a également contribué au rendement du volet obligataire en 2021.

3.1.8. Politique future

Actions

L'histoire à long terme séculaire de bon nombre de pays émergents demeure tout à fait inchangée aujourd'hui. Dans le courant de 2017, le sentiment à l'égard des pays émergents a enfin changé dans le sens positif, après qu'ils avaient été pris en grippe pendant plusieurs années. Initialement cette tendance s'est poursuivie début 2018, mais l'incertitude persistante concernant une éventuelle escalade de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a considérablement gâché les choses à l'époque. En 2020, la crise du coronavirus a fait pression sur les économies et les marchés des actions des pays émergents. 2021 fut tout sauf une bonne année pour les pays émergents, qui sont restés à la traîne du reste du monde, principalement en raison de la forte volatilité en Chine. Il en résulte des écarts de valorisation qui ont continué à se creuser. Fin 2021, les actions des pays émergents se négociaient à une décote jamais vue depuis de nombreuses années par rapport aux valorisations du reste du monde, et ce malgré que les fondements des pays émergents sont meilleurs qu'il y a quelques années et qu'ils sont donc plus résistants à l'heure actuelle. De nombreuses banques centrales ont également déjà augmenté le taux dans le courant de 2021, de sorte que nous attendons 2022 avec un enthousiasme prudent.

Obligations

Malgré la réduction de la pondération des obligations au profit de celle des actions, nous restons positifs quant aux perspectives des obligations des pays émergents. Nous constatons toujours une nette diversification des obligations des pays émergents par rapport aux actions des pays émergents. Ainsi, nous avons vu que les obligations chinoises et la devise locale se sont maintenues pendant la turbulence qui a touché les actions (technologiques) chinoises. En outre, les obligations de pays émergents offrent un taux d'intérêt nettement plus élevé que les obligations d'État et les obligations d'entreprises du monde occidental, même en tenant compte de l'inflation. De plus, les pays émergents constituent un univers diversifié qui comprend, outre des pays un peu plus volatils, de nombreux pays matures qui, contrairement à l'Europe occidentale, présentent encore des fondamentaux économiques solides avec des taux d'intérêt clairement positifs et attrayants. L'année passée, des pays tels que, par exemple, la République tchèque, la Pologne et la Hongrie, n'offraient pratiquement pas de taux d'intérêt, alors qu'aujourd'hui les taux d'intérêt sur des obligations d'État à court terme atteignent 3-4%. Nous restons cependant sélectifs pour ce qui concerne nos choix et évitons les pays ou les entreprises de très faible qualité.

3.1.9. Indicateur synthétique de risque et de rendement

Le compartiment ECONONEXT présente actuellement un profil de risque et de rendement de niveau 4 sur une échelle de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La classe de risque au moment de la création du compartiment était de 6.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 (CESR). Cet indicateur représente la volatilité historique annuelle du compartiment sur une période de 5 ans. Le but est d'aider l'investisseur à comprendre quelles incertitudes quant aux pertes et bénéfices peuvent influencer son investissement.

La catégorie de risque 4 correspond à un potentiel moyen de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son investissement dans des actions de sociétés sans limitation géographique ou sectorielle.

Les données historiques utilisées pour le calcul de cet indicateur pourraient ne pas constituer une indication fiable pour le futur profil de risque du compartiment. La catégorie de risque liée à ce compartiment n'est pas garantie et peut changer au fil du temps.

3.2. BILAN

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	34.115.804,24	34.775.961,97
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	33.325.965,44	33.507.175,30
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	8.424.361,93	17.882.442,90
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	22.215.731,99	13.646.036,93
E. OPC à nombre variable de parts	2.685.871,52	1.978.695,47
IV. Créances et dettes à un an au plus	21.789,53	-173.832,14
A. Créances		
a. Montants à recevoir	21.789,53	7.151,95
B. Dettes		
c. Emprunts (-)		-180.984,09
V. Dépôts et liquidités	803.858,98	1.379.359,81
A. Avoirs bancaires à vue	803.858,98	1.379.359,81
VI. Comptes de régularisation	-35.809,71	63.259,00
B. Produits acquis	141.976,11	242.709,78
C. Charges à imputer (-)	-177.785,82	-179.450,78
TOTAL CAPITAUX PROPRES	34.115.804,24	34.775.961,97
A. Capital	34.340.216,64	34.012.690,65
B. Participations au résultat	37.210,77	115.571,78
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	-261.623,17	647.699,54

3.3. COMPTE DE RESULTATS

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-440.577,79	316.693,90
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	-715.210,72	-78.732,71
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	-1.061.503,24	2.473.303,86
E. OPC à nombre variable de parts	-23.742,03	597.612,42
F. Instruments financiers dérivés		
I. Sur indices financiers		
ii. Contrats à terme		98.591,11
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	1.359.878,20	-2.774.080,78
II. Produits et charges des placements	852.164,32	958.278,55
A. Dividendes	302.695,96	128.623,72
B. Intérêts		
a. Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire	595.003,86	861.959,34
b. Dépôts et liquidités	3.645,35	4.062,73
C. Intérêts d'emprunts (-)	-8.929,15	-10.267,04
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-40.251,70	-26.100,20
III. Autres produits	60,02	260,93
B. Autres	60,02	260,93
IV. Coûts d'exploitation	-673.269,72	-627.533,84
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-19.673,19	-12.636,25
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-20.620,75	-17.162,61
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière		
R	-233.593,24	-213.844,06
b. Gestion administrative et comptable	-10.790,88	-10.356,91
c. Rémunération commerciale		
R	-333.997,44	-320.766,08
E. Frais administratifs (-)	-5.185,81	-4.303,71
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-1.840,92	-2.124,86
G. Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-500,24	-668,43
H. Services et biens divers (-)	-15.144,79	-15.125,36
J. Taxes	-28.663,99	-28.815,62
K. Autres charges (-)	-3.258,47	-1.729,95
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	178.954,62	331.005,64
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-261.623,17	647.699,54
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	-261.623,17	647.699,54
SECTION 4: AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS		
I. Bénéfice (Perte) à affecter	-224.412,40	763.271,32
b. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	-261.623,17	647.699,54
c. Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	37.210,77	115.571,78
II. (Affectations au) Prélèvements sur le capital	224.412,40	-763.271,32

3.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

3.4.1. Composition des actifs au 31.12.21

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
<u>VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE</u>							
ALIBABA GROUP	31.100	HKD	118,90	417.077,70		1,25%	1,22%
ALIBABA GROUP	1.900	USD	118,79	198.470,81		0,60%	0,58%
ANTA SPORTS PRODUCTS	30.800	HKD	116,90	406.106,51		1,22%	1,19%
CHINA MENGNIU DAIRY	78.000	HKD	44,20	388.858,50		1,17%	1,14%
CK HUTCHISON	54.900	HKD	50,30	311.469,16		0,93%	0,91%
NETEASE INC	10.000	HKD	157,50	177.645,94		0,53%	0,52%
NETEASE SPONS ADR REPR 25 SHS	7.000	USD	101,78	626.503,69		1,88%	1,84%
SHENZHOU INTERNATIONAL GROUP	24.000	HKD	149,90	405.777,16		1,22%	1,19%
SUNNY OPTICAL TECHNOLOGY (GRP) CO LTD	20.000	HKD	246,60	556.285,56		1,67%	1,63%
TENCENT HOLDINGS LTD	17.400	HKD	456,80	896.499,53		2,68%	2,63%
TRIP COM GROUP LTD	6.200	USD	24,62	134.227,93		0,40%	0,39%
XINYI GLASS HOLDINGS LTD	185.000	HKD	19,50	406.893,79		1,22%	1,19%
Iles Caimans				4.925.816,28		14,77%	14,43%
HANSOL CHEMICAL CO LTD	2.100	KRW	305.500,00	474.573,09		1,42%	1,39%
LG CHEMICAL LTD PREF./ISSUE 01	1.650	KRW	287.000,00	350.298,63		1,05%	1,03%
LG HOUSEHOLD AND HEALTHCARE PREF/ISSUE01	1.160	KRW	616.000,00	528.580,70		1,59%	1,55%
NAVER	2.170	KRW	378.500,00	607.572,66		1,82%	1,78%
NCISOFT	780	KRW	643.000,00	371.003,65		1,11%	1,09%
PEARLABYSS CORP	7.250	KRW	138.300,00	741.707,70		2,23%	2,17%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	820	USD	1.649,00	1.189.043,26		3,57%	3,49%
SAMSUNG SDI CO LTD	1.050	KRW	655.000,00	508.748,57		1,53%	1,49%
Corée du Sud				4.771.528,26		14,32%	13,99%
CHROMA ATE	100.000	TWD	200,00	635.668,30		1,91%	1,86%
MEDIA TEK INCORPORATION	32.000	TWD	1.190,00	1.210.312,45		3,63%	3,55%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS)	13.800	USD	120,31	1.459.970,10		4,38%	4,28%
Taiwan				3.305.950,85		9,92%	9,69%
COGNIZANT TECHNOLOGY SOLUTIONS -A-	7.400	USD	88,72	577.319,73		1,73%	1,69%
MERCADOLIBRE	260	USD	1.348,40	308.287,02		0,93%	0,90%
NEWMONT CORPORATION	13.500	USD	62,02	736.255,72		2,21%	2,16%
YUM CHINA HOLDINGS INC WI	7.200	HKD	382,60	310.707,82		0,93%	0,91%
Etats-Unis				1.932.570,29		5,80%	5,66%
PROSUS N.V. (ZAR)	7.423	ZAR	1.309,74	535.665,78		1,61%	1,57%
X5 RETAIL GROUP GDR REPR SHS REG-S	5.700	USD	26,47	132.675,87		0,40%	0,39%
YANDEX NV	10.400	USD	60,50	553.288,78		1,66%	1,62%
Pays-Bas				1.221.630,43		3,67%	3,58%
AMBEV SA	139.000	BRL	15,42	338.382,12		1,02%	0,99%
CONCESSOES RODOVIARIAS	110.000	BRL	11,59	201.272,46		0,60%	0,59%
LOCALIZA RENT A CAR SA	45.000	BRL	53,00	376.527,42		1,13%	1,11%
ODONTOPREV - SHS	136.000	BRL	12,60	270.531,40		0,81%	0,79%
Brésil				1.186.713,40		3,56%	3,48%
INFOSYS TECHNOLOGIES ADR REPR.1 SHS	48.000	USD	25,31	1.068.308,13		3,21%	3,13%
Inde				1.068.308,13		3,21%	3,13%
PING AN INS (GRP) CO -H-	75.000	HKD	56,15	474.991,40		1,43%	1,39%
SINOPHARM GROUP CO LTD	223.000	HKD	16,96	426.584,86		1,28%	1,25%
Chine				901.576,26		2,71%	2,64%
TELKOM INDONESIA -B-	3.200.000	IDR	4.040,00	797.633,59		2,39%	2,34%
Indonésie				797.633,59		2,39%	2,34%
SUZUKI MOTOR CORP	16.500	JPY	4.429,00	558.046,04		1,67%	1,64%
Japon				558.046,04		1,67%	1,64%

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
AIA GROUP LTD Hong-Kong	60.000	HKD	78,60	531.922,69 531.922,69		1,60% 1,60%	1,56% 1,56%
NASPERS -N- Afrique du Sud	2.936	ZAR	2.472,00	399.883,86 399.883,86		1,20% 1,20%	1,17% 1,17%
FEMSA SPON ADR REP.10UTS CONS-B-+20SH-D- FOMENTO ECONOMICO UNITS 1 SH-B- 4 SHS-D- Mexique	5.700 1.400	USD MXN	77,71 159,32	389.506,68 9.584,06 399.090,74		1,17% 0,03% 1,20%	1,14% 0,03% 1,17%
CD PROJEKT SA Pologne	3.100	PLN	192,90	130.470,07 130.470,07		0,39% 0,39%	0,38% 0,38%
VKCO SHS GDR REPR 1 SH REGS Iles Vierges Britanniques	8.300	USD	11,59	84.591,10 84.591,10		0,25% 0,25%	0,25% 0,25%
ACTIONS				22.215.731,99		66,66%	65,11%
BANQUE CENT TUNISIE 5.75 15-25 30/01S	200.000	USD	76,72%	134.934,93		0,40%	0,40%
BRAZIL 7.125 06-37 20/01S	140.000	USD	120,57%	148.432,38		0,45%	0,44%
BRF FOODS REGS 5.875 12-22 06/06S	175.000	USD	101,71%	156.510,50		0,47%	0,46%
DOMINICAN REPUBLIC 7.45 14-44 30/04S	150.000	USD	118,65%	156.497,54		0,47%	0,46%
LENOVO GROUP LTD 5.875 20-25 24/04S	200.000	USD	110,34%	194.047,66		0,58%	0,57%
POLOGNE 3.00 12-23 17/03S	300.000	USD	102,76%	271.092,16		0,81%	0,78%
TURKEY 6.25 12-22 26/09S	600.000	USD	100,87%	532.188,71		1,61%	1,55%
USD				1.593.703,88		4,79%	4,66%
AFRIQUE DU SUD 3.75 14-26 24/07A	200.000	EUR	108,86%	217.710,00		0,65%	0,64%
CHILE 1.625 14-25 30/01A	200.000	EUR	104,68%	209.363,00		0,63%	0,61%
MACEDONIA REGS 5.625 16-23 26/07A	175.000	EUR	106,83%	186.960,38		0,56%	0,55%
OMV AG FL.R 15-XX 09/12A	200.000	EUR	119,10%	238.191,00		0,72%	0,69%
PROSUS NV 2.031 20-32 03/08A	150.000	EUR	99,33%	149.001,75		0,45%	0,44%
ROMANIA 2.375 17-27 19/04A	100.000	EUR	106,02%	106.024,00		0,32%	0,31%
ROMANIA 3.875 15-35 29/10A	100.000	EUR	108,59%	108.593,50		0,33%	0,32%
TURKEY 4.125 14-23 11/04A	100.000	EUR	100,97%	100.966,00		0,30%	0,30%
EUR				1.316.809,63		3,96%	3,86%
CZECH REPUBLIC 4.85 07-57 26/11A	6.000.000	CZK	138,89%	335.338,43		1,01%	0,98%
CZECH REPUBLIC 0.45 15-23 25/10A	7.500.000	CZK	94,65%	285.674,55		0,86%	0,84%
TCHQUE REPUBLIQUE GOV 0.00 21-24 12/12U	4.500.000	CZK	90,95%	164.689,13		0,49%	0,48%
CZK				785.702,11		2,36%	2,30%
MEXICAN BONOS 6.50 11-22 09/06S	60.000	MXN	100,07	257.989,58		0,78%	0,75%
MEXICO 5.75 15-26 05/03S	30.000	MXN	94,34	121.604,62		0,36%	0,36%
MEXICO UDIBONOS INDEX 4.50 06-25 12/04S	6.000	MXN	107,89	197.772,47		0,59%	0,58%
MXN				577.366,67		1,73%	1,69%
PHILIPPINES 3.90 12-22 26/11S	10.000.000	PHP	99,89%	172.258,73		0,52%	0,50%
PHILIPPINES 6.25 11-36 14/01S	20.000.000	PHP	112,86%	389.258,59		1,16%	1,15%
PHP				561.517,32		1,68%	1,65%
ASIAN DEVELOPMENT BANK 3.75 20-23 15/09A	51.000.000	RUB	92,80%	554.876,99		1,66%	1,63%
RUB				554.876,99		1,66%	1,63%
ASIAN DEV.BK 6.20 16-26 06/10S	25.000.000	INR	102,29%	302.517,02		0,91%	0,89%
ASIAN INFRA INVEST BK5.0 21-23 02/09A	12.000.000	INR	98,98%	140.505,02		0,42%	0,41%
INR				443.022,04		1,33%	1,30%
BRAZIL 10.00 20-31 01/01S	1.000	BRL	956,72	143.190,19		0,43%	0,42%
BRAZIL -DY- 10.00 14-25 01/01S	2.000	BRL	985,47	295.328,82		0,89%	0,87%
BRL				438.519,01		1,32%	1,29%
EUROP INVEST BK 5.20 12-22 01/03A	6.600.000.000	IDR	100,24%	408.187,08		1,22%	1,20%
IDR				408.187,08		1,22%	1,20%
BEI 8.50 14-24 17/09A	3.500.000	ZAR	105,90%	204.209,97		0,62%	0,60%
SOUTH AFRICA 8.875 15-35 28/02S	750.000	ZAR	89,94%	37.167,16		0,11%	0,11%
SOUTH AFRICA 10.50 98-26 21/12S	2.150.000	ZAR	110,79%	131.242,90		0,39%	0,38%
ZAR				372.620,03		1,12%	1,09%

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
POLAND 2.25 16-22 25/04A	500.000	PLN	100,08%	109.179,97		0,33%	0,32%
POLAND 4.00 12-23 25/10A	1.150.000	PLN	101,09%	253.639,31		0,76%	0,74%
PLN				362.819,28		1,09%	1,06%
INTL BK RECON & 3.3750 21-26 17/02A	1.200.000.000	COP	90,32%	234.181,52		0,70%	0,69%
COP				234.181,52		0,70%	0,69%
HUNGARY 6.00 07-23 24/11A	63.500.000	HUF	103,45%	178.236,41		0,53%	0,52%
HUF				178.236,41		0,53%	0,52%
MALAYSIAN GOV-0313- 3.48 13-23 15/03S	750.000	MYR	101,46%	160.626,43		0,48%	0,47%
MYR				160.626,43		0,48%	0,47%
PERU 6.95 08-31 12/08S	600.000	PEN	107,58%	142.232,00		0,43%	0,42%
PEN				142.232,00		0,43%	0,42%
KREDITANSTALT FUER 2.7 21-24 25/03A	1.000.000	CNH	99,94%	138.202,31		0,41%	0,41%
CNH				138.202,31		0,41%	0,41%
OBLIGATIONS				8.268.622,71		24,81%	24,24%
PICTET-STECCB -I USD- CAP	2.500	USD	125,53	275.962,89	0,02%	0,83%	0,81%
Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA				275.962,89		0,83%	0,81%
OPC-OBLIGATIONS				275.962,89		0,83%	0,81%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				275.962,89		0,83%	0,81%
AUTRES VALEURS MOBILIERES							
MUNICIPALITY FINANCE 6.31 19-22 26/07A	2.500.000.000	IDR	100,97%	155.739,22		0,47%	0,46%
IDR				155.739,22		0,47%	0,46%
OBLIGATIONS				155.739,22		0,47%	0,46%
INDIAN BOND FUND I ACC USD	6.711	USD	13,91	82.087,79	0,04%	0,25%	0,24%
LOF ASIA VALUE BOND USD I CAP UH	1.220	USD	163,05	174.917,66	0,01%	0,52%	0,51%
Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA				257.005,45		0,77%	0,75%
OPC-OBLIGATIONS				257.005,45		0,77%	0,75%
ALLIANZ CHINA A SHARES RT USD CAP	39.000	USD	19,41	665.661,27	0,01%	2,00%	1,95%
CHINA A SHARE EQUITY FUND I ACC USD	35.000	USD	24,09	741.543,26	0,02%	2,23%	2,17%
ROBECCO CHINESE A SHARE EQUITIES I USD C	3.390	USD	250,15	745.698,65	0,01%	2,23%	2,19%
Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA				2.152.903,18		6,46%	6,31%
OPC-ACTIONS				2.152.903,18		6,46%	6,31%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				2.409.908,63		7,23%	7,06%
TOTAL PORTEFEUILLE				33.325.965,44		100,00%	97,68%
CACEIS		USD		283.019,50			0,83%
CACEIS		TWD		200.724,29			0,59%
CACEIS		EUR		161.766,69			0,47%
CACEIS		RUB		114.817,58			0,34%
CACEIS		MXN		9.996,72			0,03%
CACEIS		SGD		8.469,84			0,02%
CACEIS		HKD		6.078,73			0,02%
CACEIS		CZK		5.555,56			0,02%
CACEIS		PLN		5.422,86			0,02%
CACEIS		CNH		4.604,62			0,01%
CACEIS		JPY		1.962,32			0,01%
CACEIS		HUF		1.368,09			0,00%
CACEIS		ZAR		72,18			0,00%
Avoirs bancaires à vue				803.858,98			2,36%
DEPOTS ET LIQUIDITES				803.858,98			2,36%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				21.789,53			0,06%
AUTRES				-35.809,71			-0,10%

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
TOTAL DE L'ACTIF NET				34.115.804,24			100,00%

3.4.2. Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays	
Afrique du Sud	2,36%
Allemagne	0,41%
Autriche	0,71%
Brésil	5,79%
Chili	0,63%
Chine	3,13%
Corée du Sud	14,33%
Etats-Unis	6,50%
Finlande	0,47%
Hong-Kong	2,18%
Hongrie	0,53%
Iles Caïmans	14,79%
Iles Vierges Britanniques	0,25%
Inde	3,21%
Indonésie	2,39%
Japon	1,67%
Luxembourg	9,90%
Macédoine	0,56%
Malaisie	0,48%
Mexique	2,93%
Pays-Bas	4,11%
Pérou	0,43%
Philippines	4,26%
Pologne	2,29%
Rép. Dominicaine	0,47%
Roumanie	0,64%
Taïwan	9,92%
Tchèque	2,36%
Tunisie	0,40%
Turquie	1,90%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Agriculture et pêche	0,47%
Art graphique et maisons d'édition	1,20%
Articles de bureau et ordinateurs	0,97%
Assurances	3,83%
Banques et institutions financières	0,82%
Canton, Etat Fédéral, Province	0,47%
Chimie	2,48%
Distribution et commerce de détail	0,40%
Electronique et semi-conducteurs	10,70%
Electrotechnique et électronique	5,54%
Fonds de Placement	8,06%
Holdings et sociétés financières	0,93%
Industrie agro-alimentaire	1,17%
Industrie automobile	2,80%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	2,87%
Internet et services d' Internet	20,10%
Métaux et pierres précieuses	2,21%
Pays et gouvernement central	16,24%
Pétrole	0,71%
Photo et optique	1,67%
Restauration et industrie hôtelière	1,34%
Services divers	1,85%
Supranational	5,53%
Tabac et alcool	2,21%
Télécommunications	2,39%
Textile et habillement	2,44%
Transports	0,60%
TOTAL	100,00%

3.4.3. Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE	2ème SEMESTRE	EXERCICE COMPLET
Achats	7.188.669,02	8.460.286,47	15.648.955,49
Ventes	6.341.343,36	9.027.320,10	15.368.663,46
Total 1	13.530.012,38	17.487.606,57	31.017.618,95
Souscriptions	3.571.472,29	2.623.055,60	6.194.527,89
Remboursements	2.401.598,05	4.191.464,40	6.593.062,45
Total 2	5.973.070,34	6.814.520,00	12.787.590,34
Moyenne de référence de l'actif net total	36.645.736,26	35.230.884,09	35.924.962,51
Taux de rotation	20,62%	30,29%	50,74%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Belgium SA, Avenue du Port, 86C boîte 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

3.4.4. Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)		Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	du compartiment	d'une action
	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.		
2019	22.987,47	46.228,14	362.395,48	2.247.141,92	4.542.785,89	36.691.784,36	101,25
2020	32.362,49	58.823,22	335.934,75	3.226.525,69	5.790.047,62	34.775.961,97	103,52
2021	59.041,42	63.250,71	331.725,46	6.194.527,89	6.593.062,45	34.115.804,24	102,84

3.4.5. Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

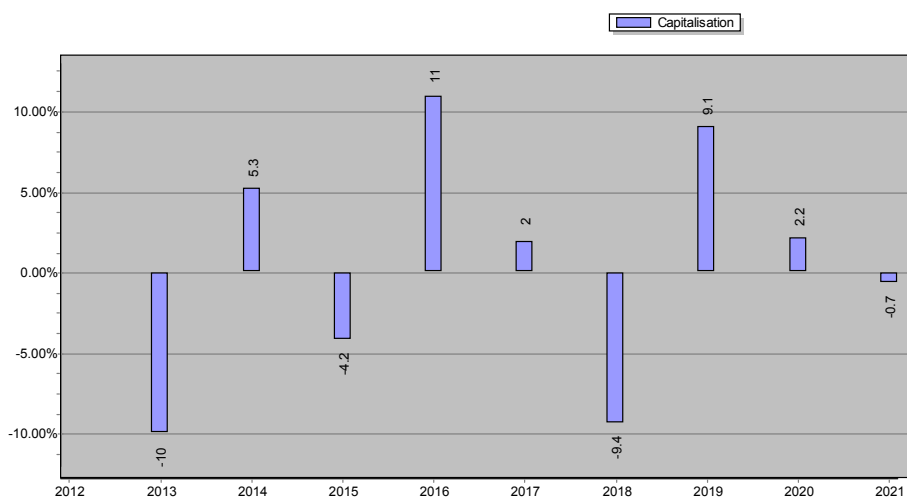
* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable.

* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR):

R

Rendement annuel



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Capitalisation

1 an	3 ans	5 ans
Part	Part	Part
-0,66% (en EUR)	3,47% (en EUR)	0,46% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = \left(\frac{VNI(t+n)}{VNI(t)} \right)^{\frac{1}{n}} - 1$$

avec

P(t; t+n) la performance de t à t+n

VNI t+n	la valeur nette d'inventaire par part en t+n
VNI t	la valeur nette d'inventaire par part en t
n	la période sous revue

3.4.6. Frais

Frais courants

- Part de capitalisation : 1,84%

* Les frais courants sont calculés sur les 12 derniers mois.

* Les frais suivants ne sont pas repris dans le total des frais courants :

- les frais de transaction;
- les commissions de performances.

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Pas d'application.

Existence de fee-sharing agreements

Néant.

3.4.7. Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés

Le poste « II. A. a. Obligations » du bilan contient non seulement des obligations à long terme, mais aussi des obligations à court terme dont la date d'échéance est inférieure à 397 jours :

Code ISIN	Dénomination	Date d'échéance
USP1905CAA82	BRF FOODS REGS 5.875 12-22 06/06S	06.06.22
XS0752537372	EUROP INVEST BK 5.20 12-22 01/03A	01.03.22
MX0MGO0000Q0	MEXICAN BONOS 6.50 11-22 09/06S	09.06.22
XS2031304491	MUNICIPALITY FINANCE 6.31 19-22 26/07A	26.07.22
US718286BX44	PHILIPPINES 3.90 12-22 26/11S	26.11.22
PL0000109492	POLAND 2.25 16-22 25/04A	25.04.22
US900123BZ27	TURKEY 6.25 12-22 26/09S	26.09.22

NOTE 2 - Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats est composé du remboursement de la FSMA (2019).

NOTE 3 - Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé de contributions payées à la FSMA pour ses frais de fonctionnement.

NOTE 4 - Emoluments du commissaire

Conformément à l'article 3:65, § 2 et 4 du Code des sociétés et des associations, nous portons à votre connaissance que le commissaire et les personnes avec lesquelles il a des liens de collaboration sur le plan professionnel, ont facturé des honoraires comme mentionné ci-dessous:

Emoluments du (des) commissaire(s): 4.050,00 EUR HTVA.

Il n'existe pas d'émolument pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le commissaire ou par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié.

NOTE 5 - SFDR

Dans le cadre du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (la « Réglementation SFDR »), le Compartiment est soumis à l'article 6 de la réglementation SFDR tel que reflété dans le prospectus en date du 03 septembre 2021. En outre, les

investissements sous-jacents du compartiment ne prend pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du règlement (UE) 2020/852 du Parlement Européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (le "Règlement Taxonomie").

4. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOSTOCKS

4.1. RAPPORT DE GESTION

4.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 02/12/2013 au prix de 100,00 EUR par part de capitalisation et de distribution.

4.1.2. Cotation en bourse

Non applicable.

4.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Le compartiment investit dans des actions de sociétés sans limite géographique et dans des titres qui donnent accès au capital de ces sociétés. Le compartiment vise une expansion du capital à long terme.

Une diversification efficace est substantielle dans la politique d'investissement.

Aucune garantie formelle n'est octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence : Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Pour atteindre son objectif, le compartiment investit essentiellement dans un portefeuille constitué d'actions de sociétés et diversifié d'un point de vue géographique et sectoriel. Le compartiment investit tant dans des sociétés qui sont actives sur les marchés développés (Europe, Etats Unis et Japon) que dans des sociétés actives sur les marchés émergents et frontières (« emerging and frontier markets ») avec un maximum de 10% dans ces dernières. Parmi les sociétés sélectionnées, au moins 80% sera investi dans des sociétés qui répondent aux tendances à long terme, définies par Econopolis Wealth Management, en particulier à : (1) l'agriculture et l'alimentation, (2) l'énergie, (3) les matières premières, (4) l'ICT (technologies de l'information et des communications) et (5) les activités qui répondent à la croissance, le vieillissement et l'urbanisation de la population mondiale. Ce dernier groupe comprend entre autre les soins de santé, les consommateurs ainsi que d'autres produits liés à l'amélioration du niveau de vie, la mobilité et la communication, etc. Les décisions d'investissement dans d'autres secteurs sont prises par le Conseil d'Administration sur proposition d'Econopolis Wealth Management SA. Pour d'autres restrictions d'investissement, veuillez consulter le chapitre « Aspects sociaux, éthiques et environnementaux » ci-dessous.

À titre accessoire, le compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire et en parts d'organismes de placement collectif.

La politique d'investissement respecte les règles définies par l'Arrêté Royal de 2012.

Transactions sur instruments financiers dérivés autorisés

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collateral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Limites de la politique d'investissement

Le compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Le compartiment n'investira pas plus de 10% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas systématiquement couvert. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir entièrement ou partiellement le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

La volatilité de la valeur nette d'inventaire peut être élevée en raison de la composition du portefeuille.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Le compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir à un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante.

De plus, le compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies" (UNGC) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du compartiment sont disponibles dans la rubrique "Politique d'investissement durable" sur le site www.crelan.be ou dans le prospectus.

4.1.4. Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

4.1.5. Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

4.1.6. Indice et benchmark

Non applicable.

4.1.7. Politique suivie pendant l'exercice

Actions

Au cours du premier semestre, nous avons légèrement diminué la position dans Mondelez (snacks) et racheté des actions PepsiCo (boissons, snacks et céréales) dans le secteur de la Consommation de Base. Nous avons également pris une position dans Lerøy Seafood, un des plus grands acteurs dans le domaine de l'élevage de saumons et de la capture de poissons blancs. Le premier semestre, nous avons acheté des actions du brasseur AB Inbev pour profiter de la réouverture de l'horeca. Par la suite, nous avons vendu la position par crainte que l'inflation des coûts à la hausse ne fasse pression sur les marges. Nous avons augmenté la participation dans Henkel, qui est active dans le domaine des adhésifs, des produits ménagers et des soins personnels. Le second semestre nous avons augmenté la position dans Mondelez.

Dans le secteur des Biens de Consommation Durables nous avons vendu l'intérêt dans Prosus, parce que nous préférons une participation directe dans Tencent. Nous avons vendu la position dans Alibaba à cause de la réglementation de plus en plus sévère en Chine. Nous avons acheté des actions de l'entreprise de commerce électronique Amazon, sur lesquelles nous avons pris notre bénéfice plus tard dans l'année. Le second semestre, nous avons pris des positions dans Daimler et Stellantis. Daimler est un producteur important de voitures premium et de luxe. Dans les prochaines années, ce marché continuera à croître plus vite que le marché automobile au sens large. Depuis peu, Daimler se focalise sur la rentabilité, plutôt que sur les volumes, et mise pleinement sur l'électrification de ses modèles. En décembre, le groupe a rendu sa division camions et bus autonome via une cotation en bourse séparée. Stellantis, le quatrième plus grand fabricant automobile, est le résultat de la fusion de PSA Citroën Peugeot avec Fiat Chrysler Automobiles. Les marques du groupe ne sont pas les plus sensationnelles, mais ces dernières années les deux partenaires de la fusion ont accompli un beau parcours financier. Le groupe investit 30 milliards d'euros dans l'électrification d'ici 2025. Nous avons aussi pris une première position dans le groupe de luxe Kering, le numéro deux du secteur du luxe avec des marques telles que YSL, Bottega Veneta et Balenciaga. La marque phare du groupe est toutefois Gucci, qui représente environ 60% du chiffre d'affaires et 80% du bénéfice du groupe. Le marché des produits de luxe devrait poursuivre son expansion au cours des années à venir, grâce à la prospérité croissante (en Asie). Nous avons racheté des actions de la société Nike, qui est active dans le secteur des vêtements et des chaussures de sport.

Dans le secteur des Soins de Santé, nous avons pris le bénéfice sur Eli Lilly après l'impressionnante performance du cours de l'action. Nous avons augmenté nos positions dans AstraZeneca, Boston Scientific, Johnson & Johnson, Novo Nordisk et Roche. Boston Scientific devrait bénéficier d'une reprise du secteur des équipements médicaux à mesure que le fonctionnement des hôpitaux se normalise. Roche se relève peu à peu de son *patent cliff* (expiration de brevets) et se prépare à connaître une nouvelle croissance plus rapide. Johnson & Johnson possède un très large portefeuille tant de médicaments, que d'équipements médicaux. L'entreprise a l'intention de se scinder en deux. Nous avons vendu la position dans Becton Dickinson et Alcon, l'entreprise de soins oculaires. Nous avons racheté des actions Philips, mais les avons ensuite vendues à perte, car l'entreprise continue à éprouver des problèmes avec un appareil pour le traitement de l'apnée du sommeil. Le règlement de cette problématique prendra du temps et peut engendrer des dédommagements considérables. Nous nous sommes défaits de l'exploitant de maisons de repos Orpea dans le courant du second semestre.

Nous avons acheté des actions d'Akzo Nobel dans le secteur des Matériaux. Cette entreprise a vendu sa branche chimique il y a quelques années et est devenue depuis un acteur pur dans le secteur des peintures et des laques. Cette activité est très rentable et ne nécessite pas d'investissements tellement élevés. Nous avons vendu la participation dans le producteur d'engrais Yara. Nous avons racheté des actions d'Arkema, qui est active dans les adhésifs, les composants pour les revêtements et les matériaux avancés. Le spécialiste de l'emballage finlandais Huhtamäki a fait son come-back dans le portefeuille. Cette entreprise devrait bénéficier de la réouverture de l'économie, tandis que la hausse des prix des matières premières ne devrait peser que temporairement sur les marges. Nous avons acheté des actions de la société irlandaise Smurfit Kappa, un acteur européen de premier plan dans le secteur des emballages en carton ondulé. L'entreprise est fortement intégrée verticalement et donc moins vulnérable aux fluctuations du prix des déchets de papier utilisés comme matière première. La demande de carton augmente en raison de l'importance croissante du commerce électronique et parce que le carton gagne en importance au détriment des emballages en plastique. Nous avons pris le bénéfice sur l'entreprise d'ingrédients alimentaires DSM (potentiel du cours limité) et sur le groupe de matériaux Solvay. Nous avons racheté des actions du groupe de mines d'or Newmont Mining.

Dans le secteur de l'Industrie nous avons pris notre bénéfice sur le constructeur de turbines éoliennes Vestas, en raison de la valorisation élevée et des faibles perspectives à court terme (peu de nouvelles commandes, inflation des coûts). Le groupe de matériaux de construction Saint-Gobain a fait son come-back dans le portefeuille. Cette société a sous-performé au cours de la dernière décennie, alors qu'elle a un potentiel intrinsèque. L'entreprise devrait pouvoir profiter de la reprise conjoncturelle et elle devrait également bénéficier des initiatives gouvernementales visant à rendre les bâtiments plus durables. Finalement, Saint-Gobain doit aussi pouvoir recueillir le fruit des initiatives de la nouvelle direction pour augmenter structurellement la rentabilité de l'entreprise. Nous avons racheté des actions du groupe de construction et de concessions Vinci, ainsi que de Metso Outotec (équipement pour l'exploitation minière, les agrégats, le recyclage et l'affinage de métaux). Nous avons pris notre bénéfice sur Bureau Veritas, Deutsche Post DHL Group et Kion, car le futur potentiel à la hausse du cours nous semblait limité pour ces actions. Nous avons racheté des actions d'Assa Abloy, un spécialiste des serrures, des portes et du contrôle d'accès.

Dans le secteur de la Technologie de l'Information, nous avons acheté des actions supplémentaires d'Infineon et pris une position dans NXP Semiconductors. Les deux sociétés sont des leaders dans le développement de semi-conducteurs entre autres pour des voitures, des applications industrielles et à des fins de communication. Le premier semestre nous avons

légèrement réduit la position dans le producteur de batteries Samsung SDI, avant de racheter à nouveau des actions de cette entreprise le second semestre. La demande de voitures électriques devrait monter en flèche au cours des prochaines années, en raison des normes d'émission de plus en plus sévères, des stimuli fiscaux et de la baisse de l'écart de prix entre les voitures électriques et thermiques. Salesforce, Taiwan Semiconductor (TSMC) et Visa étaient des nouveaux venus dans le portefeuille. Salesforce est leader mondial des logiciels de gestion de la clientèle et de marketing (CRM). La tendance à une augmentation du travail hybride (bureau/maison) et de la numérisation (cloud) soutient la demande de services de Salesforce. L'entreprise occupe une position solide sur le marché et la rotation de la clientèle est limitée. TSMC est le plus grand fabricant de puces indépendant du monde. Ces puces sont utilisées dans des smartphones, des pc, de l'électronique, des appareils électroménagers, des voitures, ... En raison de la tendance croissante à la numérisation, la demande de produits de la société restera importante. Visa, un des principaux émetteurs de cartes de crédit et de débit, a fait ses preuves question croissance et rentabilité. Visa et ses concurrents profitent de l'expansion du commerce électronique et de la numérisation des paiements. Nous avons pris notre bénéfice sur Micron, un spécialiste des puces mémoires.

Dans le secteur des Médias, nous avons liquidé la position résiduelle dans la société de gaming Activision Blizzard en raison de la dégradation du score de durabilité de cette entreprise.

Dans le secteur de l'Immobilier nous avons pris une participation dans Vonovia, un grand acteur européen de l'immobilier résidentiel. Nous avons pris part à l'augmentation de capital qui a servi à reprendre le concurrent Deutsche Wohnen.

Pour ce qui concerne les Entreprises d'Utilité Publique, nous avons racheté des actions de la société espagnole Iberdrola, un acteur de référence sur le plan de l'énergie durable. La société réalise également une grande partie de ses revenus en exploitant des réseaux d'électricité, une activité stable et très prévisible.

4.1.8. Politique future

Actions

Diverses modifications ont été apportées au sein du compartiment dans le courant de l'année. Dans le portefeuille d'actions, nous avons prêté une attention particulière à la diversification, et ce tant sur le plan des régions, que des secteurs et des entreprises. Le portefeuille constitue un mix d'entreprises qui sont de toute évidence en croissance et d'autres entreprises caractérisées par une croissance inférieure, mais surtout par un flux de revenus stable. Dans les mois à venir, nous souhaitons continuer à contrôler la diversification, en tant que moyen de limiter d'une part la volatilité prévue – en conséquence du changement de politique des banques centrales, de l'inflation des coûts élevée et du pic éventuel de la croissance économique – mais aussi en tant que moyen de générer des rendements, d'autre part.

4.1.9. Indicateur synthétique de risque et de rendement

Le compartiment ECONOSTOCKS présente actuellement un profil de risque et de rendement de niveau 5 sur une échelle de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La classe de risque au moment de la création du compartiment était de 6.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 (CESR). Cet indicateur représente la volatilité historique annuelle du compartiment sur une période de 5 ans. Le but est d'aider l'investisseur à comprendre quelles incertitudes quant aux pertes et bénéfices peuvent influencer son investissement.

La catégorie de risque 5 correspond à un potentiel moyen de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son investissement dans des actions de sociétés sans limitation géographique ou sectorielle.

Les données historiques utilisées pour le calcul de cet indicateur pourraient ne pas constituer une indication fiable pour le futur profil de risque du compartiment. La catégorie de risque liée à ce compartiment n'est pas garantie et peut changer au fil du temps.

4.1.10. Affectation des résultats

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires de distribuer le dividende brut suivant :

3,35 EUR payable le 17.06.2022.

4.2. BILAN

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	238.704.581,03	138.010.525,34
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	230.931.326,34	131.347.610,64
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	230.931.326,34	131.347.610,64
IV. Créances et dettes à un an au plus	-7.877.893,64	-5.898.061,94
A. Créances		
a. Montants à recevoir	294.905,22	256.720,09
b. Avoirs fiscaux	275.793,86	127.713,96
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-245.647,49	-973.457,13
c. Emprunts (-)	-8.202.945,23	-5.309.038,86
V. Dépôts et liquidités	16.869.581,86	13.249.837,32
A. Avoirs bancaires à vue	16.869.581,86	13.249.837,32
VI. Comptes de régularisation	-1.218.433,53	-688.860,68
C. Charges à imputer (-)	-1.218.433,53	-688.860,68
TOTAL CAPITAUX PROPRES	238.704.581,03	138.010.525,34
A. Capital	199.253.903,96	124.353.784,62
B. Participations au résultat	6.598.765,91	406.846,10
C. Résultat reporté	2.897.964,01	1.647.843,03
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	29.953.947,15	11.602.051,59

4.3. COMPTE DE RESULTATS

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	31.005.238,04	12.282.533,44
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	25.648.208,66	15.911.837,11
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	5.357.029,38	-3.629.303,67
II. Produits et charges des placements	2.748.174,96	1.367.793,25
A. Dividendes	3.220.745,00	1.696.013,58
B. Intérêts		
b. Dépôts et liquidités		338,61
C. Intérêts d'emprunts (-)	-123.945,78	-77.523,68
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-348.624,26	-251.035,26
III. Autres produits	453,72	2.057,94
B. Autres	453,72	2.057,94
IV. Coûts d'exploitation	-3.799.919,57	-2.050.333,04
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-188.662,91	-102.249,54
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-57.804,77	-30.514,22
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière		
R	-1.310.804,81	-680.101,55
b. Gestion administrative et comptable	-58.993,01	-36.878,22
c. Rémunération commerciale		
R	-1.875.878,51	-1.020.152,30
E. Frais administratifs (-)	-14.020,82	-6.870,22
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-2.037,26	-792,05
G. Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-2.832,46	-2.114,75
H. Services et biens divers (-)	-34.176,00	-25.753,58
J. Taxes	-219.405,46	-126.727,17
K. Autres charges (-)	-35.303,56	-18.179,44
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	-1.051.290,89	-680.481,85
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	29.953.947,15	11.602.051,59
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	29.953.947,15	11.602.051,59
SECTION 4: AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS		
I. Bénéfice (Perte) à affecter	39.450.677,07	13.656.740,72
a. Bénéfice reporté (Perte reportée) de l'exercice précédent	2.897.964,01	1.647.843,03
b. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	29.953.947,15	11.602.051,59
c. Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	6.598.765,91	406.846,10
II. (Affectations au) Prélèvements sur le capital	-30.677.153,85	-10.259.439,23
III. (Bénéfice à reporter) Perte à reporter	-7.993.269,36	-2.897.964,01
IV. (Distribution des dividendes)	-780.253,86	-499.337,48

4.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

4.4.1. Composition des actifs au 31.12.21

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
<u>VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE</u>						
ALPHABET INC -A-	2.950	USD	2.897,04	7.515.184,66	3,25%	3,15%
ARISTA NETWORKS INC	40.000	USD	143,75	5.056.278,58	2,19%	2,12%
BOSTON SCIENTIF CORP	198.000	USD	42,48	7.396.271,54	3,20%	3,10%
FEDEX CORP	24.000	USD	258,64	5.458.459,37	2,36%	2,29%
JOHNSON & JOHNSON	42.000	USD	171,07	6.318.097,08	2,74%	2,65%
MICROSOFT CORP	26.500	USD	336,32	7.837.214,21	3,39%	3,28%
MONDELEZ INTERNATIONAL INC	99.000	USD	66,31	5.772.678,51	2,50%	2,42%
NEWMONT CORPORATION	201.500	USD	62,02	10.989.298,28	4,75%	4,60%
NIKE INC	42.000	USD	166,67	6.155.592,68	2,67%	2,58%
PEPSICO INC	29.000	USD	173,71	4.429.818,85	1,92%	1,86%
SALESFORCE.COM INC	17.500	USD	254,13	3.910.723,71	1,69%	1,64%
VISA INC -A-	31.000	USD	216,71	5.907.500,88	2,56%	2,47%
Etats-Unis				76.747.118,35	33,22%	32,16%
ARKEMA SA	55.000	EUR	123,85	6.811.750,00	2,95%	2,85%
CIE DE SAINT-GOBAIN	125.000	EUR	61,87	7.733.750,00	3,34%	3,25%
KERING	5.000	EUR	706,90	3.534.500,00	1,53%	1,48%
SCHNEIDER ELECTRIC SE	23.000	EUR	172,46	3.966.580,00	1,72%	1,66%
VINCI SA	70.000	EUR	92,91	6.503.700,00	2,82%	2,72%
France				28.550.280,00	12,36%	11,96%
DAIMLER AG NAMEN-AKT	82.000	EUR	67,59	5.542.380,00	2,40%	2,32%
DAIMLER TRUCK HOLDING AG	72.000	EUR	32,29	2.324.880,00	1,01%	0,97%
HENKEL AG & CO KGAA	52.000	EUR	71,14	3.699.280,00	1,60%	1,55%
INFINEON TECHNOLOGIES REG SHS	175.000	EUR	40,76	7.133.000,00	3,09%	2,99%
VONOVIA SE	122.798	EUR	48,50	5.955.703,00	2,58%	2,50%
Allemagne				24.655.243,00	10,68%	10,33%
AKZO NOBEL NV	62.000	EUR	96,50	5.983.000,00	2,59%	2,51%
NN GROUP NV	120.231	EUR	47,61	5.724.197,91	2,48%	2,40%
NXP SEMICONDUCTORS	35.500	USD	227,78	7.110.613,79	3,08%	2,97%
STELLANTIS N.V.-BEARER & REGISTERED SHS	263.000	EUR	16,69	4.388.418,00	1,90%	1,84%
Pays-Bas				23.206.229,70	10,05%	9,72%
ABB LTD REG SHS	251.000	CHF	34,90	8.454.277,86	3,67%	3,54%
NESTLE SA REG SHS	21.300	CHF	127,44	2.619.767,41	1,13%	1,10%
ROCHE HOLDING LTD	19.000	CHF	379,10	6.951.599,67	3,01%	2,91%
Suisse				18.025.644,94	7,81%	7,55%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	2.800	USD	1.649,00	4.060.147,73	1,76%	1,70%
SAMSUNG SDI CO LTD	13.100	KRW	655.000,00	6.347.244,07	2,75%	2,66%
Corée du Sud				10.407.391,80	4,51%	4,36%
HUHTAMAKI OYJ	90.000	EUR	38,89	3.500.100,00	1,52%	1,47%
METSO OUTOTEC OYJ	643.000	EUR	9,35	6.010.764,00	2,60%	2,51%
Finlande				9.510.864,00	4,12%	3,98%
NOVO NORDISK	74.000	DKK	735,00	7.312.842,85	3,17%	3,06%
Danemark				7.312.842,85	3,17%	3,06%
SMURFIT KAPPA PLC	124.000	EUR	48,44	6.006.560,00	2,60%	2,52%
Irlande				6.006.560,00	2,60%	2,52%
ASTRAZENECA PLC	58.000	GBP	86,78	5.994.807,05	2,60%	2,51%
Royaume-Uni				5.994.807,05	2,60%	2,51%
ASSA ABLOY -B- NEW I	192.000	SEK	276,20	5.150.582,75	2,23%	2,16%
Suède				5.150.582,75	2,23%	2,16%

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
IBERDROLA SA Espagne	484.875	EUR	10,41	5.047.548,75 5.047.548,75	2,19% 2,19%	2,11% 2,11%
LEROY SEAFOOD GROUP ASA Norvège	575.000	NOK	68,96	3.954.069,29 3.954.069,29	1,71% 1,71%	1,66% 1,66%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS) Taiwan	33.000	USD	120,31	3.491.232,85 3.491.232,85	1,51% 1,51%	1,46% 1,46%
ACTIONS				228.060.415,33	98,76%	95,54%
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>						
TENCENT HOLDINGS LTD UNSPON ADR REP 1 SH Iles Caïmans	56.000	USD	58,30	2.870.911,01 2.870.911,01	1,24% 1,24%	1,20% 1,20%
ACTIONS				2.870.911,01	1,24%	1,20%
TOTAL PORTEFEUILLE				230.931.326,34	100,00%	96,74%
CACEIS		EUR		14.673.030,23		6,15%
CACEIS		DKK		2.081.532,24		0,87%
CACEIS		CHF		91.737,86		0,04%
CACEIS		GBP		14.899,69		0,01%
CACEIS		NOK		8.381,84		0,00%
Avoirs bancaires à vue				16.869.581,86		7,07%
DEPOTS ET LIQUIDITES				16.869.581,86		7,07%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				-7.877.893,64		-3,30%
AUTRES				-1.218.433,53		-0,51%
TOTAL DE L'ACTIF NET				238.704.581,03		100,00%

4.4.2. Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays	
Allemagne	10,68%
Corée du Sud	4,51%
Danemark	3,17%
Espagne	2,19%
Etats-Unis	33,22%
Finlande	4,12%
France	12,36%
Iles Caïmans	1,24%
Irlande	2,60%
Norvège	1,71%
Pays-Bas	10,05%
Royaume-Uni	2,60%
Suède	2,23%
Suisse	7,81%
Taiwan	1,51%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Assurances	2,48%
Biens de consommation divers	3,12%
Chimie	5,54%
Construction de machines et appareils	2,23%
Construction et matériaux de construction	6,17%
Distribution et commerce de détail	1,53%
Electronique et semi-conducteurs	12,19%
Electrotechnique et électronique	5,38%
Energie et eau	2,19%
Industrie agro-alimentaire	7,26%
Industrie automobile	5,31%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	14,70%
Internet et services d' Internet	11,77%
Métaux et pierres précieuses	4,76%
Métaux non ferreux	2,60%
Papier et bois	2,60%
Services divers	2,56%
Sociétés immobilières	2,58%
Textile et habillement	2,67%
Transports	2,36%
TOTAL	100,00%

4.4.3. Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE	2ème SEMESTRE	EXERCICE COMPLET
Achats	72.604.034,31	74.922.224,88	147.526.259,19
Ventes	31.483.550,87	49.418.066,64	80.901.617,51
Total 1	104.087.585,18	124.340.291,52	228.427.876,70
Souscriptions	51.800.772,81	39.630.801,92	91.431.574,73
Remboursements	9.383.518,87	10.654.704,36	20.038.223,23
Total 2	61.184.291,68	50.285.506,28	111.469.797,96
Moyenne de référence de l'actif net total	172.241.935,44	217.894.927,64	195.534.278,40
Taux de rotation	24,91%	33,99%	59,81%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Belgium SA, Avenue du Port, 86C boîte 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

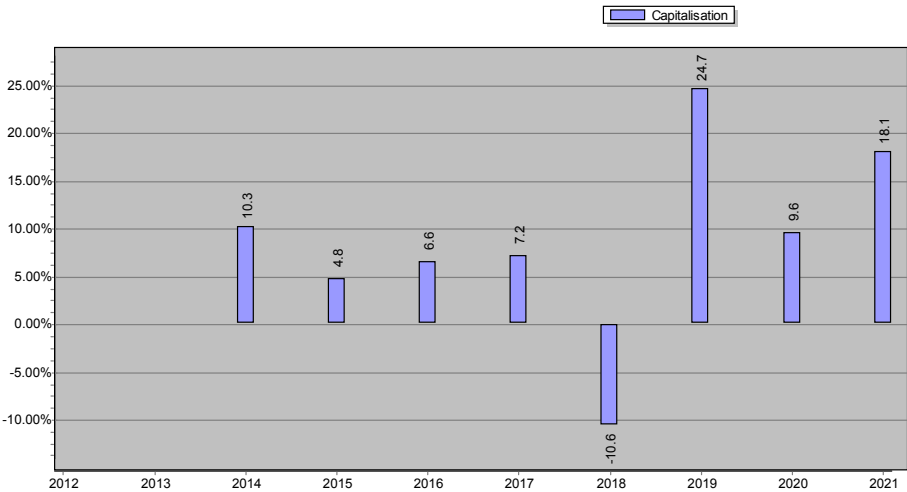
4.4.4. Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation							Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)				Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)		
Année	Souscrites		Remboursées		Fin de période			Souscriptions		Remboursements		de la classe	d'une action	
	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Total	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.		Cap.	Dis.
2019	138.125,65	25.350,59	45.251,01	6.922,67	546.145,85	94.368,29	640.514,14	18.878.013,26	3.158.435,82	6.222.256,62	859.053,64	93.027.629,71	147,18	134,00
2020	256.849,17	70.490,71	80.082,23	15.803,04	722.912,79	149.055,96	871.968,75	38.382.352,46	9.421.538,20	11.926.089,52	2.126.080,37	138.010.525,34	161,37	143,25
2021	416.894,34	108.609,94	89.810,85	24.754,30	1.049.996,28	232.911,60	1.282.907,88	74.403.967,19	17.027.607,54	16.105.365,78	3.932.857,45	238.704.581,03	190,59	165,67

4.4.5. Performances

- * Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.
- * Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable.
- * Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.
- * Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR):

R
Rendement annuel



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Capitalisation

1 an	3 ans	5 ans
Part	Part	Part
18,11% (en EUR)	17,32% (en EUR)	9,13% (en EUR)

- * Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.
- * Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = \left(\frac{VNI(t+n)}{VNI(t)} \right)^{\frac{1}{n}} - 1$$

avec

$P(t; t+n)$ la performance de t à t+n

$VNI(t+n)$ la valeur nette d'inventaire par part en t+n

$VNI(t)$ la valeur nette d'inventaire par part en t

n la période sous revue

4.4.6. Frais

Frais courants

- Part de capitalisation : 1,85%
- Part de distribution : 1,85%

* Les frais courants sont calculés sur les 12 derniers mois.

* Les frais suivants ne sont pas repris dans le total des frais courants :

- les frais de transaction;
- les commissions de performances.

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Pas d'application.

Existence de fee-sharing agreements

Néant.

4.4.7. Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats est composé du remboursement de la FSMA (2019).

NOTE 2 - Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé de contributions payées à la FSMA pour ses frais de fonctionnement.

NOTE 3 - Emoluments du commissaire

Conformément à l'article 3:65, § 2 et 4 du Code des sociétés et des associations, nous portons à votre connaissance que le commissaire et les personnes avec lesquelles il a des liens de collaboration sur le plan professionnel, ont facturé des honoraires comme mentionné ci-dessous:

Emoluments du (des) commissaire(s): 4.050,00 EUR HTVA.

Il n'existe pas d'émolument pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le commissaire ou par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié.

NOTE 4 - SFDR

Les compartiments favorisent, entre autres caractéristiques, les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (appelées « ESG ») et sont soumis à l'Article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (la « Réglementation SFDR »). Le prospectus en date du 03 septembre 2021 a été publié afin de décrire la manière dont les risques en matière de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement dans le respect des objectifs et politiques d'investissement des Compartiments, en particulier, les informations sur la manière dont les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance sont respectées ; ainsi que les résultats de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement des compartiments.

5. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT SUSTAINABLE

5.1. RAPPORT DE GESTION

5.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 12/06/2017 au prix de 100,00 EUR par part de capitalisation et de distribution.

5.1.2. Cotation en bourse

Non applicable.

5.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Le Feeder investit au moins 95% de ses actifs dans la classe O du Master. L'objectif du Feeder est identique à celui de son Master dont la politique d'investissement est résumée dans le cadre ci-dessous.

L'absence de performance passée du Feeder et de la classe O du Master ne permet pas à ce jour une comparaison entre elles, l'analyse des performances sera reprise dans une version ultérieure du prospectus. Si les performances du Feeder resteront alignées sur les performances du Master, un léger décalage pourra survenir tenant compte du fait qu'un maximum de 5% des actifs du Feeder pourra ne pas être investi dans le Master et que le Feeder supportera des frais propres tels que détaillés ci-dessous;

Aucune garantie formelle n'est octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence : Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Le compartiment est un Feeder du compartiment Econopolis Patrimonial Sustainable. Le Feeder investit en permanence au moins 95% de ses actifs dans les parts de la classe O du Master Econopolis Patrimonial Sustainable. La partie des actifs non investis dans les parts de la classe O du Master représentera des positions temporaires en cash pour gérer les apports et les rachats.

La politique d'investissement respecte les règles définies par l'Arrêté Royal de 2012.

Limites de la politique d'investissement

En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Le compartiment n'investira pas plus de 5% de son portefeuille en obligations de marchés émergents et frontières qui auront un rating inférieur à BB-/Ba3. La note retenue sera celle de l'une des agences de notation principales donnant la note la plus élevée.

Le compartiment n'investira par ailleurs pas plus de 5% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

La volatilité de la valeur nette d'inventaire peut être élevée en raison de la composition du portefeuille.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Le compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance à travers le master mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir à un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante.

De plus, le compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies" (UNGC) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du compartiment sont disponibles dans la rubrique "Politique d'investissement durable" sur le site www.crelan.be ou dans le prospectus.

5.1.4. Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

5.1.5. Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

5.1.6. Indice et benchmark

Non applicable.

5.1.7. Politique suivie pendant l'exercice

Actions

Au cours du premier semestre, la pondération des actions était d'environ 35%, ce qui était historiquement élevé. En juillet, nous avons consciemment diminué la pondération des actions de quelques pourcents en raison de la crainte d'une hausse de l'inflation et des taux, et aussi parce que les investisseurs étaient trop enthousiastes à notre avis. Nous avons clôturé l'année par une pondération des actions d'environ 33%.

Au cours du premier semestre, nous avons légèrement diminué la position dans Mondelez (snacks) et racheté des actions PepsiCo (boissons, snacks et céréales) dans le secteur de la Consommation de Base. Nous avons acheté des actions du brasseur AB Inbev pour profiter de la réouverture de l'horeca. Par la suite, nous avons vendu la position par crainte que l'inflation des coûts à la hausse ne fasse pression sur les marges. Nous avons augmenté la participation dans Henkel, qui est active dans le domaine des adhésifs, des produits ménagers et des soins personnels. Nous avons également pris une position dans Lerøy Seafood, un des plus grands acteurs dans le domaine de l'élevage de saumons et de la capture de poissons blancs.

Dans le secteur des Biens de Consommation Durables nous avons vendu l'intérêt dans Prosus, parce que nous préférons une participation directe dans Tencent. Nous avons vendu la position dans Alibaba à cause de la réglementation de plus en plus sévère en Chine. Nous avons acheté des actions de l'entreprise de commerce électronique Amazon, sur lesquelles nous avons pris notre bénéfice plus tard dans l'année. Le second semestre, nous avons pris des positions dans Daimler et Stellantis. Daimler est un producteur important de voitures premium et de luxe. Dans les prochaines années, ce marché continuera à croître plus vite que le marché automobile au sens large. Depuis peu, Daimler se focalise sur la rentabilité, plutôt que sur les volumes, et mise pleinement sur l'électrification de ses modèles. En décembre, le groupe a rendu sa division camions et bus autonome via une cotation en bourse séparée. Stellantis, le quatrième plus grand fabricant automobile, est le résultat de la fusion de PSA Citroën Peugeot avec Fiat Chrysler Automobiles. Les marques du groupe ne sont pas les plus sensationnelles, mais ces dernières années les deux partenaires de la fusion ont accompli un beau parcours financier. Le groupe investit 30 milliards d'euros dans l'électrification d'ici 2025. Nous avons aussi pris une première position dans le groupe de luxe Kering, le numéro deux du secteur du luxe avec des marques telles que YSL, Bottega Veneta et Balenciaga. La marque phare du groupe est toutefois Gucci, qui représente environ 60% du chiffre d'affaires et 80% du bénéfice du groupe. Le marché des produits de luxe devrait poursuivre son expansion au cours des années à venir, grâce à la prospérité croissante (en Asie).

Dans le secteur des Soins de Santé, nous avons pris le bénéfice sur Eli Lilly après l'impressionnante performance du cours de l'action. Nous avons augmenté nos positions dans Roche et Johnson & Johnson. Roche se relève peu à peu de son *patent cliff* (expiration de brevets) et se prépare à connaître une nouvelle croissance plus rapide. Johnson & Johnson possède un très large portefeuille tant de médicaments, que d'équipements médicaux. L'entreprise a l'intention de se scinder en deux. Nous

avons vendu la position dans Becton Dickinson et Alcon, l'entreprise de soins oculaires. Nous avons racheté des actions Philips, mais les avons ensuite vendues à perte, car l'entreprise continue à éprouver des problèmes avec un appareil pour le traitement de l'apnée du sommeil. Le règlement de cette problématique prendra du temps et peut engendrer des dédommagements considérables. Nous avons vendu UCB au sein du compartiment et nous nous sommes également défaits de l'exploitant de maisons de repos Orpea.

Nous avons acheté des actions d'Akzo Nobel dans le secteur des Matériaux. Cette entreprise a vendu sa branche chimique il y a quelques années et est devenue depuis un acteur pur dans le secteur des peintures et des laques. Cette activité est très rentable et ne nécessite pas d'investissements tellement élevés. Nous avons racheté des actions d'Arkema, qui est active dans les adhésifs, les composants pour les revêtements et les matériaux avancés. Le spécialiste de l'emballage finlandais Huhtamäki a fait son come-back dans le portefeuille. Cette entreprise devrait bénéficier de la réouverture de l'économie, tandis que la hausse des prix des matières premières ne devrait peser que temporairement sur les marges. Nous avons acheté des actions de la société irlandaise Smurfit Kappa, un acteur européen de premier plan dans le secteur des emballages en carton ondulé. L'entreprise est fortement intégrée verticalement et donc moins vulnérable aux fluctuations du prix des déchets de papier utilisés comme matière première. La demande de carton augmente en raison de l'importance croissante du commerce électronique et parce que le carton gagne en importance au détriment des emballages en plastique.

Dans le secteur de l'Industrie nous avons pris notre bénéfice sur le constructeur de turbines éoliennes Vestas, en raison de la valorisation élevée et des faibles perspectives à court terme (peu de nouvelles commandes, inflation des coûts). Le groupe de matériaux de construction Saint-Gobain a fait son come-back dans le portefeuille. Cette société a sous-performé au cours de la dernière décennie, alors qu'elle a un potentiel intrinsèque. L'entreprise devrait pouvoir profiter de la reprise conjoncturelle et elle devrait également bénéficier des initiatives gouvernementales visant à rendre les bâtiments plus durables. Finalement, Saint-Gobain doit aussi pouvoir recueillir le fruit des initiatives de la nouvelle direction pour augmenter structurellement la rentabilité de l'entreprise. Nous avons pris notre bénéfice sur Bureau Veritas, Deutsche Post DHL Group et Kion, car le futur potentiel à la hausse du cours nous semblait limité pour ces actions.

Dans le secteur de la Technologie de l'Information, nous avons acheté des actions supplémentaires d'Infineon et pris une position dans NXP Semiconductors. Les deux sociétés sont des leaders dans le développement de semi-conducteurs entre autres pour des voitures, des applications industrielles et à des fins de communication. Le premier semestre nous avons légèrement réduit la position dans le producteur de batteries Samsung SDI, avant de racheter à nouveau des actions de cette entreprise le second semestre. La demande de voitures électriques devrait monter en flèche au cours des prochaines années, en raison des normes d'émission de plus en plus sévères, des stimuli fiscaux et de la baisse de l'écart de prix entre les voitures électriques et thermiques. Visa, une des principaux émetteurs de cartes de crédit et de débit, était un nouveau venu dans le portefeuille. La société a fait ses preuves question croissance et rentabilité. Visa et ses concurrents profitent de l'expansion du commerce électronique et de la numérisation des paiements. Nous avons pris notre bénéfice sur Micron, un spécialiste des puces mémoires.

Dans le secteur des Médias, nous avons liquidé la position dans la société de gaming Activision Blizzard, en raison de la dégradation du score de durabilité de cette entreprise.

Dans le secteur de l'Immobilier nous avons pris une participation dans Vonovia, un grand acteur européen de l'immobilier résidentiel. Nous avons pris part à l'augmentation de capital qui a servi à reprendre le concurrent Deutsche Wohnen.

Pour ce qui concerne les Entreprises d'Utilité Publique, nous avons racheté des actions de la société espagnole Iberdrola, un acteur de référence sur le plan de l'énergie durable. La société réalise également une grande partie de ses revenus en exploitant des réseaux d'électricité, une activité stable et très prévisible.

Obligations

2021 fut une année de rendements clairement négatifs sur les obligations d'État en euro sûres. Le volet obligataire d'EconoFuture a néanmoins pu consigner un rendement positif grâce aux choix thématiques et au choix de durées courtes. Le positionnement vers des obligations indexées sur l'inflation, qui ont réalisé un rendement de près de 9% (avant frais) en 2021, a apporté une contribution importante. Les obligations indexées sur l'inflation ont profité pleinement des prévisions inflationnistes à la hausse, en particulier parce que les prévisions inflationnistes ont augmenté nettement plus que la hausse du taux nominal, de sorte que le taux réel a donc baissé. Malgré que nous ayons en général une durée courte, ce n'est pas le cas pour ce type d'obligations, ce qui a permis de bénéficier pleinement de l'effet positif. Le choix pour des obligations locales (belges) a également porté ses fruits (3% de rendement avant frais). De même, les positions en devises étrangères, comme le dollar américain et la couronne norvégienne, ont connu une excellente année.

Le poids en obligations d'État à long terme a encore été réduit davantage au cours de l'année.

5.1.8. Politique future

Actions

Diverses modifications ont été apportées au sein du compartiment dans le courant de l'année. Dans le portefeuille d'actions, nous avons prêté une attention particulière à la diversification, et ce tant sur le plan des régions, que des secteurs et des entreprises. Le portefeuille constitue un mix d'entreprises qui sont de toute évidence en croissance et d'autres entreprises caractérisées par une croissance inférieure, mais surtout par un flux de revenus stable. Dans les mois à venir, nous souhaitons continuer à contrôler la diversification, en tant que moyen de limiter d'une part la volatilité prévue – en conséquence du

changement de politique des banques centrales, de l'inflation des coûts élevée et du pic éventuel de la croissance économique – mais aussi en tant que moyen de générer des rendements, d'autre part.

Obligations

Pour ce qui concerne les obligations, la protection contre une hausse des taux demeure une des priorités absolues. Par ailleurs, un bon équilibre entre liquidité et risque (tant risque devise, que risque de crédit et risque sur intérêts) est crucial.

Nous prévoyons une hausse des taux d'intérêt sur les obligations d'État sûres, mais ne nous attendons pas à un krach dans les obligations.

Pour les prochains mois, nous continuons à nous focaliser sur les mêmes thèmes, plus spécifiquement : les obligations (belges) non notées, les obligations indexées sur l'inflation et les obligations de marchés émergents. La couronne norvégienne est notre devise étrangère préférée. Considérons ces 4 accents de plus près.

- Les obligations (belges) non cotées rapportent souvent des bonifications d'intérêts relativement attrayantes en euro, en échange d'un risque acceptable.
- Les obligations indexées sur l'inflation demeurent le moyen de protéger une partie du volet obligataire contre l'inflation.
- Obligations de marchés émergents. L'endroit où l'on trouve encore des bonifications d'intérêts (réelles) attrayantes, certainement après les fortes hausses des taux que nous avons constatées sur différents marchés émergents en 2021.
- Couronne norvégienne : intéressante grâce à la combinaison d'un prix du pétrole fort, d'une valorisation attrayante et d'une politique monétaire de soutien.

Les obligations d'État à long terme ne figurent plus parmi nos favoris.

5.1.9. Indicateur synthétique de risque et de rendement

Le compartiment SUSTAINABLE présente actuellement un profil de risque et de rendement de niveau 3 sur une échelle de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La classe de risque au moment de la création du compartiment était de 4.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 (CESR). Cet indicateur représente la volatilité historique annuelle du compartiment sur une période de 5 ans. Le but est d'aider l'investisseur à comprendre quelles incertitudes quant aux pertes et bénéfices peuvent influencer son investissement.

La catégorie de risque 3 correspond à un potentiel limité de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son exposition diversifiée aux marchés des actions et des obligations, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt, de crédit et de change.

Les données historiques utilisées pour le calcul de cet indicateur pourraient ne pas constituer une indication fiable pour le futur profil de risque du compartiment. La catégorie de risque liée à ce compartiment n'est pas garantie et peut changer au fil du temps.

5.1.10. Affectation des résultats

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires de distribuer le dividende brut suivant :

4,30 EUR payable le 17.06.2022.

5.1.11. Informations particulières en cas de structure master feeder

Le Master : Econopolis Patrimonial Sustainable

Organisation du Master

Econopolis Patrimonial Sustainable est un compartiment de la sicav de droit luxembourgeois Econopolis Funds, établie à 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, un OPCVM soumis à la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif et supervisé par la Commission de surveillance du secteur financier.

Econopolis Funds a désigné les prestataires suivants afin d'exercer les fonctions ci-dessous listées :

- Société de gestion : Conventum Asset Management, établie à 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
- Dépositaire : Banque de Luxembourg, établie à 14, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
- Agent administratif : Banque de Luxembourg, établie à 14, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg ayant délégué une partie de ces fonctions à European Fund Administration, 2, rue d'Alsace, L-1017 Luxembourg
- Commissaire : Deloitte Audit, établie à 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Domaine d'investissement du Master

Les objectifs et la politique d'investissement du Master sont basés sur le principe « Econoshocks », une philosophie décrite dans Econoshocks Book rédigé par Geert Noels. Cet ouvrage résume les six tendances macro-économique pour les 20 à 30 années à venir et propose une stratégie d'investissement qui reprend ces tendances, à savoir, les marchés émergents, les technologies de l'information et de communication, l'énergie, l'environnement, les technologies propres, les tendances démographiques et les dossiers avec un bilan solide. La sécurité à long terme incluant la sauvegarde des investissements sont prioritaires à la prise de risque irresponsable dans la recherche de gains.

L'objectif du compartiment est d'offrir à ses investisseurs des plus-values à long terme. Cet objectif est atteint en investissant:

- à moyen et long terme dans des actions et obligations durables internationales (0-50%) ;
- dans des obligations dépendant des conditions économiques et des marchés mais aussi des vues stratégiques et des attentes du gestionnaire du compartiment (0-100%) ;
- dans des instruments du marché monétaire sans restriction géographique et sans restriction sectorielle ou monétaire ;
- en espèce et instruments équivalents (< 49%);
- en obligation et autres titres de créances, organisations et souveraineté, ayant au moins une notation BBB- et/ou Baa3;
- dans des instruments dérivés tels que des options, des futures, tant sur taux d'intérêt que sur des opérations de change à terme uniquement à titre de couverture ou afin de limiter les risques liés aux investissements en actions ou obligations durables;

Le compartiment investit dans des titres sélectionnés sur la base d'une évaluation financière continue, d'une analyse de l'environnement macro-économique, le profil spécifique de l'émetteur, des développements futurs etc.

Aucun indice ou critère de référence n'est répliqué.

Le gestionnaire de ce compartiment applique une politique discrétionnaire de sélection en profondeur de ces instruments. Il n'y a pas de restriction géographique ou économie spécifique ou secteur industriel. C'est pourquoi l'allocation des actifs peut varier dans le temps. L'objectif du compartiment est un rendement absolu.

Le gestionnaire applique une politique discrétionnaire fondée sur un choix en profondeur de ces instruments, en utilisant la «valeur d'investissement» des modèles financiers dédiés et d'autres modèles (i) en tenant compte de divers paramètres fondamentaux qui déterminent la situation financière et la rentabilité des instruments pertinents et (ii) comprenant une analyse de l'approche "qualitative basée", à partir d'une perspective plus macro-économique, les normes éthiques et de qualité de la gestion de l'émetteur concerné, son portefeuille de produits et de services, etc.

Le compartiment tombe sous l'application de l'article 8 du règlement SFDR.

Le compartiment vise à prendre en compte les facteurs ESG (environnement, social, gouvernance) dans ses investissements. Le Gestionnaire d'investissement utilisera à la fois des analyses internes et des données externes provenant de fournisseurs de données ESG spécialisés, comme un ajout indépendant. Dans les limites de la politique d'investissement durable, les critères ESG prévaudront sur les critères financiers.

La politique d'investissement durable détaillée et la méthodologie du compartiment sont disponibles sur le site Internet du Gestionnaire d'investissement (www.econopolis.be/en/sustainability).

La sélection finale sera basée sur une vision à long terme dans l'environnement macro-économique mondial. Cette approche basée sur la valeur sera complétée par une projection de durabilité (overlay) qui permettra de réduire l'univers d'investissement en éliminant les instruments qui ne répondent pas aux critères d'Econopolis en termes environnementale, sociale et niveau de gouvernance (ESG rating). Le Gestionnaire utilisera des données externes, notamment des entreprises spécialisées en contrôles des ESG, pour arriver à une note de durabilité pour les émetteurs et prendra également en compte les controverses liées à l'évaluation du ESG pour chaque émetteur. Seuls les émetteurs ayant une note minimum ESG absolue ou relative (tel que déterminée par le gestionnaire), seront inclus dans l'univers d'investissement et le gestionnaire sélectionnera en général les meilleurs émetteurs performants en termes d'ESG par secteur.

Le gestionnaire exclura les émetteurs ayant en général une note négative en termes de ESG.

Profil de risque du Master

Le profil de risque du Master doit être évalué sur un horizon d'investissement d'au moins 5 ans, les investisseurs potentiels doivent être conscients que les actifs du Master sont assujettis à des fluctuations des marchés internationaux et à des risques propres aux placements en titres dans lesquels le Master investit. Le Master s'adresse à un investisseur intéressé par les marchés financiers et souhaitant acquérir des gains en capital à long terme.

Le SRRI du Master peut être consulté dans le document d'informations clés pour l'investisseur du Master.

5.2. BILAN

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	34.193.740,98	23.965.645,54
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	32.398.030,93	23.818.812,07
E. OPC à nombre variable de parts	32.398.030,93	23.818.812,07
IV. Créances et dettes à un an au plus	-37.820,53	-105.786,60
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-37.820,53	-105.786,60
V. Dépôts et liquidités	1.978.248,81	360.336,34
A. Avoirs bancaires à vue	1.978.248,81	360.336,34
VI. Comptes de régularisation	-144.718,23	-107.716,27
C. Charges à imputer (-)	-144.718,23	-107.716,27
TOTAL CAPITAUX PROPRES	34.193.740,98	23.965.645,54
A. Capital	31.877.538,88	23.935.242,66
B. Participations au résultat	384.784,41	9.051,61
C. Résultat reporté	-273.434,73	-340.313,93
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	2.204.852,42	361.665,20

5.3. COMPTE DE RESULTATS

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	2.585.853,88	639.951,27
E. OPC à nombre variable de parts	2.585.853,88	639.951,27
II. Produits et charges des placements	47.194,21	53.959,85
A. Dividendes	50.636,43	55.811,24
C. Intérêts d'emprunts (-)	-3.442,22	-1.851,39
III. Autres produits	49,25	680,22
B. Autres	49,25	680,22
IV. Coûts d'exploitation	-428.244,92	-332.926,14
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-557,40	-320,00
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-5.639,44	-4.574,68
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière		
R	-149.529,62	-114.240,08
b. Gestion administrative et comptable	-6.464,73	-6.372,67
c. Rémunération commerciale		
R	-211.351,75	-171.360,13
E. Frais administratifs (-)	-20.798,43	-16.540,48
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-1.589,63	-701,73
G. Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-395,00	-449,69
H. Services et biens divers (-)	-17.773,93	-15.480,31
J. Taxes	-9.598,53	-1.324,55
K. Autres charges (-)	-4.546,46	-1.561,82
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	-381.001,46	-278.286,07
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	2.204.852,42	361.665,20
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	2.204.852,42	361.665,20
SECTION 4: AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS		
I. Bénéfice (Perte) à affecter	2.316.202,10	30.402,88
a. Bénéfice reporté (Perte reportée) de l'exercice précédent	-273.434,73	-340.313,93
b. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	2.204.852,42	361.665,20
c. Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	384.784,41	9.051,61
II. (Affectations au) Prélèvements sur le capital	-1.835.622,53	-291.003,54
III. (Bénéfice à reporter) Perte à reporter	-91.869,87	273.434,73
IV. (Distribution des dividendes)	-388.709,70	-12.834,07

5.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

5.4.1. Composition des actifs au 31.12.21

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>							
ECONOPOLIS PAT SUS O CAP	204.949	EUR	119,54	24.499.659,58	16,09%	75,62%	71,65%
ECONOPOLIS PAT SUS O DIS	68.574	EUR	115,18	7.898.371,35	5,19%	24,38%	23,10%
Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA				32.398.030,93		100,00%	94,75%
OPC-ACTIONS				32.398.030,93		100,00%	94,75%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				32.398.030,93		100,00%	94,75%
TOTAL PORTEFEUILLE				32.398.030,93		100,00%	94,75%
CACEIS		EUR		1.978.248,81			5,79%
Avoirs bancaires à vue				1.978.248,81			5,79%
DEPOTS ET LIQUIDITES				1.978.248,81			5,79%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				-37.820,53			-0,11%
AUTRES				-144.718,23			-0,42%
TOTAL DE L'ACTIF NET				34.193.740,98			100,00%

5.4.2. Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays	
Luxembourg	100,00%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Fonds de Placement	100,00%
TOTAL	100,00%

5.4.3. Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE	2ème SEMESTRE	EXERCICE COMPLET
Achats	2.543.365,00	3.449.999,98	5.993.364,98
Ventes			
Total 1	2.543.365,00	3.449.999,98	5.993.364,98
Souscriptions	4.425.901,12	6.235.021,25	10.660.922,37
Remboursements	1.246.776,07	1.374.569,64	2.621.345,71
Total 2	5.672.677,19	7.609.590,89	13.282.268,08
Moyenne de référence de l'actif net total	26.082.955,39	30.390.065,97	28.236.510,68
Taux de rotation	-12,00%	-13,69%	-25,81%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Belgium SA, Avenue du Port, 86C boîte 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

5.4.4. Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation							Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)				Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)		
Année	Souscrites		Remboursées		Fin de période			Souscriptions		Remboursements		de la classe	d'une action	
	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Total	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.		Cap.	Dis.
2019	17.451,29	6.071,52	14.486,97	6.945,24	183.735,66	41.894,15	225.629,82	1.729.986,67	601.932,20	1.443.196,73	693.938,37	22.812.324,75	101,11	101,11
2020	19.576,53	15.089,33	21.139,41	5.688,24	182.172,78	51.295,24	233.468,02	1.979.354,90	1.523.504,83	2.126.410,18	574.917,77	23.965.645,54	102,70	102,47
2021	55.828,30	43.321,30	20.307,10	4.218,94	217.693,98	90.397,60	308.091,58	6.000.606,19	4.660.316,18	2.172.933,52	448.412,19	34.193.740,98	111,13	110,63

5.4.5. Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

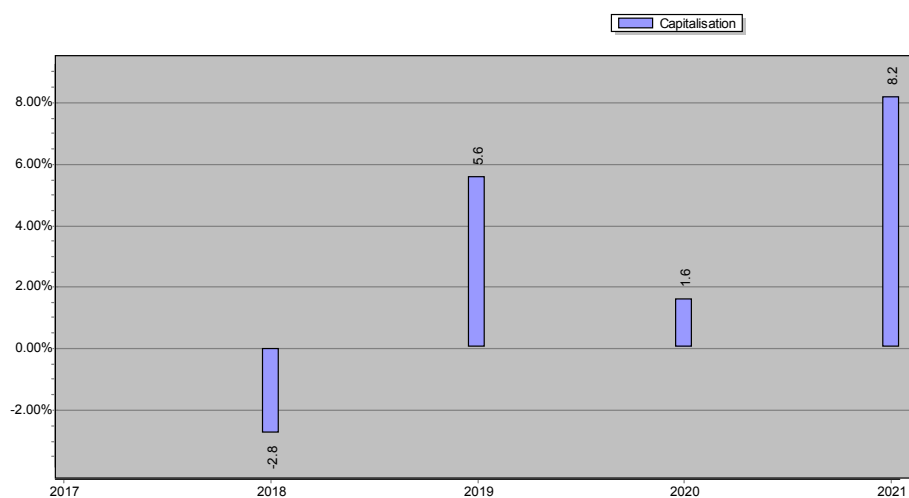
* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable.

* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 5 dernières années (en % et calculés en EUR):

R

Rendement annuel



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Capitalisation

1 an	3 ans
Part	Part
8,21% (en EUR)	5,11% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = \left(\frac{VNI(t+n)}{VNI(t)} \right)^{\frac{1}{n}} - 1$$

avec	
P (t; t+n)	la performance de t à t+n
VNI t+n	la valeur nette d'inventaire par part en t+n
VNI t	la valeur nette d'inventaire par part en t
n	la période sous revue

5.4.6. Frais

Frais courants

- Part de capitalisation : 1,76%
- Part de distribution : 1,76%

* Les frais courants sont calculés sur les 12 derniers mois.

- * Les frais suivants ne sont pas repris dans le total des frais courants :
- les frais de transaction;
 - les commissions de performances.

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Pas d'application.

Existence de fee-sharing agreements

Néant.

5.4.7. Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats est composé du remboursement de la FSMA (2019).

NOTE 2 - Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé de contributions payées à la FSMA pour ses frais de fonctionnement.

NOTE 3 - Emoluments du commissaire

Conformément à l'article 3:65, § 2 et 4 du Code des sociétés et des associations, nous portons à votre connaissance que le commissaire et les personnes avec lesquelles il a des liens de collaboration sur le plan professionnel, ont facturé des honoraires comme mentionné ci-dessous:

Emoluments du (des) commissaire(s): 4.050,00 EUR HTVA.

Il n'existe pas d'émolument pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le commissaire ou par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié.

NOTE 4 - Dépassement

La politique d'investissement du compartiment stipule que le Feeder investit en permanence au moins 95% de ses actifs dans les parts de la classe O du Master Econopolis Patrimonial Sustainable. Au 31.12.2021, l'investissement total dans le Master représentait 94,75% de l'actif net, ce qui constitue une brèche active.

NOTE 5 - SFDR

Les compartiments favorisent, entre autres caractéristiques, les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (appelées « ESG ») et sont soumis à l'Article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (la « Réglementation SFDR »). Le prospectus en date du 03 septembre 2021 a été publié afin de décrire la manière dont les risques en matière de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement dans le respect des objectifs et politiques d'investissement des Compartiments, en particulier, les informations sur la manière dont les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance sont respectées ; ainsi que les résultats de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement des compartiments.

6. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT GLOBAL EQUITY DBI-RDT

6.1. RAPPORT DE GESTION

6.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 18/12/2017 au prix de 100,00 EUR par part de distribution.

6.1.2. Cotation en bourse

Non applicable.

6.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Le compartiment investit principalement dans des actions de sociétés sans limite géographique.

Le compartiment vise principalement une croissance maximale du capital investi, en assurant que les actionnaires soumis à l'impôt des sociétés bénéficient des dividendes déductibles dans le chef des revenus définitivement taxés.

L'objectif de ce compartiment est de distribuer annuellement au moins 90% des revenus du compartiment aux actions de distribution, déduction faite des rémunérations, provisions et frais, en accordance avec l'article 203 C.I.R. 92 et toute modification ultérieure.

Indice de référence : Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Pour atteindre son objectif, le compartiment investit essentiellement dans un portefeuille diversifié d'actions de sociétés d'un point de vue géographique et sectoriel. Le compartiment investit tant dans des sociétés qui sont actives sur les marchés développés (Europe, Etats Unis et Japon) que dans des sociétés actives sur les marchés émergents et frontières (« emerging and frontier markets ») avec un maximum de 10% dans ces dernières. Parmi les sociétés, au moins 80% sera investi dans des sociétés qui répondent aux tendances à long terme, définies par Econopolis Wealth Management, en particulier à : (1) l'agriculture et l'alimentation, (2) l'énergie, (3) les matières premières, (4) l'ICT (technologies de l'information et des communications) et (5) les activités qui répondent à la croissance, le vieillissement et l'urbanisation de la population mondiale. Ce dernier groupe comprend entre autre les soins de santé, les consommateurs ainsi que d'autres produits liés à l'amélioration du niveau de vie, la mobilité et la communication, etc. Les décisions d'investissement dans d'autres secteurs sont prises par le Conseil d'Administration sur proposition d'Econopolis Wealth Management SA. Pour d'autres restrictions d'investissement, veuillez consulter le chapitre « Aspects sociaux, éthiques et environnementaux » ci-dessous.

À titre accessoire, le compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire et en parts d'organismes de placement collectif.

Transactions sur instruments financiers dérivés autorisés

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collateral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Limites de la politique d'investissement

Le compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Le compartiment n'investira pas plus de 10% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas systématiquement couvert. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir ou pas entièrement ou partiellement le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Le compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir à un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante.

De plus, le compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies" (UNGC) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du compartiment sont disponibles dans la rubrique "Politique d'investissement durable" sur le site www.crelan.be ou dans le prospectus.

6.1.4. Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

6.1.5. Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

6.1.6. Indice et benchmark

Non applicable.

6.1.7. Politique suivie pendant l'exercice

Actions

Au cours du premier semestre de l'année, nous avons pris une position dans Lerøy Seafood dans le secteur de la Consommation de Base. Cette entreprise norvégienne est un des grands acteurs dans le domaine de l'élevage de saumons et de truites. Elle est également un acteur majeur dans la capture et la transformation de poissons blancs. Le premier semestre, nous avons acheté des actions du brasseur AB Inbev pour profiter de la réouverture de l'horeca. Par la suite, nous avons vendu la position par crainte que l'inflation des coûts à la hausse ne fasse pression sur les marges. Nous avons augmenté la participation dans Henkel, qui est active dans le domaine des adhésifs, des produits ménagers et des soins personnels. Le second semestre, nous avons augmenté la position dans Mondelez.

Dans le secteur des Biens de Consommation Durables nous avons vendu l'intérêt dans Prosus, parce que nous préférons une participation directe dans Tencent. Nous avons vendu la position dans Alibaba à cause de la réglementation de plus en plus sévère en Chine. Nous avons acheté des actions de l'entreprise de commerce électronique Amazon, sur lesquelles nous avons pris notre bénéfice plus tard dans l'année. Le second semestre, nous avons pris des positions dans Daimler et Stellantis. Daimler est un producteur important de voitures premium et de luxe. Dans les prochaines années, ce marché continuera à croître plus vite que le marché automobile au sens large. Depuis peu, Daimler se focalise sur la rentabilité, plutôt que sur les volumes, et mise pleinement sur l'électrification de ses modèles. En décembre, le groupe a rendu sa division camions et bus autonome via une cotation en bourse séparée. Stellantis, le quatrième plus grand fabricant automobile, est le résultat de la fusion de PSA Citroën Peugeot avec Fiat Chrysler Automobiles. Les marques du groupe ne sont pas les plus sensationnelles, mais ces dernières années les deux partenaires de la fusion ont accompli un beau parcours financier. Le groupe investit 30 milliards d'euros dans l'électrification d'ici 2025. Nous avons aussi pris une première position dans le groupe de luxe Kering, le numéro deux du secteur du luxe avec des marques telles que YSL, Bottega Veneta et Balenciaga. La marque phare du groupe est toutefois Gucci, qui représente environ 60% du chiffre d'affaires et 80% du bénéfice du groupe. Le marché des produits de luxe devrait poursuivre son extension au cours des années à venir, grâce à la prospérité croissante (en Asie). Nous avons racheté des actions de la société Nike qui est active dans le secteur des vêtements et des chaussures de sport.

Dans le secteur des Soins de Santé, nous avons pris le bénéfice sur Eli Lilly après l'impressionnante performance du cours de l'action. Nous avons augmenté nos positions dans AstraZeneca, Boston Scientific, Johnson & Johnson, Novo Nordisk et Roche. Boston Scientific devrait bénéficier d'une reprise du secteur des équipements médicaux à mesure que le fonctionnement des hôpitaux se normalise. Roche se relève peu à peu de son *patent cliff* (expiration de brevets) et se prépare à connaître une nouvelle croissance plus rapide. Johnson & Johnson possède un très large portefeuille tant de médicaments, que d'équipements médicaux. L'entreprise a l'intention de se scinder en deux. Nous avons vendu la position dans Becton Dickinson et Alcon, l'entreprise de soins oculaires. Nous avons racheté des actions Philips, mais les avons ensuite vendues à perte, car l'entreprise continue à éprouver des problèmes avec un appareil pour le traitement de l'apnée du sommeil. Le règlement de cette problématique prendra du temps et peut engendrer des dédommagements considérables. Nous nous sommes défaits de l'exploitant de maisons de repos Orpea dans le courant du second semestre.

Nous avons acheté des actions d'Akzo Nobel dans le secteur des Matériaux. Cette entreprise a vendu sa branche chimique il y a quelques années et est devenue depuis un acteur pur dans le secteur des peintures et des laques. Cette activité est très rentable et ne nécessite pas d'investissements tellement élevés. Nous avons vendu la participation dans le producteur d'engrais Yara. Nous avons racheté des actions d'Arkema, qui est active dans les adhésifs, les composants pour les revêtements et les matériaux avancés. Le spécialiste de l'emballage finlandais Huhtamäki a fait son come-back dans le portefeuille. Cette entreprise devrait bénéficier de la réouverture de l'économie, tandis que la hausse des prix des matières premières ne devrait peser que temporairement sur les marges. Nous avons acheté des actions de la société irlandaise Smurfit Kappa, un acteur européen de premier plan dans le secteur des emballages en carton ondulé. L'entreprise est fortement intégrée verticalement et donc moins vulnérable aux fluctuations du prix des déchets de papier utilisés comme matière première. La demande de carton augmente en raison de l'importance croissante du commerce électronique et parce que le carton gagne en importance au détriment des emballages en plastique. Nous avons pris le bénéfice sur l'entreprise d'ingrédients alimentaires DSM en raison du potentiel du cours limité. Nous avons racheté des actions du groupe de mines d'or Newmont Mining.

Dans le secteur de l'Industrie nous avons pris notre bénéfice sur le constructeur de turbines éoliennes Vestas, en raison de la valorisation élevée et des faibles perspectives à court terme (peu de nouvelles commandes, inflation des coûts). Le groupe de matériaux de construction Saint-Gobain a fait son come-back dans le portefeuille. Cette société a sous-performé au cours de la dernière décennie, alors qu'elle a un potentiel intrinsèque. L'entreprise devrait pouvoir profiter de la reprise conjoncturelle et elle devrait également bénéficier des initiatives gouvernementales visant à rendre les bâtiments plus durables. Finalement, Saint-Gobain doit aussi pouvoir recueillir le fruit des initiatives de la nouvelle direction pour augmenter structurellement la rentabilité de l'entreprise. Nous avons racheté des actions du groupe de construction et de concessions Vinci, ainsi que de Metso Outotec (équipement pour l'exploitation minière, les agrégats, le recyclage et l'affinage de métaux). Nous avons pris notre bénéfice sur Bureau Veritas, Deutsche Post DHL Group et Kion, car le futur potentiel à la hausse du cours nous semblait limité pour ces actions. Nous avons racheté des actions d'Assa Abloy, un spécialiste des serrures, des portes et du contrôle d'accès.

Dans le secteur de la Technologie de l'Information, nous avons acheté des actions supplémentaires d'Infineon et pris une position dans NXP Semiconductors. Les deux sociétés sont des leaders dans le développement de semi-conducteurs entre autres pour des voitures, des applications industrielles et à des fins de communication. Le second semestre nous avons augmenté la position dans le producteur de batteries Samsung SDI. La demande de voitures électriques devrait monter en flèche au cours des prochaines années, en raison des normes d'émission de plus en plus sévères, des stimuli fiscaux et de la baisse de l'écart de prix entre les voitures électriques et thermiques. Salesforce, Taiwan Semiconductor (TSMC) et Visa étaient

des nouveaux venus dans le portefeuille. Salesforce est leader mondial des logiciels de gestion de la clientèle et de marketing (CRM). La tendance à une augmentation du travail hybride (bureau/maison) et de la numérisation (cloud) soutient la demande de services de Salesforce. L'entreprise occupe une position solide sur le marché et la rotation de la clientèle est limitée. TSMC est le plus grand fabricant de puces indépendant du monde. Ces puces sont utilisées dans des smartphones, des pc, de l'électronique, des appareils électro-ménagers, des voitures, ... En raison de la tendance croissante à la numérisation, la demande de produits de la société restera importante. Visa, un des principaux émetteurs de cartes de crédit et de débit, a fait ses preuves question croissance et rentabilité. Visa et ses concurrents profitent de l'expansion du commerce électronique et de la numérisation des paiements. Nous avons pris notre bénéfice sur Micron, un spécialiste des puces mémoires.

Dans le secteur de l'Immobilier nous avons pris une participation dans Vonovia, un grand acteur européen de l'immobilier résidentiel. Nous avons pris part à l'augmentation de capital qui a servi à reprendre le concurrent Deutsche Wohnen.

Pour ce qui concerne les Entreprises d'Utilité Publique, nous avons racheté des actions de la société espagnole Iberdrola, un acteur de référence sur le plan de l'énergie durable. La société réalise également une grande partie de ses revenus en exploitant des réseaux d'électricité, une activité stable et très prévisible.

Dans le secteur des Médias, nous avons liquidé la position résiduelle dans la société de gaming Activision Blizzard en raison de la dégradation du score de durabilité de cette entreprise.

6.1.8. Politique future

Actions

Diverses modifications ont été apportées au sein du compartiment dans le courant de l'année. Dans le portefeuille d'actions, nous avons prêté une attention particulière à la diversification, et ce tant sur le plan des régions, que des secteurs et des entreprises. Le portefeuille constitue un mix d'entreprises qui sont de toute évidence en croissance et d'autres entreprises caractérisées par une croissance inférieure, mais surtout par un flux de revenus stable. Dans les mois à venir, nous souhaitons continuer à contrôler la diversification, en tant que moyen de limiter d'une part la volatilité prévue – en conséquence du changement de politique des banques centrales, de l'inflation des coûts élevée et du pic éventuel de la croissance économique – mais aussi en tant que moyen de générer des rendements, d'autre part.

6.1.9. Indicateur synthétique de risque et de rendement

Le compartiment GLOBAL EQUITY DBI-RDT présente actuellement un profil de risque et de rendement de niveau 5 sur une échelle de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La classe de risque au moment de la création du compartiment était de 5.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 (CESR). Cet indicateur représente la volatilité historique annuelle du compartiment sur une période de 5 ans. Le but est d'aider l'investisseur à comprendre quelles incertitudes quant aux pertes et bénéfices peuvent influencer son investissement.

La catégorie de risque 5 correspond à un potentiel moyen de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son investissement dans des actions de sociétés sans limitation géographique ou sectorielle.

Les données historiques utilisées pour le calcul de cet indicateur pourraient ne pas constituer une indication fiable pour le futur profil de risque du compartiment. La catégorie de risque liée à ce compartiment n'est pas garantie et peut changer au fil du temps.

6.1.10. Affectation des résultats

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires de distribuer le dividende brut suivant :

- Classe R : 4,25 EUR payable le 07.06.2022 (BE6298866748)
- Classe E : 5,35 EUR payable le 07.06.2022 (BE6298867753)

La partie du dividende pouvant bénéficier du régime RDT est de 100%.

6.2. BILAN

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	55.207.143,20	29.111.019,81
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	52.350.192,51	27.055.216,99
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	52.350.192,51	27.055.216,99
IV. Créances et dettes à un an au plus	330.891,86	-240.046,89
A. Créances		
a. Montants à recevoir	382.271,72	385.528,47
b. Avoirs fiscaux	45.814,63	19.334,41
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-97.194,49	-644.909,77
V. Dépôts et liquidités	2.797.699,95	2.440.391,06
A. Avoirs bancaires à vue	2.797.699,95	2.440.391,06
VI. Comptes de régularisation	-271.641,12	-144.541,35
C. Charges à imputer (-)	-271.641,12	-144.541,35
TOTAL CAPITAUX PROPRES	55.207.143,20	29.111.019,81
A. Capital	44.994.620,76	25.416.809,22
B. Participations au résultat	1.612.450,35	-444.359,11
C. Résultat reporté	2.542.481,43	1.309.143,73
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	6.057.590,66	2.829.425,97

6.3. COMPTE DE RESULTATS

	Au 31.12.21 (en EUR)	Au 31.12.20 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	6.323.375,26	2.979.082,58
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	5.169.174,09	3.753.770,41
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	1.154.201,17	-774.687,83
II. Produits et charges des placements	583.491,45	275.722,68
A. Dividendes	664.453,30	334.465,72
C. Intérêts d'emprunts (-)	-12.862,16	-6.796,55
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-68.099,69	-51.946,49
III. Autres produits	150,51	364,37
B. Autres	150,51	364,37
IV. Coûts d'exploitation	-849.426,56	-425.743,66
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-51.278,86	-27.009,91
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-12.307,33	-5.873,80
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière		
R	-256.480,25	-115.600,85
E	-30.886,42	-22.565,90
b. Gestion administrative et comptable	-16.838,08	-11.586,68
c. Rémunération commerciale		
R	-366.986,26	-173.401,29
E. Frais administratifs (-)	-5.157,01	-4.047,46
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-1.613,70	-698,43
G. Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-610,59	-427,31
H. Services et biens divers (-)	-20.209,19	-17.486,86
J. Taxes	-51.015,08	-26.927,14
K. Autres charges (-)	-36.043,79	-20.118,03
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	-265.784,60	-149.656,61
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	6.057.590,66	2.829.425,97
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	6.057.590,66	2.829.425,97
SECTION 4: AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS		
I. Bénéfice (Perte) à affecter	10.212.522,44	3.694.210,59
a. Bénéfice reporté (Perte reportée) de l'exercice précédent	2.542.481,43	1.309.143,73
b. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	6.057.590,66	2.829.425,97
c. Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	1.612.450,35	-444.359,11
III. (Bénéfice à reporter) Perte à reporter	-8.411.392,76	-2.542.481,43
IV. (Distribution des dividendes)	-1.801.129,68	-1.151.729,16

6.4. COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

6.4.1. Composition des actifs au 31.12.21

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
<u>VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE</u>						
ALPHABET INC -A-	650	USD	2.897,04	1.655.888,15	3,16%	3,00%
ARISTA NETWORKS INC	8.400	USD	143,75	1.061.818,50	2,03%	1,92%
BOSTON SCIENTIF CORP	48.000	USD	42,48	1.793.035,53	3,43%	3,25%
FEDEX CORP	5.900	USD	258,64	1.341.871,26	2,56%	2,43%
JOHNSON & JOHNSON	9.300	USD	171,07	1.399.007,21	2,67%	2,53%
MICROSOFT CORP	6.400	USD	336,32	1.892.761,17	3,61%	3,43%
MONDELEZ INTERNATIONAL INC	22.500	USD	66,31	1.311.972,39	2,51%	2,38%
NEWMONT CORPORATION	45.850	USD	62,02	2.500.542,56	4,77%	4,54%
NIKE INC	9.200	USD	166,67	1.348.367,92	2,58%	2,44%
PEPSICO INC	6.950	USD	173,71	1.061.629,00	2,03%	1,92%
SALESFORCE.COM INC	3.900	USD	254,13	871.532,71	1,66%	1,58%
VISA INC -A-	7.000	USD	216,71	1.333.951,81	2,55%	2,42%
Etats-Unis				17.572.378,21	33,56%	31,84%
ARKEMA SA	12.350	EUR	123,85	1.529.547,50	2,92%	2,77%
CIE DE SAINT-GOBAIN	30.000	EUR	61,87	1.856.100,00	3,54%	3,36%
KERING	1.100	EUR	706,90	777.590,00	1,49%	1,41%
SCHNEIDER ELECTRIC SE	7.000	EUR	172,46	1.207.220,00	2,31%	2,19%
VINCI SA	18.000	EUR	92,91	1.672.380,00	3,19%	3,03%
France				7.042.837,50	13,45%	12,76%
DAIMLER AG NAMEN-AKT	17.500	EUR	67,59	1.182.825,00	2,26%	2,14%
DAIMLER TRUCK HOLDING AG	16.400	EUR	32,29	529.556,00	1,01%	0,96%
HENKEL AG & CO KGAA	12.500	EUR	71,14	889.250,00	1,70%	1,61%
INFINEON TECHNOLOGIES REG SHS	38.000	EUR	40,76	1.548.880,00	2,95%	2,81%
VONOVIA SE	28.350	EUR	48,50	1.374.975,00	2,63%	2,49%
Allemagne				5.525.486,00	10,55%	10,01%
AKZO NOBEL NV	16.100	EUR	96,50	1.553.650,00	2,97%	2,81%
NN GROUP NV	22.779	EUR	47,61	1.084.508,19	2,07%	1,96%
NXP SEMICONDUCTORS	8.800	USD	227,78	1.762.631,02	3,37%	3,20%
STELLANTIS N.V.-BEARER & REGISTERED SHS	58.500	EUR	16,69	976.131,00	1,86%	1,77%
Pays-Bas				5.376.920,21	10,27%	9,74%
ABB LTD REG SHS	55.000	CHF	34,90	1.852.531,00	3,54%	3,35%
ROCHE HOLDING LTD	4.450	CHF	379,10	1.628.137,82	3,11%	2,95%
Suisse				3.480.668,82	6,65%	6,30%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	940	USD	1.649,00	1.363.049,60	2,61%	2,47%
SAMSUNG SDI CO LTD	9.100	EUR	120,40	1.095.640,00	2,09%	1,98%
Corée du Sud				2.458.689,60	4,70%	4,45%
HUHTAMAKI OYJ	20.000	EUR	38,89	777.800,00	1,49%	1,41%
METSO OUTOTEC OYJ	139.000	EUR	9,35	1.299.372,00	2,48%	2,35%
Finlande				2.077.172,00	3,97%	3,76%
NOVO NORDISK	16.400	DKK	735,00	1.620.684,09	3,10%	2,94%
Danemark				1.620.684,09	3,10%	2,94%
ASTRAZENECA PLC	13.000	GBP	86,78	1.343.663,65	2,57%	2,43%
Royaume-Uni				1.343.663,65	2,57%	2,43%
IBERDROLA SA	111.900	EUR	10,41	1.164.879,00	2,23%	2,11%
Espagne				1.164.879,00	2,23%	2,11%
ASSA ABLOY -B- NEW I	42.000	SEK	276,20	1.126.689,98	2,15%	2,04%
Suède				1.126.689,98	2,15%	2,04%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS)	9.500	USD	120,31	1.005.051,88	1,92%	1,82%
Taiwan				1.005.051,88	1,92%	1,82%

Dénomination	Quantité au 31.12.21	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
SMURFIT KAPPA PLC Irlande	20.500	EUR	48,44	993.020,00 993.020,00	1,90% 1,90%	1,80% 1,80%
LEROY SEAFOOD GROUP ASA Norvège	128.000	NOK	68,96	880.210,21 880.210,21	1,68% 1,68%	1,59% 1,59%
ACTIONS				51.668.351,15	98,70%	93,59%
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>						
TENCENT HOLDINGS LTD UNSPON ADR REP 1 SH Iles Caïmans	13.300	USD	58,30	681.841,36 681.841,36	1,30% 1,30%	1,24% 1,24%
ACTIONS				681.841,36	1,30%	1,24%
TOTAL PORTEFEUILLE				52.350.192,51	100,00%	94,83%
CACEIS		EUR		2.797.699,95		5,07%
Avoirs bancaires à vue				2.797.699,95		5,07%
DEPOTS ET LIQUIDITES				2.797.699,95		5,07%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				330.891,86		0,60%
AUTRES				-271.641,12		-0,49%
TOTAL DE L'ACTIF NET				55.207.143,20		100,00%

6.4.2. Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays	
Allemagne	10,55%
Corée du Sud	4,70%
Danemark	3,10%
Espagne	2,23%
Etats-Unis	33,56%
Finlande	3,97%
France	13,45%
Iles Caïmans	1,30%
Irlande	1,90%
Norvège	1,68%
Pays-Bas	10,27%
Royaume-Uni	2,57%
Suède	2,15%
Suisse	6,65%
Taiwan	1,92%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Assurances	2,07%
Biens de consommation divers	3,18%
Chimie	5,89%
Construction de machines et appareils	2,15%
Construction et matériaux de construction	6,74%
Distribution et commerce de détail	1,49%
Electronique et semi-conducteurs	12,94%
Electrotechnique et électronique	5,84%
Energie et eau	2,23%
Industrie agro-alimentaire	6,22%
Industrie automobile	5,14%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	14,86%
Internet et services d' Internet	11,77%
Métaux et pierres précieuses	4,78%
Métaux non ferreux	2,48%
Papier et bois	1,90%
Services divers	2,55%
Sociétés immobilières	2,63%
Textile et habillement	2,58%
Transports	2,56%
TOTAL	100,00%

6.4.3. Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er SEMESTRE	2ème SEMESTRE	EXERCICE COMPLET
Achats	17.939.329,32	19.276.913,33	37.216.242,65
Ventes	8.852.217,78	10.015.633,30	18.867.851,08
Total 1	26.791.547,10	29.292.546,63	56.084.093,73
Souscriptions	12.548.745,54	15.411.554,86	27.960.300,40
Remboursements	2.622.504,46	3.822.144,05	6.444.648,51
Total 2	15.171.250,00	19.233.698,91	34.404.948,91
Moyenne de référence de l'actif net total	36.203.774,46	48.010.697,15	42.227.714,61
Taux de rotation	32,10%	20,95%	51,34%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Belgium SA, Avenue du Port, 86C boîte 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

6.4.4. Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

E

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)		Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	de la classe	d'une action
	Dis.	Dis.	Dis.	Dis.	Dis.		Dis.
2019	9.714,00	51.050,00	30.282,00	1.078.964,25	5.335.746,00	3.485.563,81	115,10
2020	5.848,00	11.825,00	24.305,00	641.845,08	1.242.543,00	2.927.464,73	120,45
2021	11.945,00	2.145,00	34.105,00	1.557.239,25	284.959,75	4.635.330,50	135,91

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)		Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	de la classe	d'une action
	Dis.	Dis.	Dis.	Dis.	Dis.		Dis.
2019	72.692,01	31.573,87	118.138,69	7.720.240,80	3.396.078,56	13.339.169,81	112,91
2020	166.997,05	63.065,99	222.069,75	18.340.345,55	7.136.987,31	26.183.555,08	117,91
2021	206.840,99	48.047,70	380.863,04	26.403.061,15	6.159.688,76	50.571.812,70	132,78

6.4.5. Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

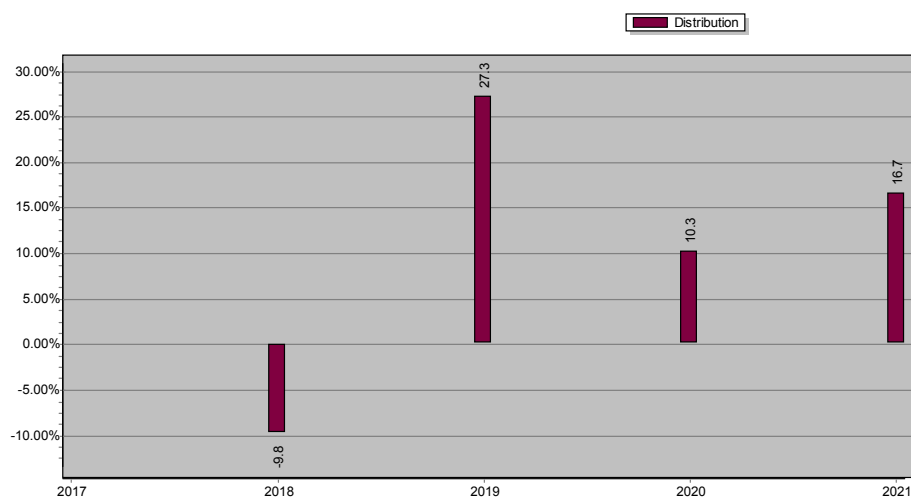
* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable.

* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 5 dernières années (en % et calculés en EUR):

R

Rendement annuel



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Distribution

1 an	3 ans
Part	Part
16,67% (en EUR)	17,89% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de distribution. Nous avons pris comme hypothèse que le coupon est immédiatement réinvesti dans l'OPC à la valeur nette d'inventaire ex-coupon le jour du détachement.

Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = \left[(1 + P_t) (1 + P_{t+1}) \dots (1 + P_{t+n}) \right]^{(1/n)} - 1$$

avec

$P(t; t+n)$ la performance de t à t+n

n le nombre d'année (périodes)

$$P_t = [\alpha \times (VNI_{t+1} / VNI_t)] - 1$$

avec

P_t la performance annuelle pour la première période

VNI_{t+1} la valeur nette d'inventaire par part en t+1

VNI_t la valeur nette d'inventaire par part en t

α l'opérateur algébrique suivant:

$$\alpha = [1 + (D_1 / VNI_{ex_1})] [1 + (D_2 / VNI_{ex_2})] \dots [1 + (D_n / VNI_{ex_n})]$$

avec

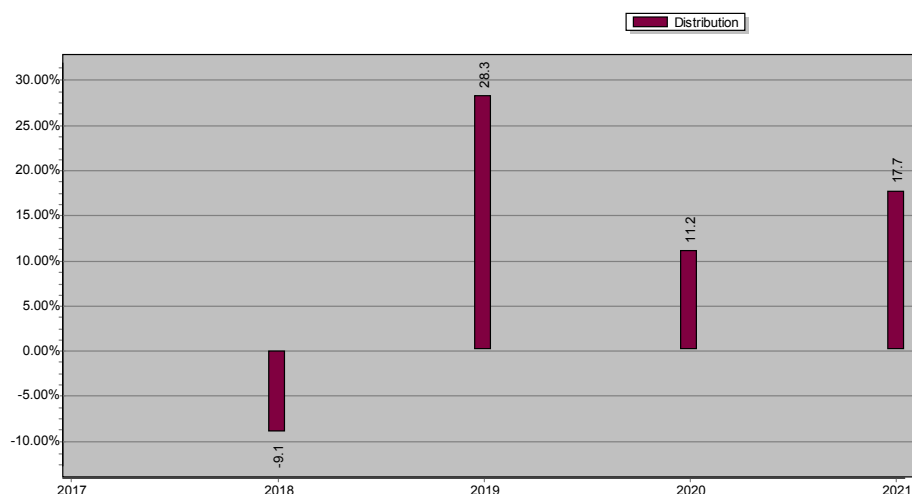
D_1, D_2, \dots, D_n les montants du dividende distribué durant l'année t

$VNI_{ex_1}, \dots, VNI_{ex_n}$ la valeur nette d'inventaire par part ex-coupon le jour du détachement

n le nombre de paiements de dividendes pendant la période t

E

Rendement annuel



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Distribution

1 an	3 ans
Part	Part
17,67% (en EUR)	18,87% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de distribution. Nous avons pris comme hypothèse que le coupon est immédiatement réinvesti dans l'OPC à la valeur nette d'inventaire ex-coupon le jour du détachement.

Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante:

$$P(t; t+n) = [(1 + P_t)(1 + P_{t+1}) \dots (1 + P_{t+n})]^{(1/n)} - 1$$

avec

$P(t; t+n)$ la performance de t à t+n

n le nombre d'année (périodes)

$$P_t = [\alpha \times (VNI_{t+1} / VNI_t)] - 1$$

avec

P_t la performance annuelle pour la première période

VNI_{t+1} la valeur nette d'inventaire par part en t+1

VNI_t la valeur nette d'inventaire par part en t

α l'opérateur algébrique suivant:

$$\alpha = [1 + (D_1 / VNI_{ex_1})] [1 + (D_2 / VNI_{ex_2})] \dots [1 + (D_n / VNI_{ex_n})]$$

avec

D_1, D_2, \dots, D_n les montants du dividende distribué durant l'année t

VNI ex... VNI ex... la valeur nette d'inventaire par part ex-coupon le jour du détachement
 n le nombre de paiements de dividendes pendant la période t

6.4.6. Frais

Frais courants

- Part de distribution (E) : 1,13%
- Part de distribution (R) : 1,98%

* Les frais courants sont calculés sur les 12 derniers mois.

- * Les frais suivants ne sont pas repris dans le total des frais courants :
- les frais de transaction;
 - les commissions de performances.

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Pas d'application.

Existence de fee-sharing agreements

Néant.

6.4.7. Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats est composé du remboursement de la FSMA (2019).

NOTE 2 - Autres charges

Le poste « IV.K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé des factures payées à Deloitte pour les rapports trimestriels réalisés en 2020 en tant que consultant taxes.

NOTE 3 - Emoluments du commissaire

Conformément à l'article 3:65, § 2 et 4 du Code des sociétés et des associations, nous portons à votre connaissance que le commissaire et les personnes avec lesquelles il a des liens de collaboration sur le plan professionnel, ont facturé des honoraires comme mentionné ci-dessous:

Emoluments du (des) commissaire(s): 4.050,00 EUR HTVA.

Il n'existe pas d'émolument pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le commissaire ou par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié.

NOTE 4 - SFDR

Les compartiments favorisent, entre autres caractéristiques, les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (appelées « ESG ») et sont soumis à l'Article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (la « Réglementation SFDR »). Le prospectus en date du 03 septembre 2021 a été publié afin de décrire la manière dont les risques en matière de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement dans le respect des objectifs et politiques d'investissement des Compartiments, en particulier, les informations sur la manière dont les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance sont respectées ; ainsi que les résultats de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement des compartiments.